

cyberpresse.ca

LA PRESSE

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008

22 PAGES

sur **cyberpresse.ca**



RÉSULTATS

Pour connaître les résultats détaillés de l'élection dans votre circonscription, allez sur cyberpresse.ca/resultats



VIDÉO

Dès midi, venez voir la vidéo de Patrick Lagacé avec Vincent Marissal, Sophie Cousineau, Yves Boisvert et André Pratte

STEPHEN HARPER RÉÉLU

MAIS LES CANADIENS LUI REFUSENT LA MAJORITÉ



Stephen Harper

PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

PARTI LIBÉRAL DU CANADA

STÉPHANE DION ENTEND RESTER MALGRÉ DES PERTES MAJEURES

TOUTES NOS INFORMATIONS EN PAGES A2 À A20



Stéphane Dion

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

DES MEMBRES INFLUENTS DU PLC PRÉDISSENT LE DÉPART IMMINENT DE DION PAGE A10

CHAREST: IRA, IRA PAS? UNE ANALYSE DE DENIS LESSARD PAGE A15

Paris perdus

LA CHRONIQUE DE VINCENT MARISSAL
PAGE A5

La météo des sondages

LA CHRONIQUE DE PATRICK LAGACÉ
PAGE A12

Tout ça pour ça

LA CHRONIQUE DE SOPHIE COUSINEAU
PAGE A19

Le problème avec Harper

LA CHRONIQUE D'YVES BOISVERT
PAGE A17

Du Montréal, classique

LA CHRONIQUE DE MARIE-CLAUDE LORTIE
PAGE A9

Un verre de lait pour Harper

LA CHRONIQUE DE RIMA ELKOURI PAGE A11



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

LE BLOC TOUJOURS DOMINANT

Le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe a été réélu dans sa circonscription de Laurier-Sainte-Marie. Au moment de mettre sous presse, le Bloc québécois était en avance ou avait gagné dans 50 circonscriptions, ce qui est à peu de chose près le même nombre de députés que lors de la dissolution de la législature. Les partisans bloquistes étaient réunis, hier, au Medley, pour célébrer la performance de leur parti. MARTIN CROTEAU PAGE A7

FORUM

M. Harper doit changer

L'ÉDITORIAL D'ANDRÉ PRATTE

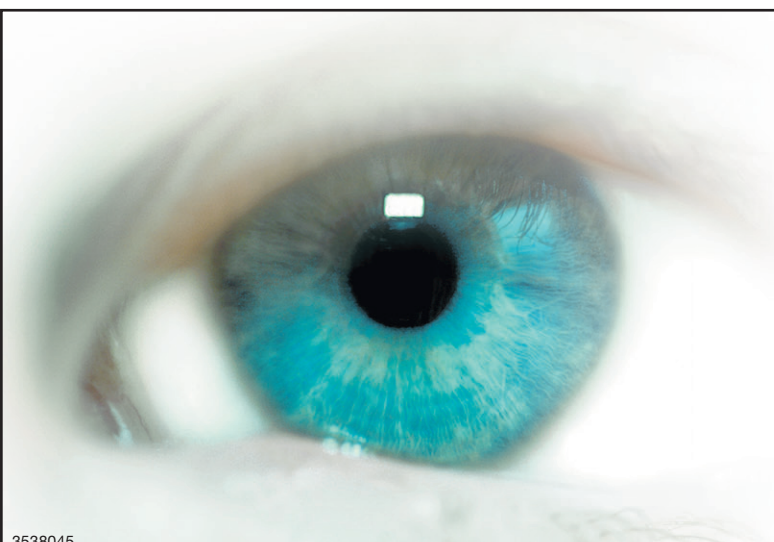
AUSSI L'ÉDITORIAL DE MARIO ROY
ET LES CHRONIQUES DE LYSIANE GAGNON
ET D'ALAIN DUBUC.

PAGE A45 À A47

Mon clin d'œil STÉPHANE LAPORTE
Un pigeon est passé.
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



L-V 6 21924 98765 1



100 % LASER SANS LAME

Myopie • Astigmatisme • Hypermétropie

En exclusivité à la Clinique de l'Oeil de Montréal,
la technique **ILASIK**, pour la correction de la vue au laser vous offre :

**des résultats visuels exceptionnels
un maximum de sécurité et de précision
une guérison rapide**

Cette technique est recommandée par la Nasa pour ses astronautes.



LA CLINIQUE DE L'ŒIL
DE MONTRÉAL

CLINIQUE PRIVÉE D'OPHTALMOLOGIE
SAM FANOUS, M.D.

ÉVALUATION GRATUITE

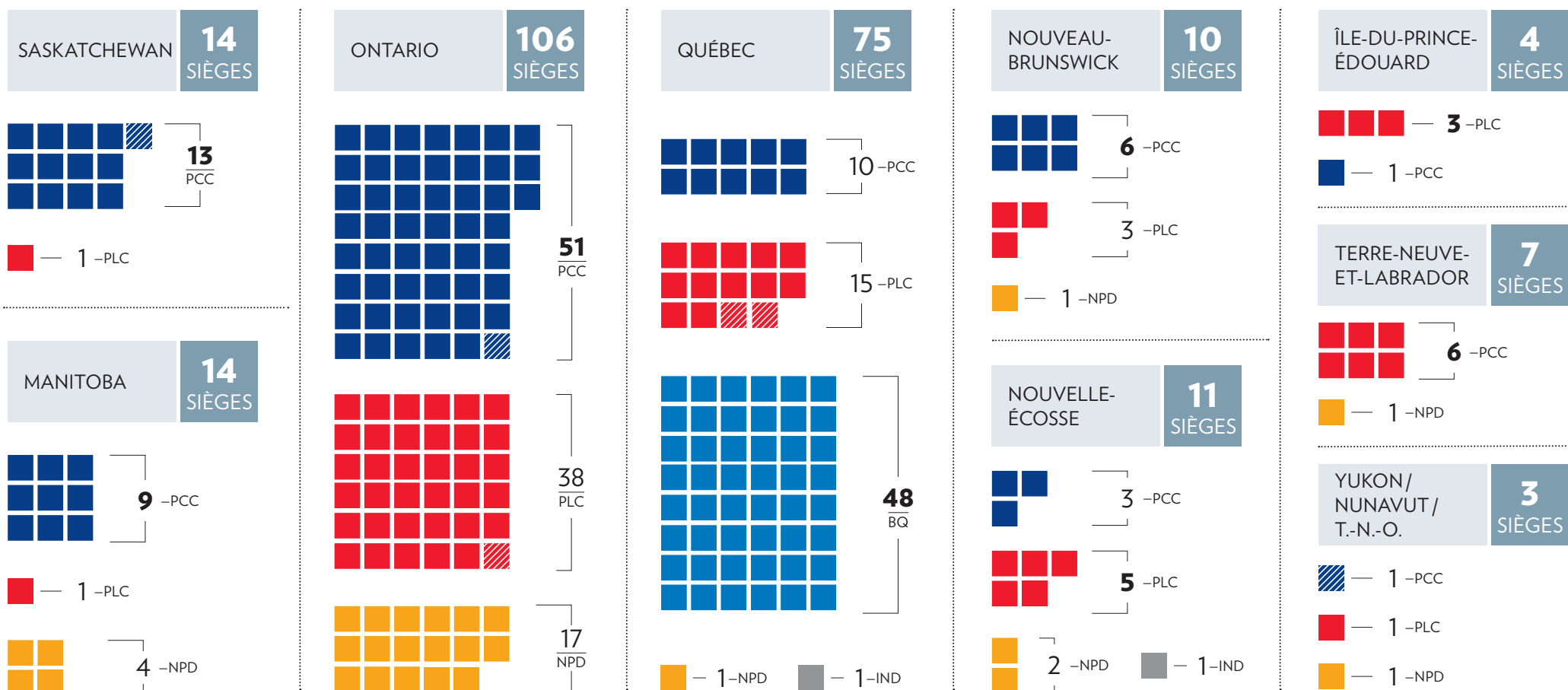
Financement 0% d'intérêt



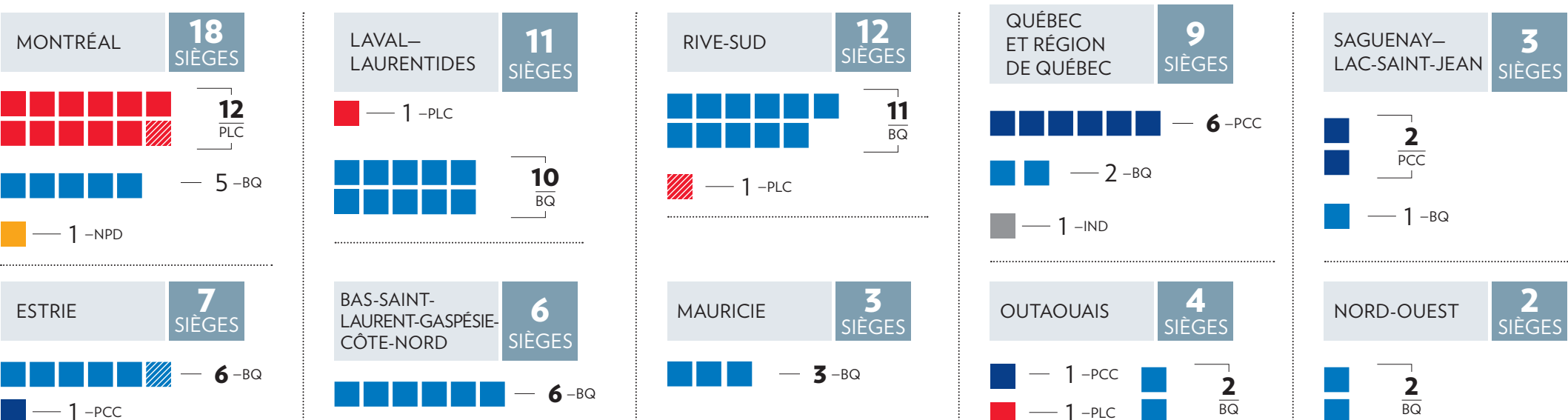
MONTRÉAL - LONGUEUIL

514 288-0088

www.cdom.com

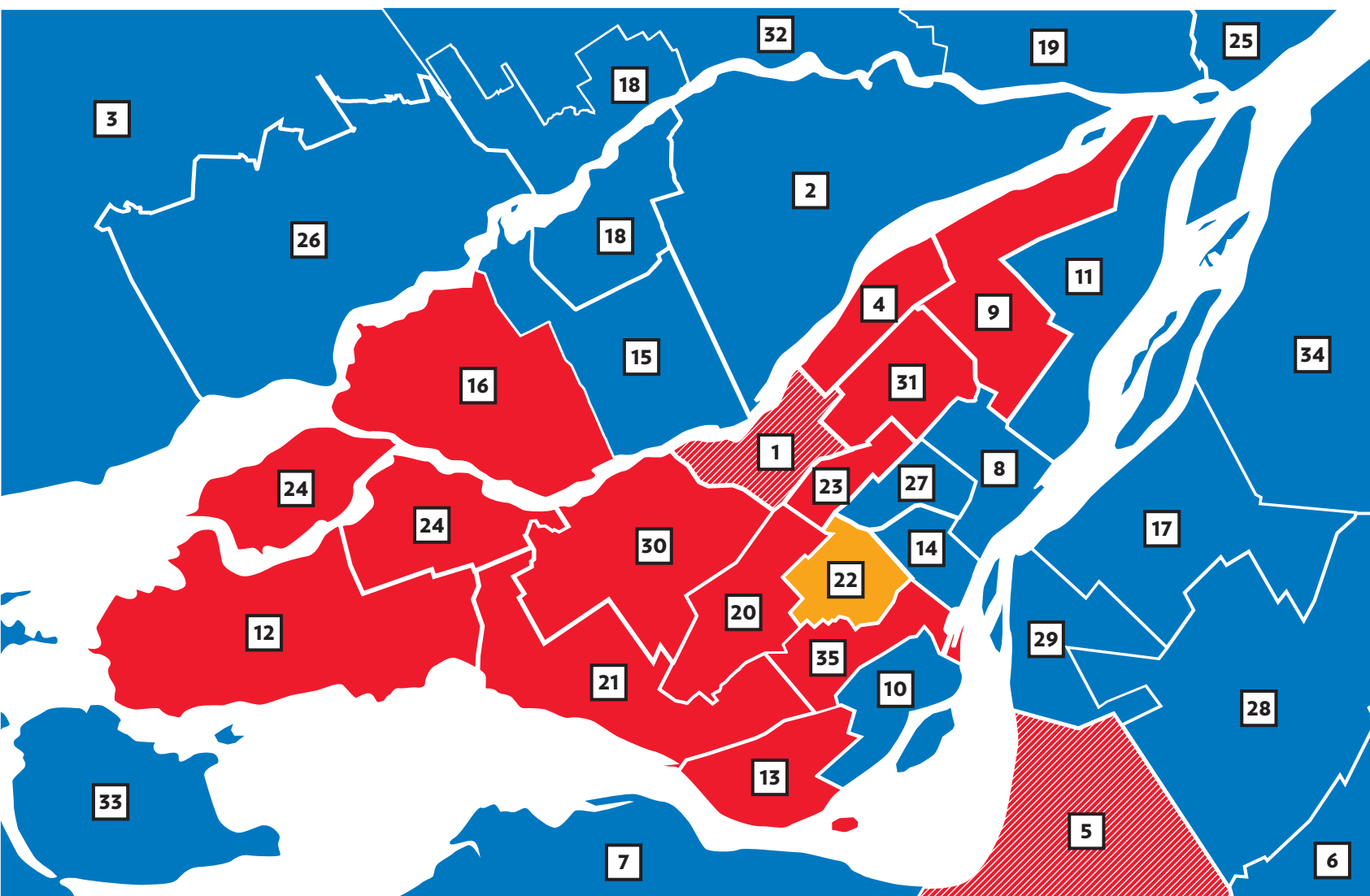


LES RÉSULTATS PAR RÉGION



* Résultats au moment de mettre sous presse. Les données peuvent avoir changé au cours de la nuit.

LA GRANDE RÉGION MÉTROPOLITAINE

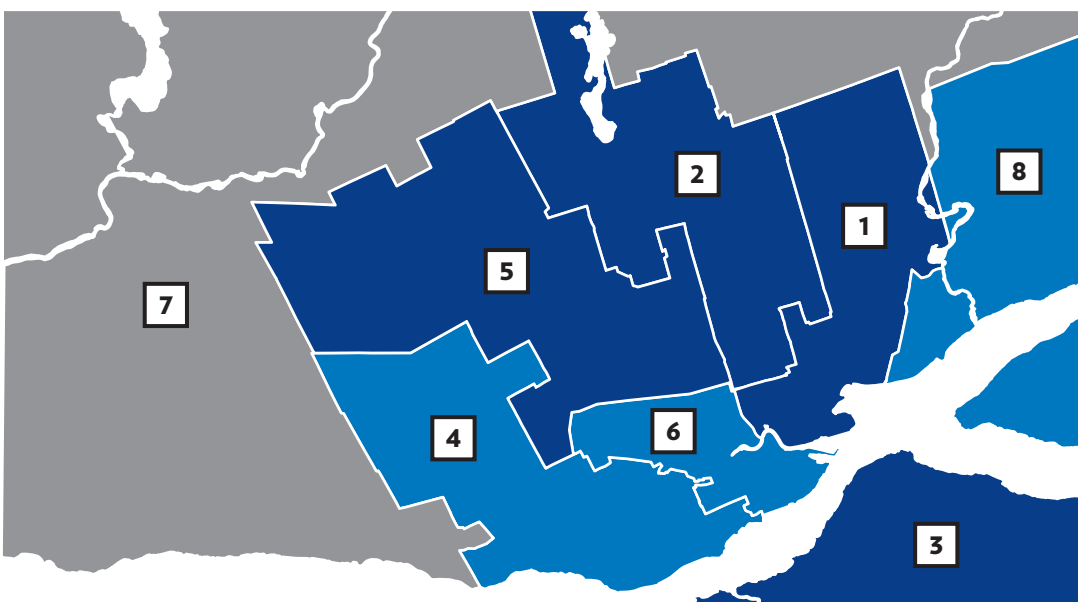


* Résultats au moment de mettre sous presse. Les données peuvent avoir changé au cours de la nuit.

CIRCONSCRIPTIONS

1. Ahuntsic
2. Alfred-Pellan
3. Argenteuil-Papineau-Mirabel
4. Bourassa
5. Brossard-La Prairie
6. Chambly-Borduas
7. Châteauguay/Saint-Constant
8. Hochelaga
9. Honoré-Mercier
10. Jeanne-Le Ber
11. La Pointe-de-l'Île
12. Lac-Saint-Louis
13. LaSalle-Émard
14. Laurier—Sainte-Marie
15. Laval
16. Laval-Les Îles
17. Longueuil-Pierre-Boucher
18. Marc-Aurèle-Fortin
19. Montcalm
20. Mont-Royal
21. Notre-Dame-de-Grâce/Lachine
22. Outremont
23. Papineau
24. Pierrefonds-Dollard
25. Repentigny
26. Rivière-des-Mille-Îles
27. Rosemont-La Petite-Patrie
28. Saint-Bruno/Saint-Hubert
29. Saint-Lambert
30. Saint-Laurent/Cartierville
31. Saint-Léonard/Saint-Michel
32. Terrebonne-Blainville
33. Vaudreuil-Soulanges
34. Vachères-Le Patriotes
35. Westmount/Ville-Marie

LA RÉGION DE QUÉBEC



CIRCONSCRIPTIONS

1. Beauport-Limoilou
2. Charlesbourg/ Haute-Saint-Charles
3. Lévis-Bellechasse
4. Louis-Hébert
5. Louis-Saint-Laurent
6. Québec
7. Portneuf/Jacques-Cartier
8. Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord

LÉGENDE

élus	en avance
------	-----------

	Parti conservateur du Canada	
	Parti libéral du Canada	
	Bloc québécois	
	Nouveau Parti démocratique	
	Parti vert	
	Indépendant	

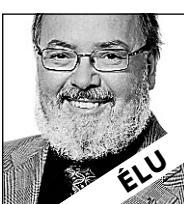
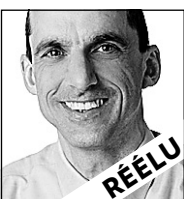
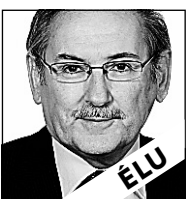
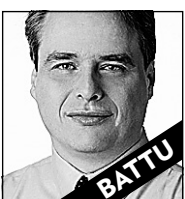
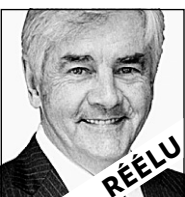
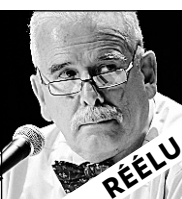
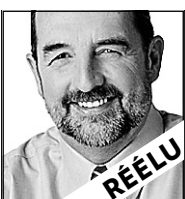
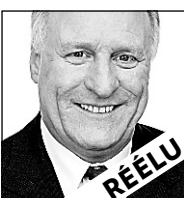
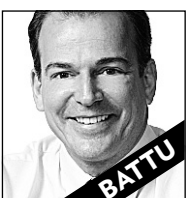
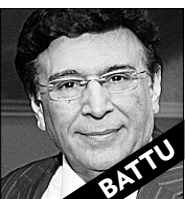
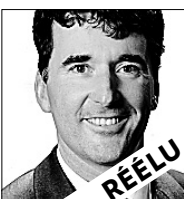
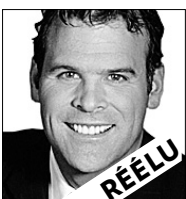
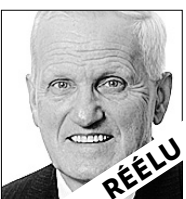
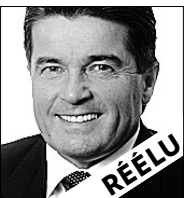
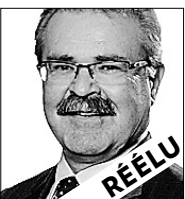
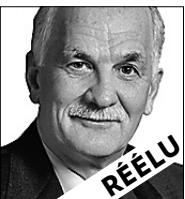
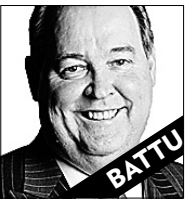
NOTE : Les résultats qui apparaissent dans ces tableaux ont été obtenus au moment de mettre sous presse. Ils peuvent avoir changé au cours de la nuit.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008

ÉLUS ET BATTUS

Des ministres qu'on croyait défaits mais qui gardent leur siège, d'illustres inconnus qui l'emportent sur des vedettes, des renversements que personne n'avait vus venir. Les soirs d'élections ont tous leur lot de surprises. Des 308 circonscriptions en jeu hier, nous en avons choisi 70 où les batailles semblaient particulièrement intéressantes. Voici ce qui s'y est passé. Et un bilan : effectivement, on ne s'est pas ennuyé.

Résultats au moment de mettre sous presse. Les données peuvent avoir changé au cours de la nuit. Consultez les résultats des candidats-vedettes sur cyberpresse.ca/candidats-vedettes

QUÉBEC				
 Ahuntsic Eleni Bakopanos, PLC 39,3 % N.D.	 Beauce Maxime Bernier, PCC 62,4 % RÉÉLU	 Beauport—Limoilou Sylvie Boucher, PCC 37 % ÉLUE	 Bourassa Denis Coderre, PLC 49,9 % RÉÉLU	 Brome—Missisquoi Denis Paradis, PLC > 32,9 % Réélu: Christian Ouellet, BQ > 35,2 % BATTU
 Chicoutimi—Le Fjord Robert Bouchard, BQ 40,8 % ÉLU	 Drummond Roger Pomerleau, BQ 38,8 % ÉLU	 Gatineau Françoise Boivin, NPD > 26,3 % Réélu: Richard Nadeau, BQ > 29,2 % BATTUE	 Jeanne-Le Ber Thierry St-Cyr, BQ 34,6 % RÉÉLU	 Jonquière—Alma Jean-Pierre Blackburn, PCC 52,5 % RÉÉLU
 Laval—Les Îles Raymonde Folco, PLC 40,1 % RÉÉLUE	 Lévis—Bellechasse Steven Blaney, PCC 45,9 % RÉÉLU	 Longueuil—Pierre-Boucher Jean Dorion, BQ 45,9 % ÉLU	 Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière Jacques Gourde, PCC 47,3 % RÉÉLU	 Louis-Hébert Luc Harvey, PCC > 28,4 % Élu: Pascal-Pierre Paillé, BQ – 36,2 % BATTU
 Louis-Saint-Laurent Josée Verner, PCC 47,2 % RÉÉLUE	 Mégantic—L'Érable Christian Paradis, PCC 46,7 % RÉÉLU	 Outremont Thomas Mulcair, NPD 38,5 % RÉÉLU	 Papineau Justin Trudeau, PLC 41,8 % ÉLU	 Pontiac Lawrence Cannon, PCC 32,6 % RÉÉLU
 Portneuf—Jacques-Cartier André Arthur, Indépendant 33,5 % RÉÉLU	 Québec Christiane Gagnon, BQ 40,5 % RÉÉLUE	 Rivière-des-Mille-Îles Claude Carignan, PCC > 19,4 % Élu: Luc Desnoyers, BQ > 45,7 % BATTU	 Roberval—Lac-Saint-Jean Denis Lebel, PCC 43,6 % RÉÉLU	 Saint-Hyacinthe—Bagot Ève-Mary Thai, BQ 47,3 % RÉÉLUE
 Saint-Lambert Josée Beaudin, BQ 37,6 % ÉLUE	 Shelford Robert Vincent, BQ 43,2 % RÉÉLU	 Sherbrooke André Bachand, PCC > 14,2 % Réélu: Serge Cardin, BQ > 50,2 % BATTU	 Vaudreuil-Soulanges Michael M. Fortier, PCC > 23,2 % Élue: Meili Faille, BQ > 42,4 % BATTU	 Westmount—Ville-Marie Marc Garneau, PLC 46 % ÉLU
ATLANTIQUE				
 St-Jean-Est, T.-N. et Lab. Jack Harris, NPD 74,6 % ÉLU	 St-Jean-Sud-Mount Pearl, T.-N. et Lab. Siobhan Coady, PLC 43,3 % ÉLUE	 Fredericton, N.-B. Keith Ashfield, PCC 42,6 % ÉLU	 Nova-Centre, N.-É. Peter MacKay, PCC 46,6 % RÉÉLU	 Nova-Ouest, N.-É. Robert Thibault, PLC > 36,1 % Élu: Greg Kerr, PCC > 39,9 % BATTU
ONTARIO				
 Whitby-Oshawa Jim Flaherty, PCC 51,1 % RÉÉLU	 Markham-Unionville John McCallum, PLC 54,9 % RÉÉLU	 Trinity-Spadina Olivia Chow, NPD 40,7 % RÉÉLUE	 Mississauga—Streetsville Wajid Khan, PCC > 35,8 % Élue: Bonnie Crombie, PLC > 45,6 % BATTU	 Guelph Frank Valeriote, PLC 32,3 % ÉLU
 Oshawa Colin Carrie, PCC 40,8 % RÉÉLU	 Ottawa—Centre Paul Denwar, NPD 39,6 % RÉÉLU	 Ottawa-Ouest—Nepean John Baird, PCC 43,8 % RÉÉLU	 Halton Garth Turner, PLC > 36,1 % Élue: Lisa Raitt, PCC > 47,5 % BATTU	 Toronto Centre Bob Rae, PLC 53,3 % RÉÉLU
 Etobicoke-Lakeshore Michael Ignatieff, PLC 46 % RÉÉLU	 Parry-Sound-Muskoka Tony Clement, PCC 50,2 % RÉÉLU	 Carleton-Mississippi-Mills Gordon O'Connor, PCC 57,3 % RÉÉLU	 Parkdale-High Park Gerard Kennedy, PLC 43,2 % ÉLU	 Haldimand-Norfolk Diane Finley, PCC 40,8 % RÉÉLUE
OUEST DU PAYS				
 Chilliwack-Fraser Canyon, C-B Chuck Strahl, PCC 62,4 % RÉÉLU	 Okanagan—Coquihalla, C-B Stockwell Day, PCC 57,6 % RÉÉLU	 Saanich—Gulf Islands, C-B Gary Lunn, PCC 43,2 % RÉÉLU	 Surrey-Nord, C-B Dona Cadman, PCC 40,9 % ÉLUE	 Vancouver Quadra, C-B Joyce Murray, PLC 46 % RÉÉLUE
 Vancouver-Sud, C-B Ujjal Dosanjh, PLC 38,4 % N.D.	 West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, C-B Blair Wilson, PVC > 15,1 % Élu: John Weston, PCC > 44,6 % BATTU	 Calgary-Sud-Est, AB Jason Kenney, PCC 73,7 % RÉÉLU	 Edmonton—Spruce Grove, AB Rosa Ambrose, PCC 68,5 % RÉÉLUE	 Battlefords—Lloydminster, SK Gerry Ritz, PCC 60,1 % RÉÉLU
 Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, SK Rob Clarke, PCC 46,7 % RÉÉLU	 Wascana, SK Ralph Goodale, PLC 46,1 % RÉÉLU	 Elmwood—Transcona, MB Jim Maloway, NPD 46 % ÉLU	 Provencher, MB Vic Toews, PCC 63,9 % RÉÉLU	 Saint-Boniface, MB Raymond Simard, PLC > 35 % Élue: Shelly Glover, PCC > 46,3 % BATTU

Paris perdus



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

Ça aura été la soirée des paris perdus. Stephen Harper a échappé de peu une majorité.

Stéphane Dion a perdu son job (il n’y avait que lui, hier soir dans sa propre circonscription, pour ne pas admettre cette évidence).

Gilles Duceppe a gagné sa bataille et il a privé les conservateurs d’une majorité, mais il a vu les appuis du Bloc baisser encore une fois.

Le Québec a perdu du poids au sein du gouvernement avec la perte de son seul ministre de la région de Montréal.

Elisabeth May a mordu la poussière dans Halifax et les verts ont obtenu un score décevant, en particulier au Québec.

Et les Canadiens ont dépensé 300 millions pour se retrouver avec un résultat très semblable à ce qu’ils avaient avant les élections.

Seul Jack Layton peut se vanter ce matin d’avoir sensiblement amélioré son sort par rapport aux dernières élections.

Stephen Harper a remporté un deuxième scrutin, avec plus de sièges qu’en 2006, il a poussé les libéraux dans les câbles et il est toujours au pouvoir ce matin. Voilà pour les bonnes nouvelles.

Il y a aussi quelques mauvaises nouvelles. D’abord, il n’a pas réussi à remporter une majorité devant un chef libéral faible et impopulaire. Il n’a pas réussi à faire des gains significatifs dans les grandes villes. Et il a échoué à réaliser la percée tant espérée au Québec, une percée qui lui aurait permis d’obtenir une majorité.

Les conservateurs pensaient il y a cinq semaines pouvoir prendre de 8 à 15 sièges de plus au Québec, précisément ce qui leur manque pour obtenir une majorité. Cet échec au Québec ramène les conservateurs à la case départ, encore une fois. M. Harper n’est pas contesté au sein de son parti, mais il devra néanmoins rendre des comptes sur les ratés de sa campagne au Québec.

Surtout, il n’a pas le mandat fort qu’il réclamait pour faire face à la crise financière.

En plus, il est maintenant opposé à trois partis qui totalisent plus de 160 sièges. Ces partis ont tous fait campagne pour bloquer les conservateurs et c’est ainsi qu’ils comprendront le mandat reçu hier soir.

Autrement dit, le résultat d’hier soir ne change pas grand-chose à la donne. Les prochains mois s’annoncent aussi houleux

aux Communes qu’avant cette élection.

Combien de temps durera ce gouvernement?

M. Harper a peu de temps devant lui puisque les libéraux devront se trouver un autre chef. La victoire des conservateurs hier, c’est aussi le lancement de la nouvelle course à la direction du PLC. Stéphane Dion conclut des résultats d’hier que les «Canadiens lui demandent d’être chef de l’opposition». Tous les libéraux croisés hier soir dans Saint-Laurent-Cartierville ont plutôt conclu que c’était la fin de l’épisode Dion.

Ils devront maintenant organiser et financer une nouvelle course à la direction, solliciter les

Stephen Harper n’a pas le mandat fort qu’il réclamait pour faire face à la crise financière, ce qu’il recherchait.

mêmes militants et probablement se taper une autre guerre fratricide. En un sens, il aurait probablement été plus bénéfique pour les libéraux que les Canadiens élisent un gouvernement majoritaire, ce qui leur aurait donné quatre ans pour se réorganiser.

Au Québec, le Bloc n’a pas donné aux conservateurs le coup de grâce espéré. Pire, le Bloc perd encore des appuis, passant de 42 % en 2006 à 38 %.

Surprise, les libéraux ont repris du poil de la bête. Pas assez pour reprendre le terrain perdu depuis les années Chrétien, mais les gains d’hier donnent des bases pour reconstruire.

Résultat: le premier ministre Harper n’a pas plus de ressources au Québec pour élaborer son Conseil des ministres, il n’y a plus de ministre pour la région de Montréal et aucun gain dans les régions.

Jamais depuis le gouvernement minoritaire de Joe Clark, en 1979, le Québec a-t-il été à ce point faible à Ottawa. Le Québec se retrouve donc affaibli au cabinet, ce qui n’est pas gage de sérénité pour les mois à venir.

Cette campagne a été dure entre le Bloc et les conservateurs. Les compromis seront difficiles. Même si le Bloc n’a pas fait aussi bien que Gilles Duceppe aurait aimé, il pourra dire qu’il a reçu

le mandat de s’opposer au gouvernement Harper.

Le premier ministre a laissé entendre que certains projets de loi, comme celui durcissant les peines envers les jeunes contrevenants, seront soumis aux Communes comme des votes de confiance.

Les compressions dans les programmes culturels représentent aussi une autre pomme de discorde. Les conservateurs, qui font du surplace au Québec, accepteraient-ils de reculer pour obtenir l’appui du Bloc?

Nous pourrions donc nous retrouver rapidement de nouveau en campagne électorale.

Du moins, dès que les libéraux auront choisi un autre chef.

Chose certaine, le scénario d’une coalition des partis de l’opposition renversant le gouvernement Harper pour prendre le pouvoir, déjà improbable, vient de prendre du plomb dans l’aile.

La suite de l’histoire, dans l’immédiat, se transporte sur la scène politique provinciale.

Le résultat d’hier refroidira sans doute les ardeurs électorales de Jean Charest. Du moins, il lui enlève son principal argument pour déclencher des élections: donnez-moi un mandat fort pour faire face à un gouvernement conservateur majoritaire.

Cela dit, comme le Québec se retrouve ce matin affaibli au pouvoir à Ottawa, Jean Charest pourrait être tenté de convaincre les Québécois qu’ils ont besoin d’un gouvernement fort à Québec pour faire contrepoids. D’autant que, encore une fois, les souverainistes accusent un recul et que l’alliance ADQ-conservateurs n’a pas été concluante.

Dans cette perspective, les premiers signaux du nouveau gouvernement Harper envers le Québec (formation du cabinet, réponse aux demandes de Jean Charest, adoucissement ou durcissement des politiques en justice et en culture).

Le premier face-à-face de MM. Harper et Charest, cette fin de semaine à Québec dans le cadre du Sommet de la francophonie, sera déterminant.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur:
vincent.marissal@lapresse.ca

« Les Canadiens ont voté pour faire avancer le Canada »

— Stephen Harper



PHOTO TOM HANSON, PC

Stephen Harper s’est adressé à ses partisans de Calgary après la victoire conservatrice, hier soir.

GILLES TOUPIN

CALGARY — «Ce soir les Canadiens ont voté pour faire avancer le Canada et ils l’ont fait avec confiance», a lancé Stephen Harper au début de son allocution de victoire hier soir.

«Aujourd’hui les Canadiens ont rendu leur verdict et ont tracé la voie que notre pays doit suivre», a enchaîné M. Harper, qui a remercié ses électeurs de Calgary-Sud-Ouest de l’avoir élu une quatrième fois en six ans.

«Notre parti est plus grand à la suite de cette campagne, a affirmé le chef du gouvernement, et nous allons tenir nos promesses.»

M. Harper a par la suite rendu hommage aux autres chefs, à

« Ensemble on va apaiser la tempête, et nous allons sortir plus forts de cette tourmente. »

Stéphane Dion qui a beaucoup contribué à l’unité du pays lors de ses 12 années de vie politique. Il a remercié Jack Layton d’avoir parlé au nom des familles. «Nous allons voir à protéger les épargnes des Canadiens», a-t-il dit.

Il a félicité aussi le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, en souhaitant, malgré les différences d’opinion, pouvoir s’entendre avec lui. Il a aussi félicité la chef du Parti vert, Elizabeth May, «qui a fait l’histoire» au cours de cette campagne.

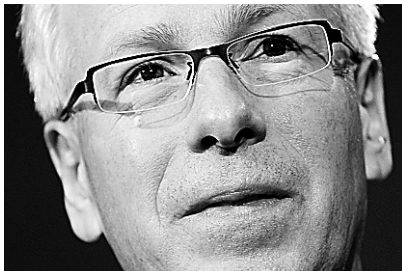
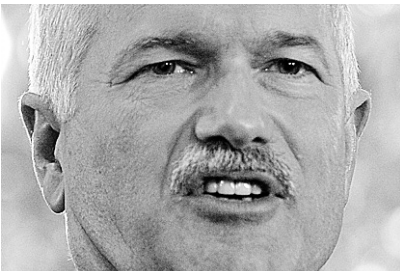
Le premier ministre réélu s’adressait à près de 1500 partisans réunis au Centre Telus à Calgary.

TAUX DE PARTICIPATION

	2008 automne	2006 hiver	2004 printemps	2000 automne	1997 printemps	1993 automne
CANADA	60 %	65 %	60,9 %	61,2 %	67 %	69,6 %
QUÉBEC	58,2 %	64 %	60,5 %	64,1 %	73,3 %	77,1 %

Les résultats qui apparaissent dans ce tableau ont été obtenus au moment de mettre sous presse. Ils peuvent avoir changé au cours de la nuit.

LES CHEFS DANS LEURS PROPRES CIRCONSCRIPTIONS

				
STEPHEN HARPER PARTI CONSERVATEUR	STÉPHANE DION PARTI LIBÉRAL	GILLES DUCEPPE BLOC QUÉBÉCOIS	JACK LAYTON NPD	ELIZABETH MAY PARTI VERT (DÉFAITE)
CALGARY—SUD-OUEST NOMBRE DE VOIX : 35 901	SAINT-LAURENT—CARTIERVILLE NOMBRE DE VOIX : 25 095	LAURIER—SAINTE-MARIE NOMBRE DE VOIX : 19 312	TORONTO-DANFORTH NOMBRE DE VOIX : 20 416	NOVA-CENTRE NOMBRE DE VOIX : 12 620
73 % Nombre de bureaux de scrutin inclus : 228/247	62 % Nombre de bureaux de scrutin inclus : 203/203	50 % Nombre de bureaux de scrutin inclus : 175/214	45 % Nombre de bureaux de scrutin inclus : 195/195	32 % Nombre de bureaux de scrutin inclus : 217/217

* Résultats au moment de mettre sous presse. Les données peuvent avoir changé au cours de la nuit.

Dion veut rester en selle

HUGO DE GRANDPRÉ

Comme il l’a annoncé il y a trois jours, Stéphane Dion n’a pas lâché prise malgré sa défaite d’hier, et confirmé qu’il resterait en selle pour diriger les destinées du Parti libéral dans l’opposition officielle.

« Les Canadiens me demandent d’être le chef de l’opposition. Et j’accepte cette responsabilité avec honneur. »

« Les Canadiens me demandent d’être le chef de l’opposition. Et j’accepte cette responsabilité avec honneur », a-t-il lancé à une foule peu nombreuse de partisans, et entouré de sa femme et de sa fille. Le chef libéral a d’emblée annoncé la priorité immédiate de son parti : l’économie. Il s’est engagé à travailler de concert avec les autres partis représentés à la Chambre

des communes pour protéger les Canadiens dans cette « tempête économique » et a demandé à Stephen Harper de faire de même.

« J’ai parlé au premier ministre ce soir pour lui offrir mes félicitations, a déclaré Stéphane Dion. Je l’ai informé que ma première priorité sera l’économie. Je l’ai assuré de ma coopération sur cet enjeu si important pour tous les Canadiens »

« Je crois (...) plus que jamais, que les politiciens de tous les partis politiques peuvent trouver un terrain commun et travailler ensemble », a-t-il ajouté.

« Ce soir, j’ai dit à M. Harper que compte tenu de la composition du Parlement, c’est plus important que jamais. »

C’était une soirée difficile pour le Parti libéral, hier, qui a perdu près de 30 sièges par rapport à aux élections de 2006. Certains se sont félicités d’avoir empêché une majorité de Stephen Harper. Mais dans l’ensemble, les mines étaient basses et la question du départ de Stéphane Dion est venue spontanément aux lèvres de plusieurs partisans.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Malgré sa défaite, Stéphane Dion a assuré hier qu’il resterait à la tête du Parti libéral.

« C’est probablement dû au manque de confiance envers lui » a tenté d’expliquer un supporter à peine quelques minutes après que les réseaux de télévision eurent annoncé un gouvernement minoritaire conservateur.

« C’est entièrement sa décision. Mais j’espère qu’il va annoncer aujourd’hui ce qu’il compte faire », a indiqué un autre partisan, celui-là de l’ouest de l’île de Montréal.

La réponse de M. Dion était on ne peut plus claire : il reste.

Mais jusqu’à quand ? Un vote de confiance est prévu en mai prochain lors du congrès bian-nuel du parti. « Il a été élu il n’y a pas si longtemps que ça, c’est sa première élection », a tenté de relativiser Martin Cauchon, ancien ministre libéral de la Justice.

« Ceci étant dit, la constitution du Parti libéral du Canada prévoit une révision, et que vous soyez élu premier ministre ou que vous ne soyez pas élu, la

médecine est appliquée à tout le monde », a-t-il ajouté.

L’une des rares bonnes nouvelles de la soirée pour le PLC : le Québec. Le parti a réussi à conserver ses acquis, en plus de gagner au moins un siège, celui de Papineau, grâce à Justin Trudeau. Et au moment de mettre sous presse, Eleni Bakopanos et Alexandra Mendes menaient par une mince marge dans les circonscriptions bloquistes d’Ahuntsic et de Brossard.

Layton invite les partis à travailler ensemble

MALORIE BEAUCHEMIN

TORONTO — En élisant à nouveau un gouvernement minoritaire, les électeurs ont envoyé le message qu’ils souhaitent que les partis travaillent ensemble et fassent abstraction de leurs différends, a estimé le chef du NPD, Jack Layton, à l’issue du scrutin.

« Le peuple canadien a demandé à tous les partis de mettre de côté les vieilles chicanes et de laisser la campagne électorale derrière afin de l’intérêt public », a dit le leader néo-démocrate, s’engageant à collaborer avec ses adversaires.

« Le peuple canadien a demandé à tous les partis de mettre de côté les vieilles chicanes et de laisser la campagne électorale derrière afin de travailler ensemble. »

« Nous commencerons la prochaine session parlementaire prêts à travailler avec les autres partis pour servir les intérêts des Canadiens, a promis M. Layton. Et nous allons mettre notre programme de l’avant. Nous lutterons pour protéger les économies, les pensions, les emplois et les maisons des Canadiens, chaque jour de la prochaine session. »

Bien que le NPD ait amélioré son résultat des dernières élections, en voie de remporter 37 sièges, contre 29 en 2006, la déception était pal-

pable chez le chef, qui affirmait officiellement espérer devenir le prochain premier ministre, mais qui se serait certainement contenté d’un score historique pour son parti. En 1988, les néo-démocrates d’Ed Broadbent avaient fait élire 43 députés.

« Nous n’avons pas remporté la médaille d’or, cette fois-ci, mais nous avons vraiment fait de notre mieux, a dit M. Layton. Je suis très fier de ce que notre parti a pu faire dans ces dernières cinq semaines. Nous avons été capables de percer et de mettre les préoccupations des familles de travailleurs ordinaires au premier plan de cette campagne. »

Les troupes néo-démocrates ont fait des gains importants en Ontario, notamment dans le nord de la province. Au Québec, seul Thomas Mulcair était, au moment de mettre sous presse, en voie de maintenir son siège dans Outremont, obtenu à la faveur d’une élection partielle en septembre 2007. Les autres espoirs du NPD au Québec se sont essoufflés bien vite, notamment dans Jeanne-Le Ber, où Daniel Breton n’a obtenu que la troisième place. Dans Gatineau et dans Westmount-Ville-Marie, les candidats du NPD ont terminé au deuxième rang.

Si les troupes de Jack Layton se sont réjouies d’avoir pu augmenter leur appui populaire dans l’ensemble des provinces du Canada, la défaite la plus crève-cœur survient dans l’Atlantique, où le NPD n’a pu que rafler quatre sièges sur 32 malgré qu’il ait obtenu le quart des votes (plus de 25 %).



PHOTO FRANK GUNN, LA PRESSE CANADIENNE

Le chef du NDP Jack Layton et sa femme Olivia Chow ont célébré leur victoire, hier, à Toronto, où ils ont été chaudement applaudis par leurs partisans.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Gilles Duceppe s'est réjoui du vote en faveur du Bloc québécois devant ses partisans rassemblés au Medley, à Montréal.

Duceppe crie victoire

MARTIN CROTEAU

Il n'a pas récolté autant d'appuis que prévu, mais Gilles Duceppe a crié victoire, hier soir. Car avec les deux tiers des députés du Québec élus ou en voie de l'être au moment de mettre sous presse, il estime avoir rempli sa mission: barrer la route à Stephen Harper. Tout au long de la campagne, le chef du Bloc a présenté son parti comme le seul à pouvoir empêcher les conservateurs de diriger le pays à leur guise pour un plein mandat.

« Nous avons atteint notre objectif ce soir, a-t-il clamé après avoir remercié ses supporters.

Sans le Bloc québécois, Stephen Harper formerait un gouvernement majoritaire. »

Les 250 militants rassemblés au Medley ont vécu quelques moments d'anxiété, mais la bonne

élu. Le chef a été accueilli triomphalement peu avant minuit.

« La démocratie a parlé: pour les Québécois, c'est clair que le Bloc est très pertinent », a-t-il lancé, répondant aux attaques

importe qu'ils soient fédéralistes ou souverainistes. Il a également appelé les partis à mettre de côté l'esprit partisan des dernières semaines pour que la Chambre des communes fonctionne rondement.

Recul des suffrages

Les derniers sondages laissaient entrevoir un véritable raz-de-marée bloquiste le soir des élections. Encore la semaine dernière, une enquête réalisée pour *La Presse* accordait 42 % des intentions de vote au parti. Le Bloc a toutefois connu un recul de quatre points dans les suffrages par rapport à son score de 2006, obtenant 38 % du vote.

Le député Bernard Bigras, réélu dans Rosemont—La Petite-Patrie, n'était pas déçu du résultat. Mais il admet que la lutte a été féroce.

« Ce qui compte, c'est le résultat net, a-t-il indiqué. On maintient le même nombre de députés qu'à la dernière élection, à un siège près. »

Le Bloc avait bon espoir de regagner du terrain dans la région de Québec, mais seul Pascal-Pierre Paillé a réussi à se faire élire dans Louis-Hébert. Le parti visait aussi les deux sièges perdus aux mains des conservateurs au Saguenay—Lac-Saint-Jean, dont celui du ministre Jean-Pierre Blackburn. Là encore, le Bloc a fait chou blanc.

« Nous avons atteint notre objectif ce soir.

Sans le Bloc québécois, Stephen Harper formerait un gouvernement majoritaire. »

humeur avait repris ses droits en fin de soirée. Les applaudissements fusaient chaque fois que les écrans géants faisaient état d'un nouveau candidat bloquiste

lancées en début de campagne par le Parti conservateur.

Gilles Duceppe s'est engagé à représenter tous les Québécois à la Chambre des communes, peu

Elizabeth May garde la tête haute

ÉMILIE CÔTÉ

NEW GLASGOW, NOUVELLE-ÉCOSSE — En se faisant élire pour un cinquième mandat, Peter MacKay a empêché Elizabeth May de siéger à la Chambre des communes. Mais la défaite n'a pas empêché la chef du Parti vert de se rendre dans le local électoral... de son adversaire conservateur!

Ensuite, c'est au son de deux cornemuses qu'elle a fait son entrée dans l'amphithéâtre où étaient réunis ses partisans. « Nous votons pour demain, ce que nous avons fait aujourd'hui, a-t-elle déclaré. La prochaine fois, nous ferons la différence. »

Elizabeth May a pensé avoir une chance de gagner dans la circonscription de Nova-Centre jusqu'à la toute fin de sa campagne. Hier matin, elle était à l'entrée du pont qui sépare la petite ville de New Glasgow pour brandir des pancartes du Parti vert aux automobilistes. Elle est même allée garder les enfants d'une électrice pour que celle-ci puisse aller voter.

Mais avec 18 239 votes contre 12 620 votes pour Elizabeth May, Peter MacKay n'a jamais eu peur de perdre hier soir. Le ministre de la Défense du gouvernement sortant a passé beaucoup de temps dans sa circonscription, a-t-il expliqué à *La Presse*. « Nous avons travaillé fort sur le terrain. C'est la clé du succès dans la région. »

MacKay est le député de Nova-Centre depuis plus de 10 ans. En 2006, MacKay a obtenu 41 % des votes, contre respectivement 33 % et 25 % pour ses adversaires du NPD et du Parti libéral. Cette année, il n'avait pas d'adversaire libéral, puisque Stéphane Dion a conclu une entente avec Elizabeth May de sorte que le PLC n'y présentait pas de candidat.

Selon M. MacKay, « des libéraux étaient choqués de cette entente ». Et ces libéraux ont voté pour les conservateurs.

En dépit de sa défaite, M^{me} May a l'intention de se présenter à nouveau dans Nova-Centre aux prochaines élections, car elle y habite. « C'est difficile de se dissocier d'un endroit qu'on aime », dit-elle.

Selon elle, cela n'aurait pas été nécessairement plus facile dans une autre circonscription. « Le système est pervers, dit-elle. Il faut examiner la possibilité d'avoir un mode de scrutin proportionnel. »

Elizabeth May est fière de la « représentation » qu'elle a eue durant la campagne. Elle a l'intention de rester à la tête du Parti vert. « Je veux demeurer un leader pour porter la voix du changement, dit-elle. Beaucoup de choses peuvent arriver dans le futur. »

Après avoir analysé les résultats d'hier soir, elle annoncera ce matin en quoi consistera le futur du Parti vert.



PHOTO ANDREW VAUGHAN, LA PRESSE CANADIENNE

« Je veux demeurer un leader pour porter la voix du changement », a dit Elizabeth May, battue par le conservateur Peter MacKay. Après avoir analysé les résultats d'hier soir, elle annoncera ce matin en quoi consistera l'avenir du Parti vert.

RÉSULTATS AU QUÉBEC

LES CONSERVATEURS ÉVITENT

KARIM BENESSAIEH

Ce devait être l’élection qui consacrerait la renaissance ou la déroute des conservateurs au Québec. Elle a tout au plus confirmé leur pré-sence: les Québécois vont envoyer à Ottawa un groupe de députés semblable à celui qu’ils avaient délégué en 2006.

Les manifestations des artis-tes contre les compressions en

culture, ainsi que les critiques soulevées par la promesse conser-vatrice d’alourdir les peines aux jeunes contrevenants, auront finalement fait mal au parti de Stephen Harper, qui a vu ses appuis baisser de 24,6 % en 2006 à 21,8 % cette année dans la pro-vince, ce qui lui permet tout juste de conserver ses 10 sièges obtenus lors des dernières élections générales.

Gain pour les libéraux

Le Bloc, avec 38,3 % du scrutin, se rapproche du pire score de sa jeune histoire, alors qu’il avait attiré 38 % des électeurs en 1997. Il était en bonne position pour envoyer 48 députés à Ottawa au moment de mettre sous presse, trois de moins qu’aux dernières élections.

Le Parti libéral, avec 23,3 % des voix pour une possibilité de

15 députés, enregistre un gain au Québec, lui qui avait attiré 20,7 % des électeurs et fait élire 13 députés à l’élection précédente. Le NPD a également obtenu un bon résultat, passant de 7,5 % des voix à 12,2 %, en plus de réussir à faire élire un député.

L’île de Montréal a encore une fois tourné le dos au parti de Stephen Harper. En 2006, la métropole avait envoyé 11 libé-

raux et sept bloquistes à Ottawa, un portrait légèrement modifié en 2008 avec les élections du libéral Justin Trudeau et du néo-démocrate Thomas Mulcair. Mais tou-jours aucun conservateur.

Une des courses les plus suivies, celle opposant Justin Trudeau à Vivian Barbot dans Papineau, s’est en effet conclue par la victoire du fils de l’ancien premier ministre Pierre Elliott



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Le Bloc québécois de Gilles Duceppe était en bonne position pour envoyer 48 députés à Ottawa au moment de mettre sous presse, trois de moins qu’aux dernières élections.

Pas d’élu conservateur dans l’île de Montréal

Trudeau prend un siège au Bloc

ÉRIC CLÉMENT

La carte politique fédérale de l’île de Montréal a été légè-rement modifiée, hier: le Bloc québécois a perdu au moins un si-ège au profit du Parti libéral du Canada, avec l’élection de Justin Trudeau.

Avant le déclenchement des élections, les libéraux déte-

Le fait marquant de la so-irée a été la victoire de Justin Trudeau, fils de l’ex-premier ministre Pierre Elliott Trudeau, qui a battu l’ex-députée blo-quiste Vivian Barbot dans Papineau.

Le seul député du NPD au Québec, Thomas Mulcair, élu l’an dernier lors d’une élection partielle, a finalement battu

Dans Lac-Saint-Louis, Francis Scarpaleggia a été élu pour la troisième fois.

La députée Marlene Jennings, qui avait obtenu 11 000 voix d’avance en 2006, a aussi été élue pour la cinquième fois dans Notre-Dame-de-Grâce-Lachine. Bernard Patry a été réélu pour la sixième fois dans Pierrefonds-Dollard. Le député de Saint-Léonard-Saint-Michel, Massimo Pacetti, et Irwin Cotler, dans Mont-Royal, ont été réé-lus tout comme Pablo Rodriguez, qui a amé-lioré son score de 2006 dans Honoré-Mercier.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a conservé faci-lement son siège dans Laurier-Sainte-Marie, comme Bernard Bigras dans Rosemont-La Petite Patrie, Réal Ménard, élu pour la sixième fois dans Hochelaga, et Francine Lalonde, réélue dans La Pointe-de-l’île.

Enfin, la lutte a été chaude dans Jeanne-Le Ber, où le député bloquiste sortant, Thierry St-Cyr, est finalement arrivé en tête devant le libéral Christian Feuillette.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste:
eric.clement@lapresse.ca

Sébastien Dhavernas, du Parti libéral, dans Outremont.

Victoires libérales

Sinon, les principales vedet-tes du PLC ont été élues, à com-mencer par son chef, Stéphane Dion, dans Saint-Laurent-Cartierville, et Denis Coderre, réélu dans Bourassa avec un meilleur score qu’en 2006.

Dans LaSalle-Émard, Lise Zarac a succédé à Paul Martin en battant le bloquiste Frédéric Isaza avec 6700 voix de plus. Dans Westmount-Ville-Marie, l’astronaute Marc Garneau a battu la candidate du NPD, Anne Lagacé Dowson.

Michael Fortier
subit la défaite

Le Bloc garde sa couronne

MARIO CLOUTIER

Sans grande surprise, le Bloc québécois a remporté hier la majorité des circonscriptions entourant l’île de Montréal.

À Laval, malgré des votes serrés, le Bloc a conservé ses trois sièges, tandis que la libérale Raymonde Folco l’a emporté dans Laval-Les Îles. Le PLC gagnait également dans Brossard-La Prairie au moment de mettre sous presse.

Les élus vedettes du Bloc dans cette région, où on retrouve le tiers des circonscrip-tions fédérales au Québec, ont tous été réélus: Pierre Paquette, dans Joliette, Serge Ménard, dans Marc-Aurèle-Fortin, Mario Laframboise dans Argenteuil-Papineau et l’ancien président de la Société Saint-Jean-Baptiste, Jean Dorion, dans Longueuil-Pierre-Boucher.

Dans une lutte importante pour le gouvernement sortant, celle de Vaudreuil-Soulanges, le ministre conservateur respon-sable de la région de Montréal, Michael Fortier, a perdu son pari de se faire élire contre la bloquiste Meili Faille.

«Je ne suis pas très ner-veuse», avait d’ailleurs déclaré M^{me} Faille à *La Presse* en début de soirée hier. Durant la cam-pagne, le ministre Fortier avait pourtant reçu des appuis du maire de Montréal, Gérald Tremblay, et du ministre qué-

bécois du Développement éco-nomique, Raymond Bachand.

«Malgré la défaite, je ne le regrette pas», a déclaré l’ex-sénateur à propos de son choix de se présenter dans cette circonscription.

Le Parti conservateur sou-haitait tirer profit des succès de l’Action démocratique dans certaines circonscriptions au provincial. Mais il a échoué là où il était parvenu à déloger le Parti libéral au deuxième rang du scrutin de 2006.

Dans Rivière-des-Mille-Îles, le PC misait sur le maire de Saint-Eustache, Claude Carignan. Peine perdue. Le syndicaliste Luc Desnoyers remplacera le député bloquiste sortant Gilles A. Perron.

Dans Berthier-Maskinongé, le bloquiste Guy André a fina-lement été réélu facilement. Dans Saint-Hyacinthe-Bagot, sa collègue, Ève-Mary Thaï Thi Lac, également.

Le Parti libéral pensait mieux faire dans Saint-Lambert, où il avait fini deuxième en 2006 derrière le comédien Maka Kotto, passé au Parti québécois. La bloquiste Josée Beaudin a finalement battu la candidate libérale Roxane Stanners.

En fin de soirée, cependant, la libérale Alexandra Mendes était en voie de causer une surprise en battant le bloquiste Marcel Lussier dans Brossard-La Prairie.

LA DÉBÂCLE, LE BLOC FAIBLIT

Trudeau, par une marge de 1300 voix avec plus de la moitié des résultats dévoilés.

Dans Outremont, Thomas Mulcair devait démontrer que son élection lors d’une partielle en 2007 n’était pas un accident de parcours – il avait obtenu une confortable avance de 4441 voix sur le libéral Jocelyn Coulon. Il a remporté son pari en battant son rival libéral Sébastien

Dhavernas, qui a toutefois mené une chaude lutte.

Le sénateur et ministre Michael Fortier, qui jouait sa carrière politique dans Vaudreuil-Soulanges, a été battu par la bloquiste Meili Faille avec une avance confortable de 4300 voix.

Dans Westmount-Ville-Marie, anciennement détenue par Lucienne Robillard, l’ex-astronaute Marc Garneau a

finalement réussi son entrée en politique avec une avance de près de 4000 voix sur sa plus proche rivale, la néo-démocrate Anne Lagacé Dowson.

Région de Québec

Dans la région de Québec, les conservateurs tentaient de rééditer l’exploit de 2006, alors qu’ils avaient raflé sept circonscriptions. Ils en ont conservé six, le

député sortant Luc Harvey ayant été battu par son rival bloquiste Pascal-Pierre Paillé par une marge de 1300 voix.

Aucun changement au Saguenay-Lac-Saint-Jean, où les conservateurs ont gardé deux circonscriptions sur trois. Dans Jonquière-Alma, le ministre du Travail Jean-Pierre Blackburn faisait face à la bloquiste Chantale Bouchard. La jeune avocate de 28

ans a perdu devant le vieux rou-tier conservateur, qui a obtenu une majorité confortable de 7500 voix.

La Beauce a refait confiance à l’ex-ministre Maxime Bernier. Celui qui a été écorché dans l’affaire Julie Couillard a tout de même battu son rival bloquiste André Côté par une majorité convaincante de 22 000 voix.



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, COLLABORATION SPÉCIALE

Claude Carignan, candidat conservateur dans Rivière-des-Mille-Îles, semblait avoir du mal à encaisser la défaite dans sa circonscription. Il est ici consolé par sa femme, Brigitte Binette.

Du Montréal classique



Je ne pensais pas que ça existait sur la chic avenue Greene à Westmount, mais on peut toujours compter sur les partis politiques pour trouver des sous-sols beiges avec plancher en linoléum. C’est là que je me suis retrouvée quand les libéraux ont célébré l’élection de Marc Garneau, dans Westmount-Ville-Marie.

Je pensais que la candidate néo-démocrate, Anne Lagacé-Dowson, talonnerait d’un peu plus près l’ancien astronaute dans toute cette section centrale de Montréal. Mais non: il a gagné haut la main, avec une bonne vingtaine de points d’avance.

Le monde change à une vitesse folle, les Bourses se plantent, se redressent, la technologie transforme le monde et nos enfants connaîtront peut-être un jour le remède à l’alzheimer... Mais il y a des choses qui semblent être comme elles sont pour toujours. Et en voilà une: Westmount élit des libéraux.

Ah oui! et voici une autre certitude de la vie: Vaudreuil-Soulanges, dans la banlieue ouest, ne vote pas pour les candidats-vedettes qu’on y parachute. Pas plus pour le conservateur Michael Fortier cette fois que pour Marc Garneau la dernière fois.

En fait, à bien y penser, l’île au complet ne change pas beaucoup. Des bloquistes au sud-est, les libé-

raux au centre, au nord, à l’ouest. Cette fois-ci, on a fait grand cas de la victoire de Justin Trudeau dans Papineau, que détenait le Bloc. Mais dans le fond, la super vedette a d’abord et avant tout repris la circonscription de l’ancien ministre Pierre Pettigrew.

En fait, c’est dans Ahuntsic que j’aurais dû aller passer ma soirée. Là, il y en avait du suspense. Digne de Jack Bauer. La dernière fois que j’ai regardé sur le site d’Élections Canada, la bloquiste et la libérale étaient à 38,9 % du vote toutes les deux.

Dans Outremont aussi, c’était assez excitant à cause de ce duel Mulcair-Dhavernas.

Je me suis proménée dans les rues de Westmount-Ville-Marie pendant un bon moment, hier soir, avant que les résultats ne sortent, à la recherche d’un signe qui m’aiderait à voir un peu où s’en irait cette soirée électorale.

Dans les cafés et les bars, les télé diffusaient des émissions de sport ou des téléromans. Au café, personne n’avait même installé une télé pour regarder au moins les résultats défiler en sourdine, et je n’ai pas osé déranger ceux qui sirotaient leur chai latte, absorbés dans la lecture de manuels universitaires, pour leur demander ce qu’ils en pensaient.

Dans les rues, les panneaux

électoraux côtoyaient les affiches annonçant les vide-greniers du long week-end.

À mon bureau de vote, j’ai rencontré des mamans avec leurs petites filles en trottinette, un monsieur pas inscrit sur la liste électorale accueilli avec un grand sourire par la dame à l’accueil qui avait l’air de dire «ah! enfin un cas problème», et aussi des ados qui avaient l’air de voter pour la première fois.

Évidemment, je n’ai demandé à personne comment ils allaient voter ou comment ils l’avaient

fait. Pas par respect de leur intimité, mais plutôt parce que toute la journée, on m’a répondu des trucs tellement extraterrestres que j’avais peur que leurs propos compliquent encore plus ma compréhension de ces élections zigzagantes.

Car dès hier matin, j’ai rencontré une indépendantiste pure et dure qui a voté pour les libéraux, alors qu’au dernier scrutin, elle avait opté pour le NPД.

Ensuite, j’ai croisé un libéral pur et dur qui pensait peut-être voter NPД.

Ensuite une indécise qui hésitait entre le Bloc et les libéraux.

Je pensais qu’il n’y avait rien à comprendre, mais finalement, dans le fond, tout Montréal était là: le manque d’enthousiasme total pour les conservateurs et toutes sortes de signaux contradictoires qui ne pouvaient que nous mener directement à la case départ.

Hier, quand je suis partie de chez les libéraux, j’en ai entendu deux qui se sont dit: «À bientôt! On se revoit au congrès au leadership?»



Le vote stratégique était à l’honneur dans les bureaux de vote de Montréal hier.



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Justin Trudeau l'a emporté avec une avance de 3 % sur sa plus proche rivale, la bloquiste Vivian Barbot. Il s'est présenté devant ses partisans hier en fin de soirée avec sa femme, Sophie Grégoire.

PAPINEAU

Justin Trudeau est élu

VINCENT
BROUSSEAU-POULIOT

« Mon père fera toujours partie de ma vie, mais je regarde vers le futur. Et puis je suis moi aussi un père maintenant, pas seulement un fils. »
À 36 ans, Justin Trudeau a vécu un baptême politique hors de l'ordinaire au cours de cette campagne électorale. Un baptême politique controversé mais au dénouement heureux pour le fils aîné de l'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau, qui a défait son adversaire bloquiste, Vivian Barbot, dans la circonscription de Papineau.

Vivian Barbot a concédé la victoire à son adversaire peu après minuit, alors que Justin Trudeau

détenait une avance insurmontable de 3 % après le dépouillement de 238 des 239 bureaux de scrutin. Au moment de mettre sous presse, Justin Trudeau avait obtenu 42 % des voix contre 39 % pour son adversaire bloquiste. Vivian Barbot avait causé une surprise de taille en 2006 en mettant fin à 49 ans de règne libéral dans Papineau en 2006 en défaisant le ministre Pierre Pettigrew par 2 % des voix.
« Le résultat n'est pas surprenant car nous sommes dans un fief libéral, dit Vivian Barbot. Nous savions que le résultat serait serré. Je ne peux pas commenter la campagne de M. Trudeau car il a été absent du comté. Moi, je ne l'ai pas vu en tout cas... »
Même si son adversaire blo-

quistre lui avait concédé la victoire, le nouveau député libéral de Papineau a préféré attendre la fin du dépouillement des votes avant de s'adresser à ses partisans. « M. Harper a essayé de passer toute une facture aux Canadiens : une facture de 250 millions pour étancher sa soif de pouvoir, a-t-il déclaré. Mais pour la deuxième fois, les Canadiens ont dit à M. Harper qu'ils ne lui faisaient pas confiance avec une majorité. »

Baptême politique

Une deuxième génération de Trudeau fera donc son entrée à la Chambre des communes. Justin Trudeau a vécu un baptême politique qui n'aura laissé personne indifférent au cours de cette campagne – surtout pas le chef du

Bloc québécois, qui avait appelé à la fierté nationale des Québécois afin de défaire le fils de Pierre Elliott Trudeau lors du dernier droit de la campagne.
À la décharge de ses adversaires politiques, Justin Trudeau n'a pas toujours aidé sa cause depuis sa nomination comme candidat libéral de Papineau en mai 2007.
À son premier discours, il avait remis en question le système scolaire francophone distinct au Nouveau-Brunswick – des commentaires très mal reçus dans les communautés francophones du Canada anglais. Durant la campagne électorale, ses messages électoraux bilingues où il passait constamment du français à l'anglais ont été ridiculisés dans les médias et sur l'internet.

Même s'il ne fait pas l'unanimité, Justin Trudeau fera son entrée à la Chambre des communes comme député de Papineau. Contrairement à son père qui a représenté la riche circonscription voisine de Mont-Royal pendant 19 ans, Justin Trudeau veillera aux intérêts des électeurs de celle de Papineau, l'une des plus pauvres de Montréal. Le taux de chômage est de 13,3 %, comparativement à la moyenne canadienne de 7,4 %. Environ 39 % des électeurs de Papineau sont des immigrants.
« J'ai découvert que j'avais les mêmes rêves que ceux des gens de Papineau. Nous nous battons pour davantage de justice sociale. Nous nous battons contre l'idéologie de Stephen Harper », a dit hier soir le nouveau député.

« Stéphane Dion doit partir »

Des membres influents du PLC prédisent le départ imminent de leur chef

JOAN BRYDEN
LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Plusieurs libéraux influents prédisent, en privé, que le chef libéral Stéphane Dion sera forcé de partir dans les toutes prochaines semaines – s'il ne démissionne pas de lui-même. Et ils disent s'attendre à ce que le prochain congrès d'investiture ait lieu à Vancouver, vraisemblablement en mai prochain.
Avec M. Dion à leur tête pour ses premières élections, les libéraux ont subi hier leur deuxième pire défaite de l'histoire, perdant des voix au profit des conservateurs sur leur droite, des néo-démocrates et des verts sur leur

gauche.
« C'est un immense désastre, a commenté un libéral éminent en prenant connaissance des résultats. Tous les partis font des gains sauf nous », a-t-il dit, ajoutant
« C'est un immense désastre, a commenté un libéral éminent en prenant connaissance des résultats. Tous les partis font des gains sauf nous. »
qu'il est clair que M. Dion doit partir. « Absolument... et vite! », a-t-il lancé.
Peu de libéraux ont eu de bons mots en public pour leur chef. À Toronto, le député Jim

Karygiannis a été facilement réélu, mais il a attribué sa victoire à la solidité de son organisation locale. Le leadership du parti n'a certainement rien fait pour aider, a-t-il déclaré en entrevue.
Au cours des derniers jours de la campagne, M. Dion avait assuré qu'il ne démissionnerait « jamais ».
Néanmoins, des libéraux font notamment remarquer qu'il

devra se soumettre à un vote de confiance des membres de son parti lors de son prochain congrès, prévu au printemps à Vancouver. D'autre part, disent-ils, M. Dion n'a pas suffisamment d'appuis au sein du parti pour obtenir les 50 % des voix plus une dont il a techniquement besoin pour remporter ce vote, encore moins les 70 % qui lui assureraient une autorité morale comme leader.
Mais M. Dion a ses défenseurs. Il mérite « une deuxième chance », soutient Garth Turner, qui a échoué dans sa tentative pour se faire réélire dans Halton, en Ontario.

Les partisans du chef font aussi remarquer que la plupart des candidats à l'investiture libérale de 2006 – y compris M. Dion et Michael Ignatieff – tentent encore de rembourser leurs dettes de campagne, et qu'une nouvelle course au leadership exacerberait les problèmes financiers du PLC.
Si M. Dion tire sa révérence, des militants libéraux prédisent que le congrès d'orientation prévu en mai à Vancouver se transformera en congrès à la direction. Et en cas de course à l'investiture, ils s'attendent à ce qu'elle oppose à nouveau M. Ignatieff et Bob Rae, les deux favoris dans la précédente course.

Un verre de lait pour Harper



RIMA
ELKOURI
CHRONIQUE

« Les conservateurs sont rendus trop conservateurs. Ils sont dépassés! » C'était hier, dans un cours de journalisme à l'école secondaire Monseigneur-Richard, à Verdun. Une école au cœur de la circonscription Jeanne-Le Ber, où le bloquiste Thierry St-Cyr a été réélu. J'avais demandé aux élèves de me dresser leur bilan de la campagne. Je m'attendais à des soupirs et à des bâillements. Erreur. Ces jeunes avaient pour la plupart suivi la campagne, que ce soit à la télé ou dans les journaux, en regardant *Infoman*, *Gérard D. Laflaque* ou *Tout le monde en parle*.

Dans la classe, les points de vue s'entrechoquaient, sauf quand il était question de Stephen Harper. Là, tout le monde était d'accord. Le jugement était sans appel. Harper avait mené une très mauvaise campagne et allait devoir payer pour son arrogance en n'obtenant pas la majorité espérée. Que reprochent ces jeunes au chef du Parti conservateur? Ils lui reprochent ses idées trop conservatrices. « On s'est battus contre l'Église et là, Harper débarque en pape! » lance une élève. Ils lui reprochent le durcissement de la loi sur les jeunes contrevenants, qui pourrait envoyer des jeunes de 14 ans

en prison pour la vie. « On dirait qu'il veut faire reculer la société! » Ils reprochent aussi à Harper ses positions anti-Kyoto irresponsables. Ils lui reprochent de tourner le dos de façon hautaine aux médias. « Si Harper voulait des votes au Québec, il aurait dû aller à *Tout le monde en parle*! »

uns. Gilles Duceppe, disent les autres. Pourquoi Layton? Parce qu'il a l'air d'un « bon monsieur », d'un « papy cool » à qui on aurait envie d'offrir une bière, par opposition à Harper, à qui on offrirait au mieux un verre de lait. Et Duceppe? « C'est lui qui défend le mieux nos valeurs » a

accusent Layton d'être à la tête d'un « parti de rêveurs » aux propositions irréalistes. Et Stéphane Dion? Il provoque des haussements d'épaules. « Au début, il faisait pitié. Après, il s'est rattrapé », a observé une élève. « Il est trop théorique, il parle trop la langue des chiffres. » Une élève qui avait vu Dion en entrevue à MuchMusic a trouvé que son anglais laissait à désirer. En français à MusiquePlus, ce n'était guère mieux: le chef du Parti libéral a remercié un animateur de lui avoir donné la chance de participer à « l'émission préférée » de sa fille. Le hic, c'est que l'émission en question n'avait encore jamais été en ondes. Ces analystes politiques en herbe n'avaient qu'un souhait. « Tant que ce n'est pas conservateur majoritaire, on est correct! » Ils ont eu ce qu'ils voulaient. De justesse.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse :
rima.elkouri@lapresse.ca

BOURASSA

Cinquième victoire de Denis Coderre

HUGO MEUNIER

L'histoire se répète dans Bourassa, où Denis Coderre a remporté sa cinquième victoire dans Bourassa, assis sur une confortable majorité. Son plus proche rival, le bloquiste Daniel Mailhot, a mordu la poussière avec plusieurs milliers de voix en moins. M. Coderre avait convié ses partisans dans un restaurant de Montréal-Nord. Une quarantaine de personnes avaient répondu à l'appel. Une salve d'applaudissements a accompagné l'annonce de la victoire de M. Coderre, vers 22h30. Les parents du bouillant député étaient aux premières loges pour célébrer. « On ne serait jamais capables de l'arrêter, et il aime ça », a lancé Elphège Coderre, 78 ans. Denis Coderre, qui règne sur la circonscription depuis 1997, s'est présenté devant ses partisans vers 23 h. « Depuis 11 ans que je suis député, j'ai toujours gardé en tête qu'on pouvait perdre si on prend les gens pour acquis », a lancé d'entrée de jeu le député réélu. M. Coderre entend jouer un rôle de premier plan dans l'opposition. « Il y a eu beaucoup d'arrogance de la part des conservateurs, ce n'est pas un chèque en blanc qu'on leur a envoyé. » Le député entend attaquer le gouvernement sur les dossiers liés à la culture, aux jeunes

contrevenants, à l'environnement et à la situation économique. Quant à l'avenir de Stéphane Dion, le député n'a pas voulu prendre part à un débat sur son leadership. « M. Dion a tiré son épingle du jeu. Le résultat n'est pas satisfaisant, on aurait aimé gagner. Ça va prendre un post-partum au parti », a souligné M. Coderre. La candidate Michelle Allaire défendait les couleurs du Parti conservateur, tandis que le Nouveau Parti démocratique était représenté par Samira Laouni. Voter pour la forme Plus tôt dans la journée, plusieurs électeurs de Bourassa rencontrés près des bureaux de scrutin semblaient voter pour la forme. « C'est sûr que Coderre va gagner. Il s'occupe beaucoup des ethnies et il s'est rendu en Afghanistan par ses propres moyens. Faut le faire! » a lancé Cyrille Dagenais, qui a pourtant donné son vote à la candidate conservatrice. Pourquoi? « Pour l'encourager un peu », a justifié M. Dagenais. Louise Riopel, installée à Montréal-Nord depuis quatre décennies, a dit qu'elle votait par devoir. L'électrice de 70 ans s'est dite convaincue que les Canadiens porteraient à nouveau au pouvoir un gouvernement conservateur minoritaire. « Ça coûte cher aux contribuables pour avoir la même affaire », a-t-elle déploré.



Elphège Coderre félicite son fils Denis, gagnant dans la circonscription de Bourassa. « Il y a eu beaucoup d'arrogance de la part des conservateurs, a confié Denis Coderre. Ce n'est pas un chèque en blanc qu'on leur a envoyé. »

OUTREMONT

Thomas Mulclair conserve son siège



Thomas Mulclair a qualifié sa soirée électorale de « très longue, mais de très agréable. Et qui s'est bien terminée ».

CAROLINE TOUZIN

Le lieutenant de Jack Layton au Québec, Thomas Mulclair, n'a pas remporté une victoire aussi décisive qu'en 2007. Au moment de mettre sous presse, le candidat vedette du NPD dans Outremont devançait son adversaire libéral, Sébastien Dhavernas, de près de 1000 voix. « Je suis ravi d'être une voix pour la paix, pour le développement durable, pour les familles d'aujourd'hui. Et une voix réelle dans Outremont », a-t-il dit sous les applaudissements nourris de la foule. Le candidat victorieux a qualifié sa soirée, de « très longue, très agréable et qui s'est très bien terminée ». Les quelque 200 partisans et candidats du NPD de la région de Montréal étaient réunis aux Bobards, un bar du boulevard Saint-Laurent, pour l'occasion. Toute la journée, M. Mulclair a porté une rose orangée à la boutonnière, qui lui donnait des airs de nouveau marié. Le moment de tester la solidité de sa relation avec

les électeurs de cette circonscription montréalaise était arrivé. Le néo-démocrate avait été élu dans ce château fort libéral lors d'une élection partielle en septembre 2007. Or, le mariage a failli se transformer en enterrement au cours de la soirée. Le candidat libéral avait jusqu'à 500 voix d'avance à « Je suis ravi d'être une voix pour la paix, pour le développement durable, pour les familles d'aujourd'hui. »

un certain moment. L'écart s'est progressivement rétréci jusqu'à ce que l'ex-ministre provincial de l'Environnement réussisse à devancer son adversaire. Les militants réunis sur place se sont aussi faits un plaisir de huer la réélection de députés conservateurs comme Maxime Bernier et Jean-Pierre Blackburn. Mince consolation: la réélection du chef du NPD,

Jack Layton, accueillie ici avec des applaudissements nourris. M. Layton a dit à plusieurs reprises durant la campagne avoir de bonnes chances de conserver Outremont et d'emporter au moins trois nouvelles circonscriptions au Québec. Il aura finalement eu raison seulement concernant Outremont. Néanmoins, la candidate défaite dans Westmount-Ville-Marie, Anne Lagacé-Dowson, a déclaré que « notre défaite a des allures de victoire ». Un autre candidat du NPD défait à Montréal, Alexandre Boulerice, s'est également félicité de l'augmentation des appuis de son parti au Québec. « On a presque doublé nos appuis », a-t-il crié sous les applaudissements nourris de la foule. Lors de l'élection partielle en 2007, Thomas Mulclair a battu le libéral Jocelyn Coulon par plus de 4000 voix. Cette circonscription était libérale depuis 1935, sauf pour un bref épisode de quatre ans à l'époque des conservateurs de Mulroney.

La météo des sondages...



PATRICK
LAGACÉ
CHRONIQUE

J'ai bien envie de ne plus croire aux sondages. Un sondage national? OK, peut-être. Des sondages régionaux? Des sondages par circonscriptions? No way. Je me souviens de la une du *Quotidien*, au Saguenay, vendredi passé. Blackburn battu. Trois bloquistes, zéro conservateur. La photo des trois bloquistes, souriants! Je me souviens des sondages dans la région de Québec, qui donnaient à penser que le Bloc allait percer une brèche dans le château fort conservateur. Je me souviens que les sondages indiquaient que les conservateurs allaient perdre des plumes au Québec. Eh bien au Saguenay-Lac-Saint-Jean, M. Blackburn est réélu, sans grande difficulté. Trois conservateurs y sont élus.

Le contraire de ce que la météo des sondages annonçait. À Québec, au moment de mettre sous presse, tous les candidats de M. Harper semblent survivre, sauf Luc Harvey. Au moins, c'est Luc Harvey qui écope, le *goon* d'arrière-ban le plus détestable à s'être manifesté en politique depuis longtemps! Mais Christiane Gagnon n'aura qu'un seul nouveau camarade à Ottawa, le jeune Paillé. Au Québec, la députation conservatrice n'est pas décimée, loin de là, comme on disait. Pas de gains, mais pas la déroute annoncée par les sondages. Bref, c'est fini, je ne crois plus aux sondages... Mea-culpa, donc. Mea-culpa journalistique: les sondages obsèdent les politiciens, mais ils monopolisent aussi notre attention. De façon disproportionnée.

Je ne dis pas que nous ne couvrons pas les enjeux. Nous les couvrons. Mais on saute, nous aussi, d'un sondage à l'autre, on extrapole, on fait des prévisions, on joue aux météo-rogues et... Et le jour du scrutin, quand les bulletins de vote sont dépouillés, on est un peu pris les culottes baissées. Même scénario en 2007, quand l'ADQ a fait une percée que les sondages n'avaient

mieux me planter avec mon pif qu'avec la marge d'erreur des autres.

BERNARD ET CLAUDE – J'ai souvent dit mon admiration pour le travail de Bernard Derome. Je conçois que le direct est une bibitte cruelle et impitoyable. Mais hier soir, ouch, c'était pénible. L'homme de fer de Radio-

Mea-culpa journalistique: les sondages obsèdent les politiciens, mais ils monopolisent aussi notre attention. De façon disproportionnée.

pas prévue, quand le PQ a pris une débarque monumentale qui n'avait pas été envisagée. Bref, c'est une leçon pour nous aussi, humbles travailleurs de l'information et de l'opinion. Ça n'engage que moi, mais comme un politicien qui n'a pas été plébiscité, je dis: je prends acte. Moins de sondages météorologiques, plus de papiers sur ce qu'ils disent, font, promettent; sur ce que les gens ressentent, croient et craignent. J'aime

Canada suivait difficilement le rythme, cassait celui de ses collaborateurs en les interrompant pour rien, y allait d'observations parfois désarmantes et souvent dénuées de pertinence. Bref, j'étais un peu mal à l'aise. Remarquez, à TVA, Claude Charron était, lui aussi, furieusement en manque d'une rasade de Red Bull. Les temps sont durs pour les légendes.

LE BLOC – Au moment d'écrire ces lignes, 50 députés. On rêvait à 53, 54 députés, en privé au Bloc. Cinquante, c'est un exploit olympique, pour un parti qui n'a pas de bons électoraux en argent sonnante à donner à l'électeur, qui n'a qu'une promesse d'indignation et de bon travail de ses députés. Surtout quand on débattait de sa «pertinence», en début de campagne. Mais c'est une petite déception, toute petite. Dire le contraire, c'est enrober la Tylenol de confiture aux pêches.

MINORITAIRE, ENCORE – Donc, si je comprends bien, on va encore se taper des psychodrames nationaux à chaque vote de confiance, à chaque vote sur le budget fédéral? Donnez-moi de la confiture aux pêches, pour mes Grivol...

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur:
patrick.lagace@lapresse.ca



Visiblement émue, la nouvelle députée avait peu de mots pour décrire sa victoire. « J'ai envie de tous vous embrasser », a-t-elle lancé.

Après un marathon de 10 semaines

La bloquiste Josée Beaudin remporte Saint-Lambert

DAPHNÉ CAMERON

Après une lutte serrée qui a tenu ses partisans en haleine durant toute la soirée, la candidate bloquiste Josée Beaudin a remporté la circonscription de Saint-Lambert devant sa rivale libérale Roxane Stanners. Au moment de mettre sous presse, Josée Beaudin menait à 37% contre 29% pour la candidate libérale, tandis que Patrick Clune du Parti conservateur et Richard Marois du Nouveau Parti démocratique étaient à égalité avec 16% et 14,3% des voix. «J'ai envie de tous vous embrasser», a lancé Josée Beaudin en arrivant à son local de campagne de Longueuil où

l'attendaient une trentaine de partisans hier en fin de soirée. «La campagne a été extraordinaire, j'ai hâte de rencontrer l'équipe du Bloc québécois et de défendre les enjeux de Saint-Lambert», a-t-elle ajouté, visiblement émue.

« La campagne a été extraordinaire, j'ai hâte de rencontrer l'équipe du Bloc québécois et de défendre les enjeux de Saint-Lambert. »

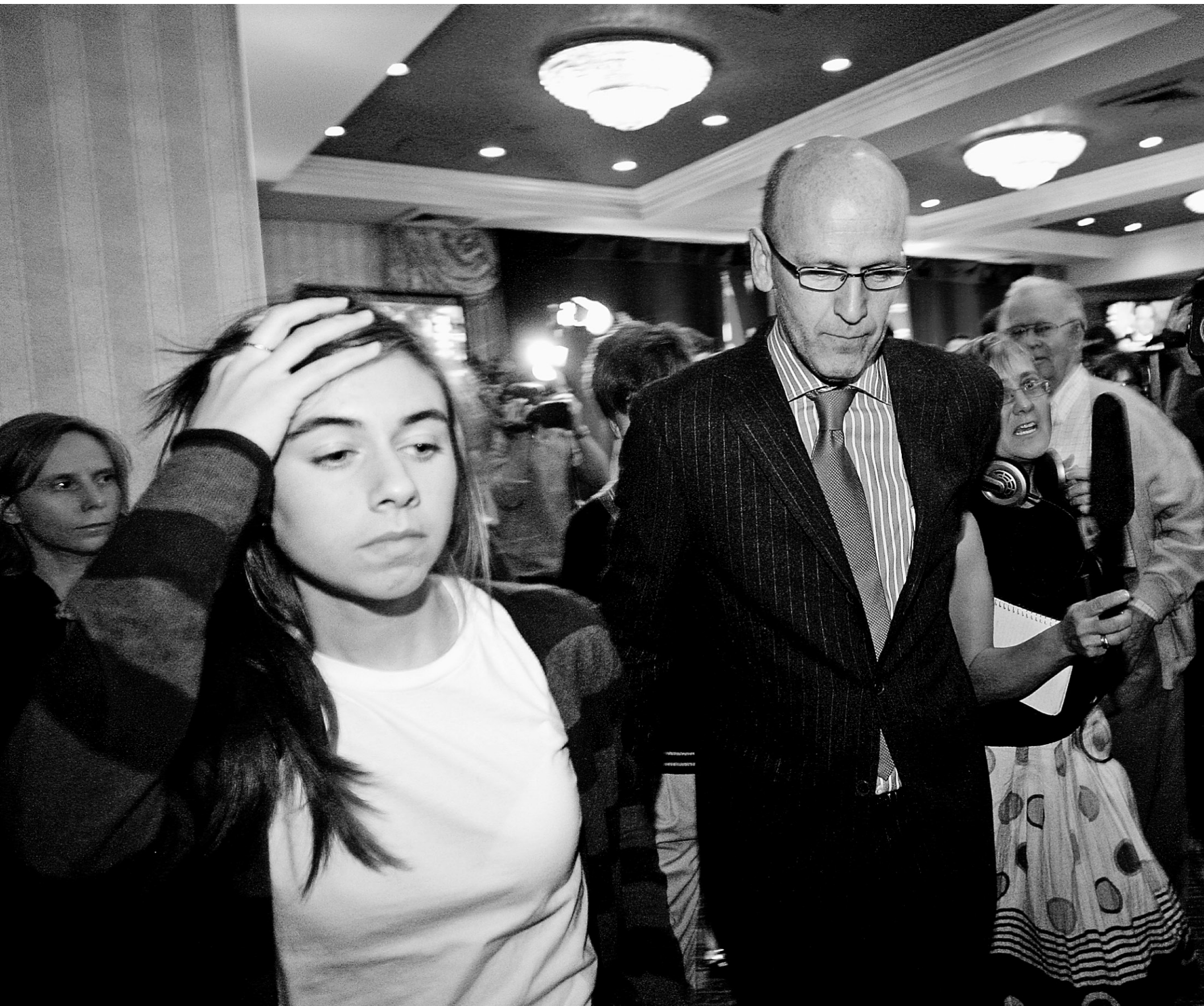
La députée a souligné que les thèmes de la famille, de la pauvreté et du logement social seraient ses principaux chevaux de bataille à Ottawa.

Malgré sa défaite, Roxane Stanners s'est dite satisfaite des gains des libéraux dans sa circonscription. «Je suis déçue du résultat pour tous les gens qui ont travaillé sans relâche pour moi, mais je suis agréablement surprise du résultat libéral pour

le Canada. Les conservateurs ne sont pas majoritaires et c'est cela qui compte.» Après l'annulation de l'élection partielle à la veille du scrutin le 7

septembre, la campagne électorale aura duré 82 jours dans Saint-Lambert. Un véritable marathon pour les candidats qui ont passé la journée d'hier à faire la tournée des bureaux de vote. «Les souliers sont usés», a lancé Roxane Stanners. «Je suis grippé», a ajouté le candidat du NPD Richard Marois. **Nouvelle clientèle** Les électeurs de la circonscription de Saint-Lambert ne semblaient pas aussi essouffés que leurs candidats en se rendant aux urnes hier. Au contraire, ils n'ont pas manqué de vigueur pour commenter la lutte serrée entre les candidats.

« Le comté a beaucoup changé », a expliqué Claudine Léonard à sa sortie du bureau de scrutin. « Je suis née à Saint-Lambert et historiquement ça votait libéral parce qu'il y avait beaucoup d'anglophones et de personnes âgées, explique-t-elle. Aujourd'hui la clientèle a changé. Il y a beaucoup plus de jeunes familles. » « Je vote libéral, mais depuis qu'ils ont redécoupé la carte électorale il y a quelques années pour y ajouter une partie de Longueuil, je sens que je représente moins bien le territoire », affirme de son côté Line, une autre citoyenne de Saint-Lambert.



Le candidat-vedette des conservateurs, Michael Fortier, a subi une cuisante défaite dans la circonscription de Vaudreuil-Soulanges aux mains de la bloquiste Meili Faille. Celui qu'on entrevoyait comme LE ministre de la région de Montréal devra se contenter d'un rôle d'observateur.

Humiliante défaite de Michael Fortier

L'ex-ministre conservateur s'écrase devant la bloquiste dans Vaudreuil-Soulanges

MARIE ALLARD

Humiliante défaite pour l'ex-ministre et ex-sénateur conservateur Michael Fortier, qui tentait de se faire élire pour la première fois hier dans Vaudreuil-Soulanges. C'est la bloquiste Meili Faille qui a remporté la circonscription pour la troisième fois. Selon les résultats partiels disponibles à 23 h 45 hier, M. Fortier avait obtenu seulement 23 % des voix, moins que les 28 % obtenus par le candidat libéral vedette Marc Garneau dans la même circonscription il y a deux ans.

« Bien entendu, le résultat de ce soir me déçoit », a dit M.

Fortier, 46 ans, entouré de sa femme en pleurs et de trois de leurs six enfants. Devant ses partisans, il a félicité son chef, Stephen Harper, pour sa réélection. « J'aurais voulu être avec

« J'aurais voulu être avec lui (Stephen Harper) pour un autre gouvernement... Ce sera pour une autre fois. »

lui pour un autre gouvernement », a-t-il indiqué, ajoutant qu'il aurait également souhaité que de nouveaux candidats conservateurs soient élus dans la région de Montréal. « Ce

sera pour une autre fois », a-t-il lancé.

La victoire de Meili Faille est très nette, avec 42 % des voix en sa faveur au moment de mettre sous presse. « Je suis très

heureuse, a dit la gagnante. Ce qui me démarque, c'est ma présence et mon travail sans relâche depuis quatre ans. J'avais raison d'avoir confiance en Vaudreuil-Soulanges. »

Élevée sur une ferme de Rigaud par une mère d'origine chinoise et un père indépendantiste, la bloquiste de 36 ans est très connue dans la circonscription. Son rival avait une feuille de route prestigieuse – M. Fortier, 46 ans, a été avocat et banquier à Montréal et à Londres – mais n'était pas un gars du coin.

Il savait d'ailleurs qu'il allait perdre, a assuré son entourage. « Sa notoriété aurait dû jouer, a dit l'organisateur conservateur Marc Montpetit. Depuis deux ans qu'il est dans le comté, il a fait beaucoup de choses. Mais bon, c'est un étranger. Les candidats locaux ont beaucoup répété qu'il

n'était pas d'ici. Ce n'est pas très digne de partis supposément ouverts aux autres. »

Vaudreuil-Soulanges s'ouvre pourtant. Ses fermes laissent rapidement place aux maisons unifamiliales et aux entreprises, si bien que sa population a bondi de près de 20 % en cinq ans pour atteindre 120 000 personnes en 2006, selon Statistique Canada. En plus d'une minorité anglophone (21 %), elle compte désormais 8,3 % d'immigrants. Ses écoles débordent, ses routes sont congestionnées soir et matin, son train de banlieue peine à suffire à la tâche, autant d'enjeux locaux qui ont été au cœur des préoccupations des électeurs.

Carignan défait dans Rivière-des-Mille-Îles

La vedette conservatrice blâme la culture et les jeunes contrevenants

PHILIPPE MERCURE

Défaite crève-cœur pour le parti conservateur dans Rivière-des-Mille-Îles, où le candidat-vedette Claude Carignan a été complètement balayé par la bloquiste Luc Desnoyers.

« J'ai manqué un maudit beau voyage », a lancé le candidat défait, des sanglots dans la voix.

La lutte qu'on annonçait chaude n'a jamais eu lieu. Au moment de mettre sous presse, le Bloc québécois avait remporté 45,7 % des voix, loin devant le Parti conservateur qui n'avait récolté que 19 %.

M. Carignan, que plusieurs voyaient comme ministrable, a montré du doigt les politiques sur la culture et les jeunes contre-

venants pour expliquer sa défaite et celle de son collègue Michael Fortier.

« Les politiques sur la culture et les jeunes contrevenants ont

« Le message a été noyé par les artistes, entre autres, et le Bloc a touché aux fibres sensibles des Québécois. Mais ce n'est pas vrai que les raisons d'être des Québécois, c'est d'être dans l'opposition. »

permis de cimenter le Bloc, a-t-il constaté après avoir séché ses larmes. Le Bloc manquait de raisons d'être, mais ces politiques sont venues les relancer. Ce sont des

politiques intéressantes, mais qui n'ont pas été bien expliquées. »

« Le message a été noyé par les artistes, entre autres, et le Bloc a touché aux fibres sensibles des

Québécois. Mais ce n'est pas vrai que les raisons d'être des Québécois, c'est d'être dans l'opposition », a-t-il continué.

M. Carignan a aussi déploré la

« démagogie » qui s'est installée dans la campagne, entre autres lorsque le Bloc a affirmé que le Parti conservateur voulait rouvrir le débat sur l'avortement.

Il croit aussi que la crise économique a pu effrayer les personnes âgées, qui votent traditionnellement massivement pour les conservateurs.

Proche des fondateurs de l'ADQ, M. Carignan était l'un des candidats ouvertement nationalistes recrutés par le Parti conservateur.

Une source adéquate avait confié à *La Presse* que s'il était élu, il deviendrait l'interlocuteur privilégié entre le Parti conservateur et l'ADQ.

Ce ne sera pas le cas. C'est le

bloquiste Luc Desnoyers, directeur québécois du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile, qui devient député.

« Les électeurs ont envoyé un message clair au Parti conservateur. Ils ont signifié qu'ils ne se reconnaissent pas dans leurs politiques », a-t-il dit, affirmant qu'il se battra pour l'amélioration du réseau de transports en commun qui relie cette circonscription de la couronne nord à Montréal.

Les militants conservateurs réunis à l'hôtel Imperia de Saint-Eustache ont mis bien du temps à admettre la défaite de leur candidat.

« C'est une erreur, c'est trop tôt », a-t-on lancé. Mais il a fallu se rendre à l'évidence.



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Pendant toute la durée de la campagne, Maxime Bernier s'est présenté en « fier Beauceron », porteur des valeurs de « liberté et de responsabilité individuelles » de cette région conservatrice et fédéraliste.

Maxime Bernier conserve la Beauce

Le député conservateur est réélu avec une majorité écrasante

ISABELLE HACHEY

BEAUCEVILLE — Sans surprise, Maxime Bernier conserve la Beauce. Une majorité écrasante d'électeurs ont renouvelé leur confiance envers le député conservateur, signifiant du même coup à Julie Couillard qu'on ne s'en prend pas impunément à un Beauceron.

Au moment de mettre sous presse, M. Bernier avait obtenu 62 % des voix, le candidat bloquiste André Côté 14 %, et le libéral René Roy, 10 %.

Ce mandat fort pourrait permettre à M. Bernier de chasser pour de bon le parfum de scandale qui lui colle à la peau depuis cinq mois. « Je ne peux pas être déçu. C'est une belle marque de confiance des Beaucerons », a-t-il déclaré.

L'ancien ministre des Affaires étrangères a dû démissionner en mai, après avoir oublié des documents secrets chez son ancienne flamme, Julie Couillard. Il peut maintenant espérer enta-

Pendant la campagne, M. Bernier s'est présenté en « fier Beauceron », porteur des valeurs de « liberté et de responsabilité individuelles » de cette région conservatrice et fédéraliste.

suis très touché, très flatté et très ému », a-t-il dit à ses partisans réunis au club de golf de Beauceville.

« Nous entrons dans une période d'incertitude économi-

M. Bernier aura du pain sur la planche, puisque, en ces temps incertains, même le miracle beauceron vacille.

En cinq ans, la région a perdu 3000 emplois manufacturiers.

Les investissements se tarissent; les exportations aux États-Unis sont de plus en plus rares.

« On est en chute libre au plan industriel », s'inquiète Denis Sylvain, directeur du centre local de développement de la Nouvelle-Beauce.

« Le petit Japon du Québec, il est en train de se questionner. »

Lors des élections de janvier 2006, M. Bernier avait obtenu une majorité de 26 000 voix – la plus forte au Québec, avec 67 % des suffrages exprimés.

Ce mandat fort pourrait permettre à Maxime Bernier de chasser pour de bon le parfum de scandale qui lui colle à la peau depuis cinq mois. « Je ne peux pas être déçu. C'est une belle marque de confiance des Beaucerons », a-t-il déclaré.

mer sa réhabilitation politique grâce à l'appui massif que les Beaucerons lui ont accordé aux urnes.

Fera-t-il un retour au cabinet de Stephen Harper? « Ça, c'est le privilège du premier ministre », a-t-il dit à *La Presse*.

Il a évité de répliquer à M^{me} Couillard, qui a lancé il y a deux semaines une autobiographie dévastatrice pour lui.

Dans son discours de victoire, le député n'a pas évoqué directement ses déboires amoureux. « Vous avez cru en moi et j'en

que. Nous serons sans doute confrontés dans les prochains mois et les prochaines années à d'immenses défis pour maintenir notre niveau de vie et notre prospérité. Et c'est à ces défis que je vais m'attaquer dès demain matin », a-t-il promis.

JONQUIÈRE-ALMA

Jean-Pierre Blackburn, malgré les sondages

TRISTAN PÉLOQUIN

SAGUENAY — En plus de la pluie, il ventait à écorner les boeufs, hier, dans la circonscription de Jonquière-Alma. Mais certainement pas assez pour déloger le ministre Jean-Pierre Blackburn.

Victorieux malgré deux sondages qui le donnaient perdant, le ministre conservateur avait les larmes aux yeux en arrivant au bar où près de 200 militants célébraient sa victoire.

« On l'a travaillée, on l'a travaillée, cette campagne, a-t-il lancé en arrivant. Et je pense

« On l'a travaillée, cette campagne. »

– Jean-Pierre Blackburn

fois les efforts », a affirmé M. Blackburn.

Bien sûr, le travail des militants aura été pour quelque chose dans sa victoire. « Mais l'événement qui a changé le cours des choses, c'est lorsque les gens d'affaires et les maires de l'extérieur de la circonscription, des maires de différents horizons politiques, ont décidé de s'impliquer pour dire que, dans la région, on doit conserver un ministre dans le gouvernement, que c'est important pour l'avenir de la région », a expliqué M. Blackburn.

Dans la foule extrêmement bruyante, on remarquait d'ailleurs plusieurs conseillers municipaux, que M. Blackburn a longuement remerciés. « C'était très important que nous gardions M. Blackburn au pouvoir. Les dossiers municipaux n'ont jamais avancé aussi vite qu'avec le tandem composé de M. Blackburn et de Françoise Gauthier (la députée libérale défaite aux dernières élections provinciales), a soutenu le conseiller Raoul Simard. Un ministre dans la circonscription, ça ne change rien aux budgets pour l'éducation et la santé, qui sont égaux pour tous. Mais c'est le *gravy* qui fait que tout le reste va mieux », a-t-il ajouté.

Dans l'organisation conservatrice, on affirmait que les deux coups de sonde réalisés par la firme GPS, qui resteront longtemps dans la mémoire collective au Saguenay-Lac-Saint-Jean,



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Victorieux malgré deux sondages qui le donnaient perdant, le ministre conservateur Jean-Pierre Blackburn avait les larmes aux yeux en arrivant au bar où près de 200 militants célébraient sa victoire.

montraient à la base d'importantes défaillances. « On a toujours douté de ces sondages, a assuré Claude Gauthier, président de

l'association conservatrice de Jonquière-Alma. Nous avions nos propres données, qui nous disaient tout le contraire. Nous

savons où nous allions. Mais ces sondages, aussi erronés étaient-ils, ont au moins eu l'avantage de nous donner un coup de fouet. »

RÉGION DE QUÉBEC

Le PCC limite les dégâts

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le Parti conservateur a limité les dégâts dans son château fort de Québec. La formation de Stephen Harper a perdu Louis-Hébert mais a remporté la victoire dans les cinq autres circonscriptions qu'elle détenait dans cette région. Parmi les six députés conservateurs sortants de la grande région de Québec, seul Luc Harvey a mordu la poussière. Le bloquiste Pascal-Pierre Paillé est en effet parvenu à reprendre la circonscription de Louis-Hébert que le parti de Gilles Duceppe avait perdue aux dernières élections. Les conservateurs de Québec ont célébré dans la discrétion hier soir. Une quarantaine de militants tout au plus se sont réunis à la Cage aux sports de L'Ancienne-Lorette, là où le PCC tenait son rassemblement régional.

Étonnamment, lorsque TVA a annoncé à 21 h 53 la formation d'un gouvernement conservateur, les militants n'ont pas bronché. L'un d'entre eux a toutefois lancé un retentissant « Wouhou! ». Quelques applaudissements se sont fait entendre huit minutes plus tard lorsque Radio-Canada a confirmé à son tour l'élection d'un gouvernement conservateur. À 22 h 46, lorsque la société d'État a annoncé que le gouvernement Harper allait être minoritaire, aucun militant n'a réagi. La victoire de Josée Verner a été la première de la soirée pour le PCC dans la région de

Québec. À son arrivée à la Cage aux sports, elle s'est dite « fière » que les électeurs de Louis-Saint-Laurent l'aient appuyée une fois de plus. La ministre a toutefois souligné que la campagne a été très dure. « Les attaques personnelles, ça été difficile », a-t-elle affirmé. La ministre s'est attirée les foudres des artistes tout au

lui ravir la circonscription même si les sondages lui prédisaient une victoire. Sur la rive sud, les conservateurs Jacques Gourde (Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière) et Steven Blaney (Lévis-Bellechasse) ont été réélus sans difficulté. Christiane Gagnon, la seule bloquiste à avoir survécu à la vague

ration qui l'a hantée tout au long de la campagne. Dans la région de Québec, le PCC se retrouve avec cinq sièges, contre deux pour le Bloc. Si Josée Verner a obtenu haut la main un deuxième mandat, elle n'a pas voté pour le Parti conservateur hier. Elle a exercé son droit de vote dans la circonscription de Portneuf-Jacques-Cartier, où son parti ne présentait aucun candidat. Le PCC a laissé la voie libre à l'indépendant André Arthur, qui livrait une lutte serrée au moment de mettre sous presse hier. M^{me} Verner, qui habite dans Portneuf, ignorait une disposition de la loi électorale permettant à tout député sortant de voter dans la circonscription qu'il représente. Si elle l'avait connue, elle aurait pu voter pour elle-même dans Louis-Saint-Laurent.

Parmi les six députés conservateurs sortants de la grande région de Québec, seul Luc Harvey a mordu la poussière.

long de la campagne en raison de ses coupes de 45 millions de dollars dans le secteur culturel. Dans Charlesbourg-Haute-Saint-Charles, le député Daniel Petit est parvenu à conserver son siège. Le candidat bloquiste Denis Courteau n'a pas réussi à

conservatrice en 2006 à Québec, a goûté une fois de plus à la victoire. La candidate conservatrice Myriam Taschereau ne l'a pas vraiment menacée. Réagissant à la controverse soulevée par les coupes en culture de son parti, elle avait affirmé que les artistes sont « gâtés », une déclai-



PHOTO LAETITIA DECONINCK, LE SOLEIL

La victoire de la ministre Josée Verner a été la première de la soirée pour le Parti conservateur dans la région de Québec.

Le verdict des Québécois fera hésiter Charest

DENIS LESSARD
ANALYSE

QUÉBEC — Déclencher des élections-surprises en prétextant une crise appréhendée au Parlement, ramener les gens aux urnes sur des enjeux artificiels quand ils sont satisfaits d'avoir un gouvernement minoritaire: Stephen Harper avait pris un pari bien risqué. Et Jean Charest en a pris bonne note, hier soir. Stephen Harper a été réélu, mais il est condamné à demeurer minoritaire. Il a amélioré sa performance de 2006 dans toutes les régions du pays, sauf au Québec, où, étrangement, Jean Charest est devenu l'allié objectif de Gilles Duceppe pour barrer la route à un gouvernement conservateur fort. Au Québec, l'autorité de Stephen Harper va sortir diminuée de cette campagne. Après sa percée de 2006, où il avait remporté 10 circonscriptions au Québec, il avait misé énormément sur une avancée importante auprès des francophones pour obtenir ce mandat majoritaire, qui lui a pourtant échappé. Au lieu de progresser, les « bleus »

québécois ont fait du surplace et cédé un siège obtenu de justesse il y a deux ans. Le fameux « mystère de Québec » n'a pas fait tache d'huile, en dépit des efforts consentis. Avec des porteparole souvent erratiques et bien des erreurs stratégiques, les conservateurs ont fait une bien mauvaise campagne au Québec, mais Jean Charest ne pourra s'empêcher de penser que ce sont ses interventions et celles de son gouvernement qui auront finalement privé les conservateurs de leur majorité. Même si Jean Charest trépigne d'impatience à l'idée de s'engager lui aussi sur le sentier de la guerre, les résultats d'hier pourraient bien avoir l'effet d'une douche froide. Aussi froide que la poignée de main qu'échangeront M.M. Charest et Harper, vendredi, au Sommet de la francophonie. Jean Charest peut bien voir dans la déconvenue des « bleus » au Québec un signe tangible de son propre ascendant sur l'électorat. Mais certains faits devraient freiner son enthousiasme. Son poulain, le conservateur André Bachand, a subi une dégelée dans sa circonscription de Sherbrooke, et bien des

militants libéraux se sont aussi retrouvés aux créneaux pour les conservateurs. Finalement, l'appui de son ministre Raymond Bachand au conservateur Michael Fortier n'a eu aucun impact. Surtout, les relations entre les gouvernements Charest et Harper ne seront plus jamais les mêmes. On peut parier que M. Harper se souviendra longtemps de la guérilla que lui ont menée les ministres québécois. Durant la campagne québécoise, les libéraux ne devront pas s'attendre à trop de cadeaux d'Ottawa. Si Jean Charest prenait prétexte de la crise financière pour lancer l'appel aux urnes, Mario Dumont et Pauline Marois répliqueraient qu'ils ont des suggestions pour mieux utiliser les 100 millions que coûtent des élections. Avec un scrutin précipité, M. Charest semblerait faire bien peu de cas du message d'hier soir: les électeurs n'aiment pas les

stratégies cousues de fil blanc. Ils pourraient de nouveau punir le cynisme d'un coup de départ justifié uniquement par la faiblesse des adversaires, réprimander une confiance trop ostentatoire. Aussi, Jean Charest ne peut plus prétendre avoir besoin d'un mandat renouvelé pour freiner un gouvernement majoritaire à Ottawa. Il retiendra aussi que l'humeur est bien volatile. On prédisait une vague bleue au Québec début

Pour les libéraux provinciaux, le mur qu'ont frappé les conservateurs au Québec vient aussi de la coalition entre Stephen Harper et Mario Dumont. L'alliance est apparue au grand jour quand le conservateur a choisi de se rendre dans Rivière-du-Loup, fin 2007. « Tout part de là, Harper a choisi Dumont plutôt que Charest », résument des libéraux qui se souviennent avec nostalgie de l'axe Mulroney-Bourassa. Sur le terrain, l'organisation adéquate avait tout mis en œuvre pour les conservateurs. Mario Dumont sortira encore affaibli des élections d'hier soir. Inversement, en sauvant les meubles et en évitant la dégelée que lui prédisaient bien des observateurs, Gilles Duceppe va redonner aux péquistes de Pauline Marois l'espoir qui leur fait défaut depuis des mois. Jean Charest va tenter de soulever l'impact réel qu'il a eu dans cette campagne québécoise. Il devra le faire vite s'il pense sérieusement déclencher des élections – s'il attend plus d'une semaine, ses candidats feront concurrence à la guignolée dans leur porte-à-porte.

Les relations entre les gouvernements Charest et Harper ne seront plus jamais les mêmes.

Dur revers ontarien pour les libéraux

LOUISE LEDUC

Les libéraux ont connu un dur revers en Ontario. Au moment de mettre sous presse, les conservateurs menaient ou étaient élus dans 51 des 106 circonscriptions ontariennes, eux qui n'avaient obtenu que 41 sièges dans cette province aux élections de 2006.

Les conservateurs s'alignaient pour obtenir quelque 39,4 % des voix, comparativement à 33,6 % pour les libéraux.

« Ce gain en Ontario est un immense triomphe pour Stephen Harper », a lancé hier John Baird, le ministre de l'Environnement, réélu dans Ottawa-Ouest-Nepean.

Les conservateurs ont réussi à faire réélire leurs autres grosses pointures.

Le ministre des Finances, Jim Flaherty, a été reporté au pouvoir, tout comme le ministre de la Santé, Tony Clement. Les ministres Diane Finley (Citoyenneté et Immigration), Bev Oda (Coopération internationale) et Gordon O'Connor (Revenu) ont également conservé leur siège.

Consolation chez les libéraux

Les libéraux, qui menaient ou étaient élus dans 38 circonscriptions en fin de soirée en Ontario, peuvent se consoler à la pensée que certaines de leurs vedettes ont pu être réchappées.

Gerard Kennedy, qui se présentait dans Parkdale High Park, a détrôné la néo-démocrate Peggy Nash.

Michael Ignatieff a gagné dans Etobicoke-Lakeshore, et l'ancien premier ministre ontarien Bob Rae l'a emporté aisément dans Toronto-Centre.

Les néo-démocrates, eux, ont décroché 17 sièges, dont cinq circonscriptions dans le nord de l'Ontario (où ils ont notamment battu la libérale Diane Marleau à Sudbury).

Jack Layton est sorti victorieux dans Toronto-Danforth, tout comme sa conjointe, Olivia



Les néo-démocrates ont décroché 17 sièges, dont cinq circonscriptions dans le nord de l'Ontario. Jack Layton (à gauche sur la photo) est sorti victorieux dans Toronto-Danforth, tout comme sa conjointe, Olivia Chow (à droite), dans Trinity-Spadina, au centre-ville de Toronto.

Chow, dans Trinity-Spadina, au centre-ville de Toronto.

Déception, cependant, dans Oshawa, où les néo-démocrates espéraient gagner.

Tout indiquait en fin de soirée que le Parti conservateur allait conserver son siège dans cette circonscription durement touchée par la crise que

subit l'importante industrie automobile.

Les verts ont doublé leurs appuis en Ontario par rapport à 2006, avec 8 % du suffrage.

Les conservateurs poursuivent leur conquête de l'Ouest

CHARLES CÔTÉ

À l'ouest de l'Ontario, le pays est encore plus bleu ce matin, avec des avancées conservatrices importantes en Colombie-Britannique, surtout aux dépens du Parti libéral.

Au moment de mettre sous presse, les libéraux n'avaient que sept députés élus ou en avance dans les quatre provinces de l'Ouest et les territoires. C'est un recul important par rapport aux 13 élus de 2006.

Le NDP réussissait à se maintenir dans l'ensemble, avec 15 députés élus ou en avance, contre 14 élus en 2006.

Pendant ce temps, les conservateurs arrachaient six sièges à leurs adversaires, y compris le seul du Parti vert, celui de Blair Wilson, un transfuge libéral en Colombie-Britannique. Ils accentuent leur domination, passant de 67 à 73 sièges dans l'Ouest, sur 95.

Dans Provencher, au Manitoba, le ministre Vic Toews, attaqué pour son infidélité conjugale, menait largement sur ses adversaires.

Le ténor libéral Ralph Goodale résistait à la vague en Saskatchewan, mais les conservateurs ont ravi Saint-Boniface, au Manitoba, au député libéral sortant. En Colombie-Britannique, l'ex-ministre libéral Ujjal Dosanjh se faisait talonner par son opposant conservateur, Wai Young.

En Alberta, les conservateurs risquaient de perdre leur monopole en échappant une des 28 circonscriptions, Edmonton-Strathcona, au profit du NPD.

Colombie-Britannique

Les électeurs de Colombie-Britannique ont augmenté de 10 points leur appui aux conservateurs par rapport à 2006, de 37 % à 47 %, aux dépens

des libéraux, qui sont passés de 28 % à 18 %. Cela s'est traduit par trois sièges en moins pour le PLC et cinq en plus pour le PC.

Dans Vancouver Quadra, traditionnellement libérale, le candidat conservateur talonnait la députée sortante Joyce Murray.

Même les Inuits ont succombé aux charmes des conservateurs et délaissaient les libéraux, au moment de mettre sous presse hier.

Le NDP tenait bon dans l'Ouest. En particulier, avec l'élection de Jim Maloway, ils conservaient Elmwood-Transcona, le château fort détenu pendant des décennies par le député Bill Blaikie, qui a pris sa retraite.

Dans Churchill, dans le nord du Manitoba, c'est la candidate du NPD, Niky Ashton, qui a fait reculer les libéraux, en battant la députée sortante Tina Keeper.

MARITIMES

Une grogne palpable

MARIO FONTAINE

Pour beaucoup, le vote dans les Maritimes se résumait à Elizabeth May. Or, la chef du Parti vert a perdu son pari et n'a pas réussi à déloger, hier, le ministre Peter MacKay dans Central Nova. Cette circonscription est difficile et M. MacKay, fils du pays, à peu près indélogeable en Nouvelle-Écosse.

Ce scrutin était le plus médiatisé des provinces atlantiques, où l'action n'a toutefois pas manqué.

À Terre-Neuve, le premier ministre provincial, conservateur pourtant, invitait haut et fort ses commentants à voter pour n'importe qui, sauf Stephen Harper. Et cela a fonctionné: le NPD a enlevé un siège au Parti conservateur, les libéraux deux. Résultat: le bleu a totalement disparu de la carte électorale de l'île.

Dans les autres provinces de l'Atlantique, les changements ne furent pas aussi frappants. Libéraux et conservateurs se sont échangé quelques circonscriptions, sans que cela provoque une réelle redistribution de l'échiquier.

LASIK MD
VISION

Nouveau
financement!

50
ANS
LES
SOCIÉTÉS
LES MIEUX
GÉRÉES

CORRECTION DE LA VUE AU LASER

À PARTIR DE

1\$
/jour*

OU

490\$
par œil*

Dr Pierre Demers
M.D., FRCSC
40 000 interventions

Dr Avi Wallerstein
M.D., FRCSC
50 000 interventions

Dr Mark Cohen
M.D., FRCSC
50 000 interventions

Consultation GRATUITE : 1 866 393-1515 • www.lasikmd.com

LAVAL : 2525, boul. Daniel-Johnson MONTRÉAL : 1250, boul. René-Lévesque O. BROSSARD : 1850, av. Panama

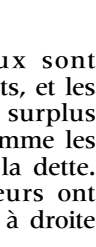
Accord D
Desjardins

3375301A

*Les prix peuvent changer sans préavis et peuvent varier selon la prescription. Correction personnalisée avec la technologie Zyoptix à 1750 \$ par œil. Applicable sur une chirurgie des deux yeux.
*Basé sur un financement de 60 mois à 13,5 % d'intérêt et sous réserve d'approbation de crédit de Services de cartes Desjardins.

Halifax | Québec | Sherbrooke | Ottawa | Toronto | Hamilton | Edmonton | Calgary | Vancouver

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008



arper a
quittant
ulroney
en plus
nada tel
tes bien-
a central.

à Kyoto,
subven-
us immé-

années à
es clichés
ce pays.
un océan
estion: a-
es» ?

ueur:

ux sont
ts, et les
surplus
omme les
la dette.
eurs ont

que des
arper a
quittant
ulroney
en plus
nada tel

central.
terre en
à Kyoto,
subven-
s immé-

années à
s clichés
ce pays.
un océan
estion: a-
es» ?

ueur:

ux sont
ts, et les
surplus
omme les
la dette.
eurs ont
à droite
que des
arper a
quittant
ulroner

ulroney
en plus
nada tel

années à
s clichés
ce pays.
un océan
estion: a-
es» ?

ueur:

ux sont
ts, et les
surplus
omme les
la dette.
eurs ont
à droite

que des
arper a
quittant
ulrone
en plus
nada tel
tes bien-
a central.
terre en
à Kyoto,
subven-
s immé-

années à
es clichés
ce pays.
un océan
estion: a-

ueur:

« n'est pas
ens », a-

plus tôt
vote de
rontoise
des par-
analyste
avait en
omiques

lorsqu'il
conser-
certains,
aventu-
connus,
le parti
Michael
er autre-

libéral
r de se
téphane
la posi-
conser-
auvaise
t impo-
mal. Si
Dion ne
plus de
as, alors
affirmé.

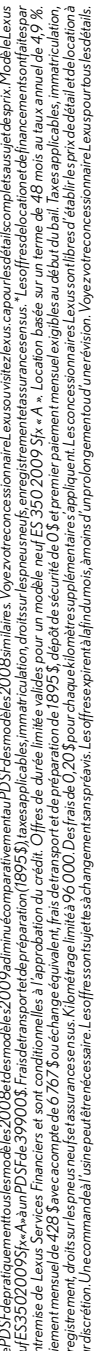
e sous
 'il a, au
 x dizai-

lexus
spar
7%.
tion,
on à
ails.

ship, et
mander
n'est pas
ens », a-

plus tôt
vote de
rontoise
des par-
analyste
avait en-
omiques
orsqu'il
conser-
certains,
aventu-
connus,
le parti
Michael
er autre-

libéral
r de se
téphane
la posi-
conser-
auvaise



Tout ça pour ça ?



SOPHIE
COUSINEAU
CHRONIQUE

Difficile de croire qu'on se retrouve ici, après 37 jours de campagne. Le Canada est revenu à la case départ en réélisant un gouvernement conservateur minoritaire.

Tout ça pour ça ? Le Québec ne sort pas renforcé de ces élections. Si les conservateurs ont limité les dégâts, ils n'ont pas fait de percée. Ainsi, les Québécois seront toujours aussi mal représentés au gouvernement. Pis, les Montréalais sont orphelins avec la défaite du ministre Michael Fortier. Bref, on ne voit pas qui, au fédéral, défendra une cause comme celle du Grand Prix du Canada.

Sans gains au Québec, la majorité qui semblait à portée de main lorsque Stephen Harper a déclenché les élections par pur opportunisme échappe encore aux conservateurs.

Le premier ministre y semblait déjà résigné la semaine dernière lorsqu'il a déclaré au présentateur de la CBC Peter Mansbridge qu'il aurait un second mandat plus fort avec une deuxième minorité de suite. Selon lui, le gouvernement aurait les coudées plus franches parce que les partis de l'opposition n'oseraient pas le renverser. C'est ce qu'on appelle prendre ses désirs pour la réalité !

De toute manière, la vraie ques-

tion est plutôt de savoir ce que Stephen Harper compte faire de ce fameux pouvoir.

Le chef conservateur a mené sa campagne électorale de la même façon qu'il gouvernait ces derniers mois : sur le pilote automatique. C'est comme si, après la réalisation des cinq promesses avec lesquelles ils avaient été élus une première fois, les conservateurs étaient en panne complète d'inspiration.

Or, l'économie commande une attention immédiate, pas cette désinvolture qui a fait si mal aux conservateurs en fin de campagne. Avant d'être une occasion d'achat en Bourse, la crise sur Wall Street est une menace réelle pour des milliers de Canadiens qui approchent de la retraite.

Il est vrai, comme le dit Stephen Harper, que le Canada ne souffre pas de crise immobilière aiguë. Il est vrai que le Canada dispose du système bancaire le plus solide de la planète, selon le World Economic Forum. Il est vrai qu'il se crée encore de l'emploi au pays, même si

c'est en quantité et en qualité moindre.

Mieux, le pire de la crise financière pourrait être dernière nous avec le déploiement des plans de sauvetage en Europe et aux États-Unis, en vertu desquels les gouvernement ont fait le geste extrême de nationaliser en partie leurs grandes banques.

L'onde de choc des États-Unis

Cela dit, il est impossible que le Canada échappe à l'onde de choc qui part des États-Unis, son premier marché d'exportation.

Certains économistes chez les firmes UBS et Scotia Capital vont jusqu'à prétendre que le Canada est déjà en récession. Une majorité préfère parler de stagnation.

Quoi qu'il en soit, le Canada ne pourra plus compter sur la production de pétrole ou de matières premières comme la potasse pour remorquer son économie, puisque le spectre d'une récession mondiale a plombé leurs cours.

Et ce n'est pas la chute abrupte du dollar canadien qui relancera

de sitôt les économies manufacturières du Québec et de l'Ontario. Il faudrait que cette baisse perdure, et encore mettra-t-elle du temps avant de se traduire en commandes et en embauches.

Or, le plan d'aide économique que le premier ministre Harper a présenté in extremis la semaine dernière n'atteint pas la cible. Ces mesures d'une valeur estimée à 745 millions de dollars aident les entreprises qui ont encore les moyens d'investir. Mais il ne fait rien pour les manufacturiers qui luttent pour leur survie. Or, ce ne sont pas tous des canards boiteux.

L'empathie ne sert pas seulement à rassurer les électeurs qui craignent pour leurs vieux jours. Elle peut aussi agir comme un baume sur l'économie.

Avec l'énoncé économique ou le minibudget qui ne saurait tarder, Stephen Harper aura une chance ultime de se reprendre.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse : sophie.cousineau@lapresse.ca

TVA plus rapide que Radio-Canada

HUGO DUMAS

TÉLÉVISION

Sept longues minutes. Le chef d'antenne de TVA, Pierre Bruneau, a claironné à 21h53 la formation du gouvernement conservateur, soit sept minutes avant son grand rival de Radio-Canada, Bernard Derome.

Ce n'est qu'à 22h (et 36 secondes, pour être précis) que la voix de stentor de présentateur vedette de la SRC a lâché son célèbre « si la tendance du vote se maintient... ». Un délai difficilement explicable, compte tenu de l'impressionnante machine électorale de la télévision publique, déployée d'un océan à l'autre.

Pour le statut minoritaire ou majoritaire du gouvernement conservateur, il a fallu patienter jusqu'à 22h46 quand Radio-Canada a clarifié le statut minoritaire du parti dirigé par Stephen Harper. TVA a sauté dans le train quelques secondes plus tard. Donc, une quasi-égalité.

Pendant toute la durée de cette soirée, pour copier le langage coloré de 110%, TVA a été plus rapide « sur la rondelle » que Radio-Canada. C'est TVA qui a diffusé les premières images de Maxime Bernier, de Josée Verner et d'Elizabeth May. Avec ses gros graphiques clairs et percutants, son décor aux couleurs vitaminées et la fluidité des échanges entre tous ses collaborateurs, le « vrai réseau » a présenté une soirée captivante et hyper-dynamique.

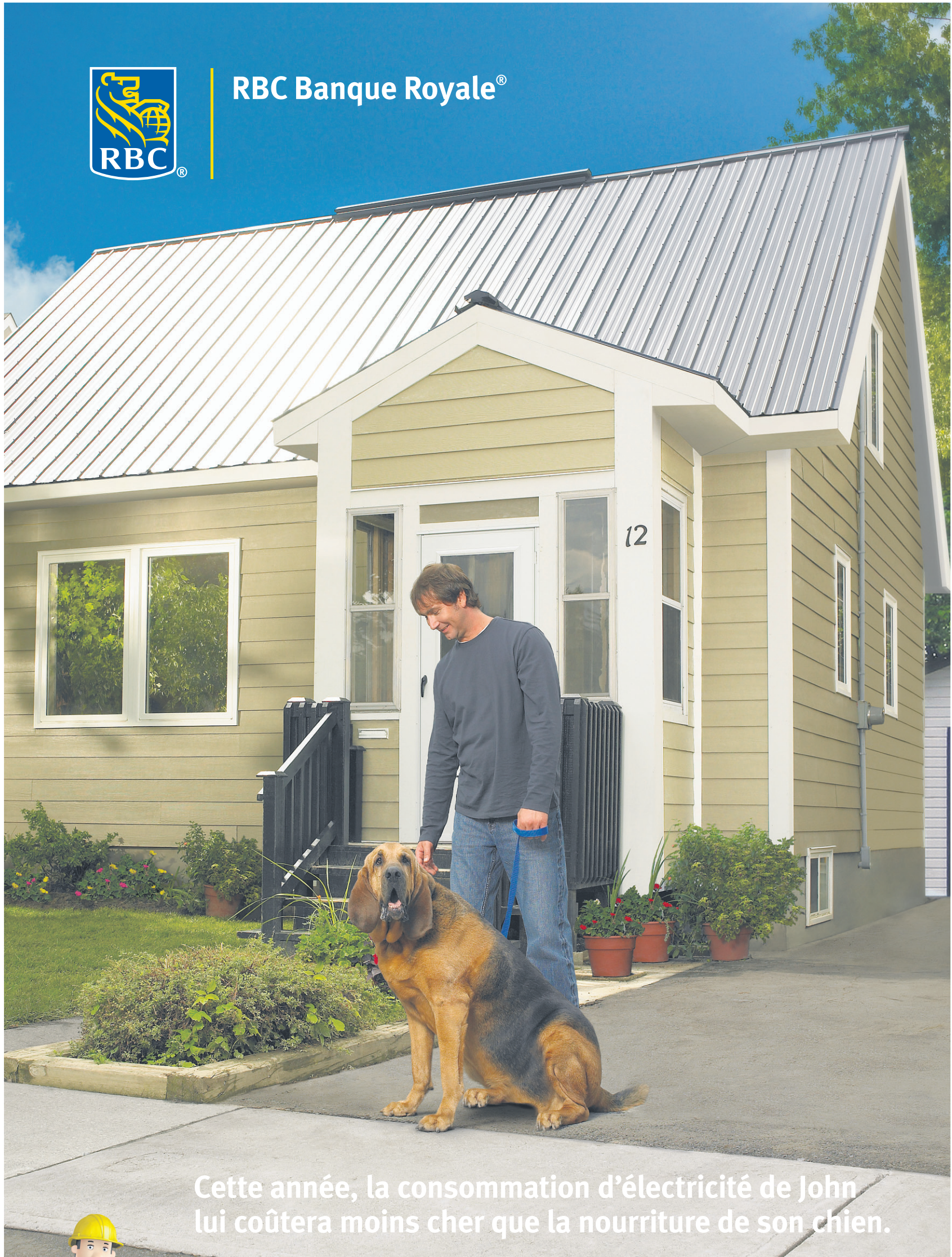
En bourgogne, la bande défilante de TVA se lisait mieux que celle – grise et plus modeste – de la SRC. Excellente idée de TVA d'extraire les résultats du vote au Québec (sur un bloc bleu) de ceux de tout le pays (en rouge).

Chez Radio-Canada, Bernard Derome, qui pilotait sa 20^e soirée électorale, a souvent bafouillé et interrompu ses collaborateurs pour des peccadilles. À ses côtés, Emmanuelle Latraverse, Michel C. Auger, Daniel Lessard et Céline Galipeau ont été très solides, livrant résultats et entrevues avec un aplomb remarquable.

De retour à TVA, les échanges entre Sophie Thibault et Jean-Marc Léger ont été courts, pertinents et punchés. À Radio-Canada, on sentait la lourdeur des mécaniques de coulisses.

TVA a marqué des points dès le début en affichant – en permanence – le décompte avant le dévoilement de « vos résultats ». Une astuce payante. Rapides sur la détente, les reporters de TVA ont balayé tout le Québec en quelques minutes (l'analyste Jean Lapierre n'a même pas lâché son BlackBerry, auquel il se cramponnait comme à une bouée), tandis que Radio-Canada présentait un long résumé de la campagne. Mauvais choix.

Autre astuce intéressante : TVA a démarré sa couverture électorale à 20h59, soit une minute avant celle de Radio-Canada. Les sondages BBM confirmeront sans doute aujourd'hui que TVA a hameçonné une plus grande quantité de téléspectateurs. C'est ma petite prédiction électorale.



Cette année, la consommation d'électricité de John lui coûtera moins cher que la nourriture de son chien.



La maison de John Van Dusen, qui date du milieu du siècle dernier, sert de théâtre au projet « Now House[®] », une maison qui n'entraîne presque pas de coûts sur le plan de l'énergie. Afin de prouver la viabilité d'une telle innovation environnementale, RBC[®] est fière d'être la principale partenaire financière de ce projet. Nous pouvons également vous aider en vous offrant un rabais de 300 \$* sur une vérification de la consommation d'énergie de votre maison. Utilisez cette vérification pour planifier vos rénovations écologiques. Nous vous aiderons ensuite à financer votre projet. **Communiquez avec nous dès aujourd'hui pour savoir comment réduire les coûts de consommation d'énergie de votre maison, ou visitez le www.rbc.com/maison pour connaître tous les détails.**

IMAGINEZ. RÉALISEZ. ÉLABOREZ VOTRE STRATÉGIE POUR RÉDUIRE VOTRE CONSOMMATION D'ÉNERGIE À LA MAISON.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008

À LIRE SUR CYBERPRESSE > BLOGUES
Nos blogueurs analysent la soirée électorale
et échangent avec les internautes sur cyberpresse.ca/elections

EN DIRECT SUR CYBERPRESSE.CA

LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008

Au lendemain des élections, notre site cyberpresse.ca vous propose la couverture la plus complète des élections fédérales, mise à jour d'heure en heure aujourd'hui.

En plus des réactions des chefs, de l'analyse de nos chroniqueurs et de nos éditorialistes, vous y trouverez toutes les nouvelles, les faits saillants de la soirée électorale, nos caricatures, nos blogues et les résultats complets du scrutin.

Grâce à notre graphique interactif (cyberpresse.ca/resultats), vous pourrez connaître les résultats dans votre circonscription: résultats détaillés, répartition des sièges, listes des élus.

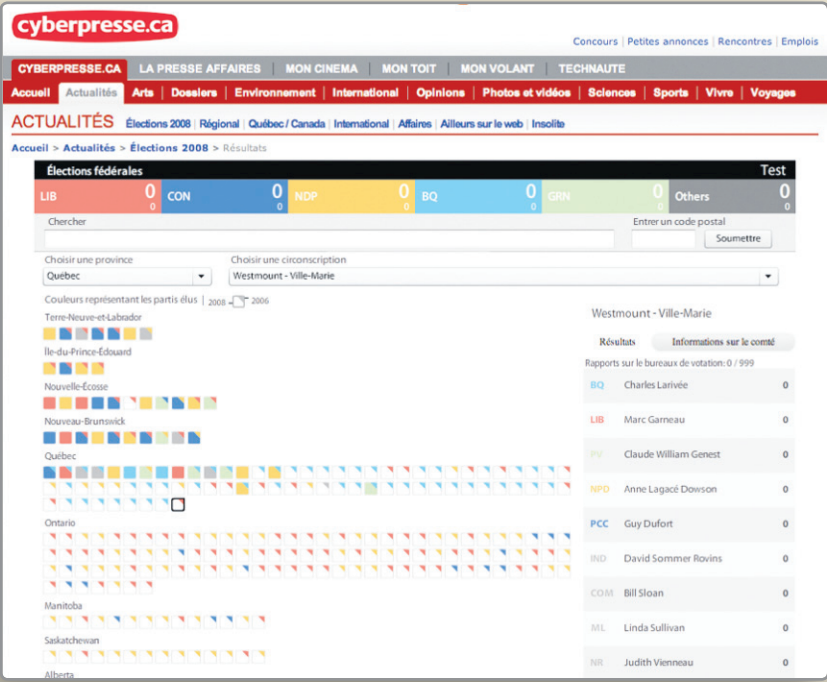
Nous vous avons aussi préparé un album de photos des grands gagnants et des

grands perdants de la soirée (cyberpresse.ca/vedettes). Tournez les pages pour tout savoir sur les candidats-vedettes à l'issue du scrutin, partout au Québec et ailleurs au Canada.

Dès midi, vous pourrez visionner nos vidéos réalisées avec nos chroniqueurs Vincent Marissal, Yves Boisvert, Sophie Cousineau et l'éditorialiste en chef André Pratte. Le blogueur et chroniqueur Patrick Lagacé pose les questions auxquelles répondent ses invités, afin de mieux comprendre le nouveau visage de la politique canadienne.

Vous pourrez aussi regarder nos vidéos des réactions des chefs captées dans les heures qui ont suivi le dévoilement du vote.

Pour plus d'information, visitez notre section Élections 2008 sur cyberpresse.ca/elections.



RÉSULTATS

BLOGUES

COMMENTAIRES

NOUVELLES

VIDÉOS

Consultez les résultats en temps réel, pour chaque circonscription

Lisez nos blogueurs Patrick Lagacé et Paul Journet en direct

Commentez la soirée électorale sur nos blogues électoraux

Parcourez les nouvelles mises à jour de minute en minute

Visionnez nos vidéos avec les chefs en fin de soirée

Entreprises +12.12

Énergie +4.15

Finances -3.02

Soins de santé -1.19

Industriel

Information

Métaux

Télécommunications

Services publics

13000

12000

11000

10000

M A M J J A 2008

Flux monétaires en milliards (axe de droite)

Cote actuelle

Volume 184 554 182

Ouverture 13 155.56

Haut 13 346.36

Bas 13 066.15

Données de clôture

Valeur 5 685 561 557.70

TRIV 33 138.16

Plus haut cours des 52 dernières semaines 15 154.77

Plus bas cours des 52 dernières semaines 15.73

Rendement de l'action 12 011.68

Dividend Yield 3.06

Flux monétaires en millions (axe de droite)

10 250

9 500

8 750

8 000

M A M J J A 2008

Nouvelles

■ Le taux d'inflation se stabilise à son niveau le plus élevé en 17 ans

■ Des sociétés de financement par capitaux propres font une offre d'achat pour acquérir l'entreprise ABC

■ XYZ découvre une LMNOP

■ Les profits des pétro grimpent de 17 %

■ Baisse de profits pour EFG en raison d'une diminution du volume des ventes

■ L'homme de fer de Windsor se plie aux tendances du marché

■ Les profits de RST chutent à 31.4 millions

■ Privatisation des fruits de mer

■ JKL prend de l'ampleur avec l'acquisition de commerces de détail

■ Le prix du baril frôle les 117 \$ en raison d'une baisse des stocks

Affaiblissement des données sur le commerce

L'excédent du commerce extérieur au Canada s'est avéré bénéfique pour l'économie. C'est ce que révèlent les chiffres du rapport.

Suivi les activités à l'étranger. Grâce à une flambée des prix des marchandises, l'exportation est plus que compensée pour l'économie.

Le Québec où les

RBC

RBC Placements en Direct

Taux de référence

1594.81	-0.31	Intermédiaire	6.310	5.000	6.520
1717.50	-4.51	Long terme	7.210	6.190	7.300
332.81	-0.61	Coté AA	5.930	4.740	6.190
331.27	-1.71	Coté BBB	6.960	5.850	7.120

544.97 4.2 Canada 3.780 2.140 4.500

235.71 1.9 EMU 4.620 4.040 5.000

444.00 2.1 France 4.500 3.960 8.660

334.32 2.4 Allemagne 4.400 3.860 9.110

231.98 1.1 Japon 1.490 1.300 11.100

357.60 2.3 Pays-Bas 4.480 1.020 8.690

520.86 1.2 Royaume-Uni 4.600 3.760 5.030

511.62 0.7 Marché émergent 7.186 6.522 7.235

Rendements et écarts de cours au-dessus ou au-dessous du taux de référence des bons du Trésor du gouvernement de deux ans et de dix ans dans d'autres pays sélectionnés. Les flèches indiquent si le rendement est à la hausse ou à la baisse durant la dernière séance.

Coupon (%)	Pays/ Échéance (années)	Plus récent (●)	0	1	3	4	5	6	7	9	Précédent: il y a un mois	Il y a un an	Plus récent
2.750	États-Unis 2	2.560	●								2.513	2.606	4.441
4.000	10			●							3.950	3.964	4.775
5.250	Australie 2	4.990	●								4.990	4.990	5.299
4.250	Canada 2	2.750	●								2.750	3.100	5.370
3.000	10	3.630	●								3.630	4.500	191.0
4.000	France 2	4.090	●								4.065	4.421	4.421
4.250	10	4.260	●								4.260	4.424	4.424
3.750	Japon 2	3.700	●								3.695	3.790	3.941
3.000	10	3.100	●								3.100	3.100	3.100
4.250	Suède 2	4.310	●								4.310	4.225	4.225
4.250	10	4.149	△	●							4.134	4.302	4.290
3.500	Suisse 2	2.453	△	●							2.428	2.704	2.716
3.000	10	3.010	△	●							2.995	3.138	3.071
4.250	Royaume-Uni 2	4.760	△	●							4.652	4.773	5.543
3.000	10	4.710	△	●							4.682	4.360	5.222
2.750	Canada 2	2.560	●								2.513	2.606	4.441
4.000	10	4.008	△	●							3.950	3.964	4.775
5.250	10	9.918	▼	●							5.927	6.364	5.933
3.750	South Africa 2	2.750	△	●							2.729	3.179	4.537
4.250	10	3.638	△	●							3.620	3.779	4.518

219.1

18.1

191.0

18.1

37.0

Obtenez une prime de 1 % en argent comptant pouvant atteindre 2 500 \$ lorsque vous virez 25 000 \$ ou plus !

Virez 25 000 \$ ou plus à un compte RBC Placements en Direct nouveau ou existant et vous pourriez être admissible à une prime de 1 % en argent comptant ! Agissez dès aujourd'hui - l'offre prend fin le 28 novembre 2008. Consultez le www.rbcplacementsendirect.com/bonus pour en savoir plus ou rendez-vous à votre succursale RBC.†

IMAGINEZ. RÉALISEZ.
DES PLACEMENTS JUDICIEUX, GAGE D'UN AVENIR PROMETTEUR.

Argent 14.865 0.041

Or 388.05 1.35

Canadien -9411 0.0001

3588691A

AS O N D J F M A M J J

3.00

0.00

0.00

Ressources -11.2 171 -9.7 -3.3 -9.2 27 30.4

Technologie -15.4 -1.7 -3.2 -2.4 -1.9 -6.4 -4.9

WESTMOUNT-VILLE-MARIE

La longue attente fait fuir des électeurs

ARIANE LACOURSIÈRE

Certains électeurs de la circonscription de Westmount-Ville-Marie n'ont pu voter, hier. L'attente était si longue dans un des bureaux de scrutin du territoire que plusieurs citoyens ont préféré quitter sans avoir exercé leur droit de vote.

Le bureau de scrutin, situé dans une petite église à l'intersection des rue Régent et du boulevard de Maisonneuve Ouest, était trop petit pour accueillir tous les électeurs. « Des gens ont attendu plus de 45 minutes avant de pouvoir voter! Il y avait parfois entre 50 et 75 personnes en ligne », déplore Rebecca Blankie, l'organisatrice de la candidate néo-démocrate de Westmount-Ville-Marie, Anne Lagacé Dowson.

Quelques minutes après la fermeture du bureau de scrutin, un des employés d'Élections Canada a confirmé à La Presse que les gens ont dû attendre de longues minutes à l'extérieur du bâtiment avant de pouvoir voter. « C'est arrivé au moins trois fois dans la journée », a-t-il dit.

Selon M^{me} Blankie, la pluie qui s'est abattue sur la métropole a fait fuir certains électeurs qui ont préféré repartir sans voter plutôt que de se faire mouiller à l'extérieur.

L'équipe du candidat libéral dans Westmount, Marc Garneau, a elle aussi été mise au courant de la situation dans ce bureau de scrutin. « Une de nos bénévoles sur place nous a confirmé qu'il y avait beaucoup d'attente. Mais je n'en sais pas plus », a dit le responsable des communications de la campagne de M. Garneau, Fabrice Rivault.

Selon M^{me} Blankie, ce n'est pas la première fois que ce bureau de scrutin de Westmount-Ville-Marie cause problème. Lors des dernières élections, en 2006, le même phénomène s'était produit. « J'ai parlé au directeur de scrutin du bureau. Il m'a dit qu'il n'était pas surpris parce que ça avait été un problème la dernière fois. Il m'a dit qu'ils ont essayé de trouver un autre édifice, mais qu'ils n'ont pas été capables », dit M^{me} Blankie.

M^{me} Lagacé Dowson a été choquée d'apprendre que certains citoyens de sa circonscription n'ont pu voter. « C'est problématique pour nous, mais aussi pour les autres partis. Tout le monde doit pouvoir voter dans un temps raisonnable. Je suis sûre qu'Élections Canada ne sera pas content de savoir ce qui s'est passé », a dit M^{me} Lagacé Dowson.

Selon M^{me} Blankie, le Nouveau Parti démocratique (NPD) a perdu des votes à cause de cette bétise. « C'était une zone avec beaucoup de votes NPD. On ne peut pas savoir combien de votes on a perdu, mais c'est dommage. »

Pas assez de stationnements incitatifs

ÉRIC CLÉMENT

La promotion des transports en commun et la hausse du prix de l'essence incitent un nombre grandissant de citoyens de la région montréalaise à délaisser l'auto en faveur du métro, du train ou de l'autobus. Mais pour laisser son véhicule dans un stationnement incitatif, encore faut-il qu'il y ait de la place...

Renard Roy a ce problème. Demeurant à Terrebonne et travaillant au centre-ville de Montréal, il utilise son véhicule jusqu'au métro Radisson, où se trouve un parc-auto de 518 places. Mais il doit arriver avant 6h30 pour trouver une place. «En septembre et début octobre, c'est même complet à 6h15, dit-il. Je

dois donc quitter la maison autour de 5h30-5h45, ce qui implique de me lever vers 4h45!»

M. Roy a appelé l'Agence métropolitaine de transport (AMT). «Ils ont confirmé mes dires: le stationnement affiche complet à 100 % tous les jours, dit-il. Dans

couronne nord et dans la région de Repentigny, il faudrait ajouter au moins 250 places maintenant et 250 places en 2010. »

Renard Roy estime qu'on ne peut à la fois inciter les gens à utiliser les transports en commun et ne pas leur fournir le service approprié.

L'AMT assure que plusieurs projets d'augmentation de la capacité de ces stationnements sont en chemin.

leur planification triennale (2008 à 2010), ils prévoient ajouter 100 places, ce qui est nettement insuffisant aujourd'hui. Alors, imaginez en 2010! À mon avis, qui est partagé par plusieurs collègues qui demeurent dans la

«On est conscient que les stationnements incitatifs sont très occupés, dit Martine Rouette, responsable des communications à l'AMT. Plusieurs projets d'augmentation de leur capacité s'en viennent. On a la même situation au métro de Laval.

On sait qu'il y a une hausse de la fréquentation du réseau, notamment pour le train, de 8 %.»

Travaux en cours

Des travaux d'augmentation de la capacité des parcs incitatifs sont en cours le long de la ligne de train de Deux-Montagnes, à la gare de Sunnybrook (Pierrefonds-Roxboro) pour 100 places supplémentaires. Des travaux pour 80 places supplémentaires sont aussi faits à la gare de Sainte-Dorothée (Laval), dit M^{me} Rouette.

«Il y en aura d'autres dans les semaines à venir, dit-elle. Sur la ligne Blainville-Saint-Jérôme, 80 nouvelles places sont en cours de réalisation près de la gare de Vimont. Cet été, nous

avons augmenté de 250 places le stationnement incitatif de la gare Vaudreuil, sur la ligne Dorion-Rigaud. De nouvelles places seront d'ailleurs créées à cet endroit au cours de l'automne. Et sur la même ligne, à la gare de L'Île-Perrot, 150 nouvelles places ont été aménagées cet été.»

Mais M^{me} Rouette confirme que la capacité du stationnement du métro Radisson ne sera augmentée que de 100 places d'ici 2010. M. Roy va donc continuer à se lever tôt, ou alors à prendre sa voiture jusqu'au centre-ville, ce qu'il juge fort regrettable pour lui, mais aussi pour l'environnement.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : eric.clement@lapresse.ca

Des courbes urbaines. Un virage vert.

MATRIX 2009

À partir de **189\$** par mois.
Location 48 mois.
Transport et préparation inclus.
Comptant de 2 708 \$. **0\$ de dépôt de sécurité***

PDSF à partir de
15 975\$*

RABAIS DE
500\$*

 Ville : 7,8 L/100 km†
Route : 6,2 L/100 km†
Véhicule à émissions ultra faibles



YARIS HATCHBACK CE 2009

À partir de **149\$** par mois.
Location 60 mois.
Transport et préparation inclus.
Comptant de 2 926 \$. **0\$ de dépôt de sécurité***

PDSF à partir de
13 210\$*

 Ville : 7,0 L/100 km†
Route : 5,5 L/100 km†
Véhicule à émissions ultra faibles



COROLLA CE 2009

À partir de **169\$** par mois.
Location 48 mois.
Transport et préparation inclus.
Comptant de 3 701 \$. **0\$ de dépôt de sécurité***

PDSF à partir de
14 835\$*

 Ville : 7,5 L/100 km†
Route : 5,6 L/100 km†
Véhicule à émissions ultra faibles



2009 neufs en stock. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7 ¢ (pour chacun des modèles) du kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 4 385,20 \$ (taxes incluses) pour la Corolla CE 2009 (BU42EM AA), de 3 286,92 \$ (taxes incluses) pour la Matrix 2009 (KU40EM AA) et de 3 487,84 \$ (taxes incluses) pour la Yaris Hatchback CE 2009 (JT923M AA). Le concessionnaire peut louer à prix moindre. * PDSF pour les modèles Corolla CE 2009 (BU42EM AA), Matrix 2009 (KU40EM AA) et Yaris Hatchback CE 2009 (JT923M AA) de base neufs en stock. Les frais de transport et de préparation (1 220 \$ pour la Yaris, 1 270 \$ chacun pour la Corolla et la Matrix), l'immatriculation, l'assurance et les taxes sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. † Un montant de 500 \$ pour les modèles Matrix 2009 sera déduit du prix du véhicule avant taxes et applicable à l'achat de ces modèles neufs en stock. À la location des modèles Matrix 2009, la mensualité tient déjà compte du rabais appliqué au montant total de location. ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle. ‡ Cotes de consommation (ville/route) basées sur l'année-modèle 2009 pour une transmission manuelle et moteur de 1,5 litre [Yaris Hatchback CE - JT923M AA] et pour une transmission manuelle et moteur de 1,8 litre [Matrix - KU40EM AA et Corolla CE - BU42EM AA]. ^{Mc} Marque de commerce de l'Association des concessionnaires Toyota du Québec utilisée sous licence. ▼ Basé sur les données les plus récentes de CMCE calculées par Transports Canada pour les parcs de voitures de tourisme neuves. Les offres s'adressent aux particuliers et se terminent le 31 octobre 2008. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant de la grande région de Montréal.

Les écolonomies^{MC}. Pensez plus. Dépensez moins.

VOTRE NOUVELLE TOYOTA PART TOUJOURS AVEC LE PLEIN D'ESSENCE, L'ASSISTANCE ROUTIÈRE ET DES TAPIS PROTECTEURS.



TOYOTA
faire toujours mieux

ecolonomies.ca

ACTUALITÉS

SCANDALE DES COMMANDITES

Procès reporté à l’automne 2009

D'APRÈS PC

Le scandale des commandites fera encore couler de l'encre en 2009. Le procès des personnes et entreprises accusées d'avoir profité du célèbre programme fédéral se tiendra un an plus tard que prévu, soit dans le meilleur des cas à compter d'octobre prochain, si jamais il a lieu.

Ce report a été accordé hier par le juge en chef adjoint de la Cour supérieure, André Wery, à la suite d'une demande de l'homme d'affaires et éditeur Luc Lemay à qui le fédéral réclame 35 millions de dollars.

On doit à M. Lemay la tenue de divers salons de chasse et pêche de même que des messages radio sur divers sujets se terminant invariablement par la phrase suivante: «Le gouvernement fédéral vous souhaite une bonne journée.»

Il est prévu que le procès puisse s'étaler sur de 30 à 40 jours. Il pourrait toutefois être plus court en raison de la diminution du nombre d'accusés –qui étaient 33

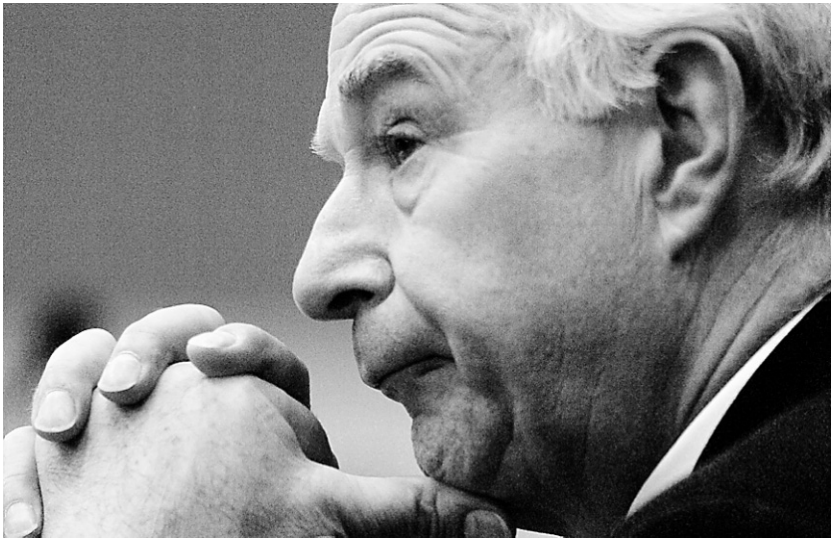


PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE
Le report du procès a été accordé hier à la suite d'une demande de l'homme d'affaires et éditeur Luc Lemay (photo), à qui Ottawa réclame 35 millions de dollars.

à l'origine–, a avancé M^e Louis P. Bélanger, avocat de Luc Lemay.

«Certains accusés ont réglé, certains ont fait faillite, d'autres régleront ou feront faillite», a fait

valoir M^e Bélanger, précisant que la campagne électorale n'était pas favorable aux discussions quant à d'autres règlements.

Une fois connus les résultats

des élections et le titulaire du ministère des Travaux publics, il faudra attendre un autre mois et demi pour que la poussière soit retombée, a en outre soutenu l'avocat.

«Face à une affaire de cette envergure, les avocats doivent considérer la possibilité de régler le dossier avant d'aller en procès. Nous avons engagé le processus qui se trouve retardé en raison de la période électorale», a poursuivi M^e Bélanger.

Autre argument avancé militant en faveur du report du procès: l'ex-haut fonctionnaire des Travaux publics et gestionnaire du programme fédéral de commandites, Charles Guité, demeurera derrière les barreaux au moins jusqu'au printemps, endroit peu commode pour préparer sa défense de concert avec les autres accusés.

Le juge Wery a finalement donné le feu vert au report du procès, d'autant plus que le représentant du procureur général, M^e Sylvain Lussier, ne s'y opposait pas.

Ententes

Parmi les ententes intervenues, il y a celle du Parti libéral du Canada, qui a versé 1,1 million; celle d'Éric Lafleur, qui a fait faillite et s'est engagé à rembourser un total de 150 000\$, à raison de 15 000\$ par année. Au départ, la somme de 2 millions lui était réclamée.

En outre, Paul Coffin a versé 1 million. La même somme a été versée par Claude Boulay et son entreprise, Everest. Quant à l'acheteur de Publicité Martin, il a fait un chèque de 50 000\$. Jean Brault, de Groupaction, a réglé pour 250 000\$. La société Draft/Media IDA Vision a versé de son côté la somme de 1 million pour acheter la paix.

Quant à Jean Lafleur et sa société Jean Lafleur Communication, ils ont fait faillite. Même chose pour Alain Renaud et Gilles-André Gosselin. Quant à son fils Nicolas, sa femme Andrée Côté Gosselin et son entreprise Centre de placement de professionnels en communication, ils n'ont aucun actif.

Procès d'un soldat canadien

Accusations retirées

PRESSE CANADIENNE

SHILO, MAN. — Les accusations portées contre un soldat canadien relativement au décès d'un collègue en Afghanistan, en 2006, ont été abandonnées, hier, en cour martiale.

Le caporal-chef Robbie Fraser faisait face à des accusations d'homicide involontaire et de négligence dans l'exercice de ses fonctions à la suite de la mort du caporal-chef Jeffrey Walsh.

On alléguait jusque-là que le coup fatal avait été tiré de l'arme du caporal-chef Fraser à l'intérieur d'un véhicule militaire près de Kandahar, en août 2006.

Mais hier, au début du procès en cour martiale à Shilo, au Manitoba, de nouveaux éléments de preuve ont été présentés, invalidant cette interprétation.

Le caporal-chef Fraser s'est dit soulagé que les accusations aient été abandonnées, mais a ajouté que rien n'allait changer sur ce qui s'était produit en cette journée du mois d'août 2006. «Cela a été difficile pour les deux familles. C'est bien que l'affaire soit terminée pour les deux», a-t-il déclaré.

Le procès en cour martiale a commencé hier, mais après une quinzaine de minutes d'audience, les accusations ont été abandonnées, a expliqué la porte-parole militaire Lori Truscott.

Analyse balistique

Selon une analyse balistique, deux armes avaient été placées l'une sur l'autre dans le véhicule militaire. L'une d'entre elles aurait désactivé le cran de sûreté de l'autre, déclenchant le coup de feu mortel qui a atteint le caporal-chef Walsh.

Cette analyse balistique a également établi qu'aucun résidu de tir d'arme à feu n'a été retrouvé sur les doigts de M. Fraser. Le caporal-chef a d'ailleurs toujours affirmé qu'il ne tenait pas d'arme au moment de l'incident.

La défense a appuyé sa stratégie en cour sur ces révélations.

M^{me} Truscott a précisé qu'une arme a déclenché le feu d'une autre arme plus petite, et qu'aucune de ces armes ne se trouvait dans les mains du caporal-chef Fraser.

Avant l'abandon des accusations, l'avocat de M. Fraser, le lieutenant-colonel Troy Sweet, a estimé lors d'une interview que cette affaire était un «accident malheureux».

L'Université de Montréal réélue

Cette année encore, l'Université de Montréal, avec ses écoles affiliées HEC Montréal et l'École polytechnique, figure parmi les 100 meilleures universités du monde, selon le palmarès annuel de l'hebdomadaire *Times Higher Education*.

Nous remercions nos étudiants, nos professeurs et tous les membres de notre communauté d'avoir hissé l'UdeM à de nouveaux sommets.

Avec ce résultat, l'UdeM s'impose plus que jamais comme chef de file sur l'échiquier mondial du savoir.

Université de Montréal

HEC MONTRÉAL



ÉCOLE
POLYTECHNIQUE
MONTRÉAL

BRANLE-BAS
DE COMBAT !



LES
SPORTS

Tous les jours dans
LA PRESSE

Action de grâce violente à Toronto

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Le week-end de l'Action de grâce a été particulièrement meurtrier dans la région de Toronto, où l'on a signalé la mort violente de huit personnes. Lundi, une femme de 43 ans et sa mère de 65 ans ont été poignardées à mort dans une maison du nord de la ville. Un voisin des victimes, âgé de 31 ans, a été accusé de meurtres prémédités. Trois personnes ont été tuées et quatre autres grièvement blessées lors de deux incidents distincts dans

la nuit de samedi à Mississauga, en banlieue de Toronto. Juste avant minuit, à une fête de fiançailles, un homme de 29 ans est mort après avoir été atteint de coups de feu. Deux autres hommes ont été grièvement blessés. Lors d'une bagarre survenue quelques heures plus tard, un homme de 19 ans est mort et un autre de 20 ans a été grièvement blessé après avoir été poignardés. Dimanche matin, un homme de 22 ans a été abattu dans un restaurant. Il a succombé à ses blessures à l'hôpital.

Une religieuse grecque congédiée demande réparation

AGENCE FRANCE-PRESSE

SALONIQUE — Une religieuse grecque congédiée d'un couvent du nord de la Grèce réclame le paiement de 240 000 euros (environ 380 000 \$CAN) d'arriérés pour 23 ans de dur labeur, a-t-on appris aujourd'hui de source judiciaire. La sœur âgée de 45 ans, dont l'identité n'a pas été révélée, a déposé une plainte devant

un tribunal de Salonique. Elle demande, outre les 240 300 euros, une somme de plusieurs dizaines de milliers d'euros qu'elle aurait donnée au couvent, a-t-on indiqué de même source. La religieuse affirme avoir été renvoyée du couvent de Koufalia, à une quarantaine de kilomètres de Salonique, après avoir manifesté en public son désaccord avec la mère supérieure.

Victime d'un tir policier à Saint-Michel

Abdullah accusé de voies de fait armées contre un agent

CHRISTIANE DESJARDINS

Nashwan Abdullah, jeune homme de 18 ans atteint d'un tir policier le 4 octobre dernier dans le quartier Saint-Michel, a été formellement inculpé de six accusations, hier, relativement à cet événement. Le ministère public a accusé M. Abdullah de voies de fait armées contre l'agent Hugo Desautels, de voies de fait contre l'agent Maxime Saint-Pierre, d'entrave au travail de quatre agents de police, de port d'arme (un couteau) et de méfait – pour avoir percé un pneu d'une voiture de police. Rappelons que l'incident est survenu à l'angle de la rue Everett et de la 23^e Avenue, le samedi 4 octobre vers midi. Les policiers ont d'abord tenté d'interpeller l'homme, qui était soupçonné d'avoir commis

une tentative de meurtre. Abdullah aurait fui à pied, pour être rattrapé un peu plus loin par les agents. Ces derniers auraient tenté de le maîtriser avec du gaz poivre, mais il aurait brandi un couteau. Un policier

Le jeune homme fait l'objet de six accusations liées aux circonstances de son arrestation le 4 octobre.

aurait alors répliqué avec son arme, atteignant le suspect au ventre. Après une brève hospitalisation, Abdullah a été conduit au palais de justice la semaine dernière. Il y a été accusé de

harcèlement et de menaces à l'endroit d'une ex-conjointe, ainsi que de tentative de meurtre d'un dénommé Marc-André Picard. L'événement se serait produit le 6 septembre dernier. Abdullah était présent à sa comparution hier matin. Sa mère a assisté à la brève audience. Ne parlant pas le français et très peu l'anglais, elle a recouru aux services d'une interprète. Une adolescente de 16 ans, qui s'est présentée comme une « ex-conjointe pendant deux ans et demi » de l'accusé, était aussi présente. Abdullah, qui se déplace encore avec un peu de difficulté, sera de retour devant le tribunal le 28 octobre pour son enquête sous cautionnement.

La retraite arrive plus vite que vous le pensez.

Êtes-vous prêt ? Aurez-vous assez d'argent pour en profiter ?

Prenez rendez-vous sans tarder avec un de nos conseillers.

1 877 333-5252
www.bnc.ca/rdv

BANQUE NATIONALE

TOUT DOIT ÊTRE VENDU!

LIQUIDATION D'INVENTAIRE DE 10 000 000 \$

SALLE À MANGER • CHAMBRE À COUCHER • SALON • CHAMBRE DE BÉBÉ • BUREAU PERSONNEL

50 à 75% DE RABAIS*

ACTIFS EN ACTION INC.

Professionnels de la disposition d'actifs
actifsenaction.com

795, 90e Avenue, LaSalle
du lundi au mercredi ...10 h à 18 h
le jeudi et le vendredi...10 h à 20 h
le samedi et le dimanche...10 h à 17 h

* Basé sur une comparaison de prix. Les stocks ont été accrus pour offrir un meilleur choix. Artides à prix net exclus. Termes: Comptant, Debit, Visa, Mastercard

DÉPENSES DES DIRECTEURS D'HÔPITAL

québécois sont prudents

les DG de grands établissements comme le CHUM dépensent plus que ceux qui dirigent de petits hôpitaux. «On leur demande de voyager, de rencontrer des gens partout au Québec... Leur tâche est plus grande», dit-il.

Le plus dépensier des DG de notre palmarès n'est toutefois pas à la tête d'un très gros hôpital. C'est le chef de l'Institut de réadaptation de Montréal (IRM), Jacques R. Nolet, qui dépense le plus avec près de 70 000\$ depuis 2003. Mais encore une fois, sur une base hebdomadaire, M. Nolet n'a dépensé que 270\$ chaque semaine.

Ses notes de restaurant, à 28 000\$, sont tout de même les plus élevées. M. Nolet explique cela par le fait qu'il paie toujours les repas lors des réunions du comité de direction de son établissement. «Au lieu que ce soit le président qui paye, je ramasse toujours la facture», dit-il.

C'est également M. Nolet qui dépense le plus en hôtels (17 000\$, ce qui inclut souvent le prix de l'avion) et en cadeaux (6000\$). Les cadeaux sont surtout liées à des achats faits à la Société des alcools du Québec (SAQ). M. Nolet a entre autres présenté deux factures de 410\$ et 510\$. Il affirme que ses dépenses à la SAQ visent à fêter les départs de cadres de l'IRM. «Quand un cadre part, je fais un vin d'honneur. J'achète une dizaine de bouteilles et on fête son départ en groupe», justifie M. Nolet, qui précise que ces bouteilles sont toutes vendues à des prix abordables.

Si M. Nolet a des dépenses importantes, ce n'est pas lui qui gagne le plus gros salaire. Au contraire, sa rémunération est parmi les plus basses (115 216\$ par année, plus 10 950\$ de bonus). C'est pourquoi M. Nolet ne figure pas dans le haut du palmarès des DG les plus dépensiers.

Latitude

Audeuxièmerang du classement se trouve la directrice générale de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont (HMR), Carole Deschambault. Son salaire atteint le deuxième rang du palmarès (204 250\$ par année) et son bonus est le plus gros (18 800\$ en 2007). Elle est toutefois loin d'être dépensière (moins de 38 000\$ depuis 2003), bien que ses notes de restaurant soient imposantes (27 000\$). La directrice de l'HMR a dégusté quelques repas à plus de 150\$ le couvert (vin inclus) au cours des dernières années.

PALMARÈS DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX D'HÔPITAUX LES PLUS DÉPENSIERS

Par catégorie de dépenses

	DÉPENSES TOTALES	AVION	HÔTEL	PRIME	RESTAURANTS	SALAIRE	TRANSPORT TERRESTRE
1	Institut de réadaptation de Montréal Jacques R. Nolet 70 000\$	CHUM Denis R. Roy 22 000\$	Institut de réadaptation de Montréal Jacques R. Nolet 17 000\$	Maisonneuve-Rosemont Carole Deschambault 18 768\$	Institut de réadaptation de Montréal Jacques R. Nolet 28 000\$	CHUM Denis R. Roy 226 530\$	Anna-Laberge Paul Moreau 22 000\$
2	CHUM Denis R. Roy 63 000\$	Hôpital de réadaptation juif André Ibghy 12 000\$	Hôpital de réadaptation juif André Ibghy 13 000\$	CHUQ René Rouleau 17 560\$	Hôpital Maisonneuve-Rosemont Carole Deschambault 27 000\$	Hôpital Maisonneuve-Rosemont Carole Deschambault 204 250\$	CHUS Patricia Gauthier 20 000\$
3	Hôpital Laval Michel Delamarre et Gilles Lagacé 58 000\$	Sainte-Justine Khiem Dao 11 000\$	CHUM Denis R. Roy 11 000\$	CHUS Patricia Gauthier 16 800\$	Hôpital Douglas Jacques Hendlisz 25 000\$	Centre hospitalier St. Mary Arvind K. Koshi 191 540\$	Institut de réadaptation de Montréal Jacques R. Nolet 17 000\$
4	Charles-LeMoynes Yves Benoît 56 000\$	Charles-LeMoynes Yves Benoît 9 000\$	Institut Philippe-Pinel Paul-André Lafleur 10 000\$	Sainte-Justine Khiem Dao 16 500\$	Charles-LeMoynes Yves Benoît 22 200\$	Hôpital général juif Henri Elbaz 189 801\$	Rivière-des-Prairies Michel Lapointe 14 000\$
5	Sainte-Justine Khiem Dao 47 000\$	Institut Philippe-Pinel Paul-André Lafleur 8 000\$	CHUS Patricia Gauthier 9 000\$	Institut de cardiologie Robert Busilacchi 13 970\$	Rivière-des-Prairies Michel Lapointe 22 000\$	Charles-LeMoynes Yves Benoît 183 596\$	CHUQ René Rouleau 10 000\$

Source: La Presse

Il y a quelques années, l'alcool n'était pas remboursé par les établissements de santé. Aujourd'hui, la règle s'est assouplie. «Mais il ne faut pas qu'il y ait d'abus», précise M. Denis.

Ce dernier ajoute toutefois qu'on demande aux directeurs généraux d'être des «hommes d'affaires» et qu'il faut donc leur laisser un peu de latitude par rapport à leurs dépenses de repas.

«Si un DG soupe avec un donateur et que le souper coûte 500\$, mais que le donateur finit par donner 2000\$ à l'hôpital, le repas a été profitable. Il faut tenir compte de ça», dit M. Denis.

Le directeur général de l'hôpital Charles-LeMoynes à Longueuil, Yves Benoît, arrive troisième au classement des DG les plus dépensiers. Son salaire n'est pas parmi les plus élevés (183 600\$ par année, plus un bonus de 9008\$). Mais il est au quatrième rang des plus dépensiers (56 050\$).

M. Benoît dépense principalement au restaurant (22 200\$). «Chaque fois qu'il y a un conseil d'administration, qui compte 20 personnes, notre directeur général prend la facture. C'est la pra-

tique, ici, explique la directrice des communications de l'hôpital Charles-LeMoynes (HCL), Sylvia Provost. La personne qui a le plus gros salaire paie la facture.»

M^{me} Provost ajoute que l'hôpital entretient des partenariats avec d'autres établissements et que «des partenariats, ça ne se fait pas dans un bureau».

Le DG de l'hôpital Charles-LeMoynes, qui a aujourd'hui quitté l'établissement, a voyagé un peu. Il a notamment participé à un colloque de santé publique dans un tout-inclus à Cuba pour 1369,50\$. Il s'est également rendu à Amsterdam et à Marseille. Les billets d'avion lui ont coûté 4626\$.

M. Denis assure qu'il ne faut pas se formaliser de ces voyages. Selon lui, les directeurs généraux du Québec, au contraire, ne voyagent pas assez. «Ils ont peur d'aller loin. Ils ne veulent pas abuser. Dans le milieu, aller plus loin que Boston est vu comme une hérésie, dit-il. Mais la santé, c'est universel. Il faut voyager pour s'inspirer. C'est triste que les DG aient peur de voyager.»

Avec la collaboration de William Leclerc

PALMARÈS DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX D'HÔPITAUX LES PLUS DÉPENSIERS

Par le cumulatif des salaires, primes et dépenses

1	CHUM	Denis R. Roy	289 198\$
2	Maisonneuve-Rosemont	Carole Deschambault	265 755\$
3	Charles-LeMoynes	Yves Benoît	248 654\$
4	CHUS	Patricia Gauthier	224 082\$
5	Sainte-Justine	Khiem Dao	223 224\$
6	CHUQ	René Rouleau	222 472\$
7	Hôpital Laval	Michel Delamarre et Gilles Lagacé	220 350\$
8	Sacré-Cœur	Michel Larivière	214 780\$
9	Enfant-Jésus	Marie Girard	201 050\$
10	Rivière-des-Prairies	Michel Lapointe	197 198\$
11	Institut de réadaptation	Jacques R. Nolet	195 569\$
12	Centre hospitalier St. Marys	Arvind K. Joshi	194 662\$
13	Hôpital général juif	Henri Elbaz	190 710\$
14	Douglas	Jacques Hendlisz	187 737\$
15	Institut de cardiologie	Robert Busilacchi	186 555\$
16	Louis-H. LaFontaine	André Lemieux	184 227\$
17	Anna-Laberge	Paul Moreau	181 818\$
18	Philippe-Pinel	Paul-André Lafleur	166 393\$
19	Hôtel-Dieu de Lévis	Hervé Moysan	162 509\$
20	Hôtel-Dieu de Sorel	Benoît Marchesseault	154 593\$
21	Hôpital de réadaptation juif	André Ibghy	142 437\$
22	Institut de gériatrie	Marie-France Simard	111 534\$
23	Hôpital Marie-Clarac	Sœur Pierre-Anne Mandato	104 814\$

Source: La Presse

Faites des milles. Et des milles.

Plus de vols, plus de destinations et plus de divertissements à chaque siège. Jusqu'à 40 000 milles-bonis Aéroplan^{MD}.

Profitez de notre solde international.

Les tarifs sont basés sur un ALLER SIMPLE et sont assujettis à l'achat d'un billet ALLER-RETOUR au départ de Montréal.

Dernières dates de départ tel qu'indiqué ci-dessous.

LONDRES
15 OCT.–10 DÉC. 2008
24 DÉC.–30 AVRIL 2009

199\$

PARIS
15 OCT.–10 DÉC. 2008
8 JANV.–30 AVRIL 2009

232\$

MUNICH¹/FRANCFORT¹
DÜSSELDORF¹
15 OCT.–10 DÉC. 2008
8 JANV.–30 AVRIL 2009

277\$

BOGOTÁ
LIMA
15 OCT.–10 DÉC. 2008

315\$

ZURICH
15 OCT.–10 DÉC. 2008
8 JANV.–30 AVRIL 2009

350\$

SÃO PAULO
15 OCT.–10 DÉC. 2008
8 JANV.–30 AVRIL 2009

405\$

BEIJING
SHANGHAI
15 OCT.–10 DÉC. 2008
8 JANV.–30 AVRIL 2009

480\$

SÉOUL
15 OCT.–10 DÉC. 2008
8 JANV.–30 AVRIL 2009

529\$

HONG KONG
15 OCT.–10 DÉC. 2008
8 JANV.–30 AVRIL 2009

640\$

SYDNEY, AUSTR.
20 OCT.–27 NOV. 2008

750\$

Le supplément des frais de carburant n'est pas inclus dans les tarifs: il varie de 65\$ à 225\$ par aller simple pour les destinations internationales.

Voilà un aperçu des destinations en solde. De plus, inscrivez-vous dès maintenant et obtenez jusqu'à 40 000 milles-bonis Aéroplan en voyageant entre le 8 septembre et le 15 décembre 2008.

Choisissez librement en ligne sur aircanada.com ou en appelant votre agent de voyages. Vous pouvez également nous appeler au 1 888 247-2262.

L'offre prend fin le 23 octobre 2008.



aircanada.com
La liberté de voyager à votre façon

3581372A
Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûtera 25\$ additionnels par personne, jusqu'à un maximum de 100\$ par réservation (non remboursables, taxes en sus). Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Réserve d'hôtel, location de voiture et autres services à destination offerts par des chefs de file de l'industrie du voyage, par l'intermédiaire de WWTMS. Les billets doivent être achetés au plus tard le 23 octobre 2008. Le supplément des frais de carburant, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les taxes et les autres frais et suppléments ne sont pas inclus. Les billets sont remboursables, moyennant des frais de pénalité. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon les dates de départ et de retour. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada ou d'Air Canada Jazz™. Le supplément des frais de carburant varie selon le trajet effectué. Les tarifs sont basés sur un aller simple et ne sont accessibles qu'à l'occasion de l'achat d'un billet aller-retour. Dates de départ tel qu'indiqué ci-dessus. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. L'achat à l'avance peut être requis. Un séjour minimal ou maximal peut être requis et d'autres conditions peuvent s'appliquer. Promotion milles-bonis Aéroplan: Vous devez être membre du programme Aéroplan et vous inscrire pour être admissible à cette promotion. Les milles-bonis Aéroplan sont attribués pour les voyages à bord des vols admissibles exploités par Air Canada entre le Canada et l'Europe, l'Asie, l'Australie et l'Amérique du Sud. Les voyages doivent être effectués entre le 8 septembre et le 15 décembre 2008. Les milles-bonis sont attribués de la façon suivante: 10 000 milles-bonis pour trois (3) allers simples; 15 000 milles-bonis supplémentaires pour six (6) allers simples; et 15 000 milles-bonis additionnels pour neuf (9) allers simples, soit un total pouvant atteindre 40 000 milles-bonis. Les milles-bonis Aéroplan ne sont pas des milles-privileges Air Canada et ne permettent pas l'accès à un statut supérieur Air Canada. Certaines conditions s'appliquent. Pour obtenir la liste des vols et des tarifs admissibles, pour vous inscrire et pour tous les autres détails, visitez aircanada.com. ¹ Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. ² Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan, société en commandite. ³ En collaboration avec Lufthansa, membre du réseau Star Alliance™.

DÉPENSES DES DIRECTEURS D'HÔPITAL

Des réclamations de 900 \$ en... cinq ans

Quelques dossiers d'hôpital comportent des éléments intrigants

ARIANE LACOURSIÈRE

Deux hôpitaux ont refusé de transmettre les allocations de dépenses de leur directeur général à *La Presse*: le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) et l'hôpital Santa Cabrini.

D'autres documents comportaient des éléments intrigants. Par exemple, le dossier transmis par l'Hôpital général juif (HGJ) montre que l'ancien directeur général, Henri Elbaz, n'a dépensé

qu'un peu plus de 900 \$ depuis 2003. C'est nettement moins que l'ensemble de ses collègues.

Mais selon l'HGJ, les données obtenues par *La Presse* sont véridiques. « M. Elbaz était très prudent dans ses dépenses », dit la porte-parole de l'HGJ, Reena Khudaïl. Penser qu'un directeur général n'a dépensé que 900 \$ depuis 2003 est-il réaliste? Doit-on conclure que M. Elbaz n'a participé à aucun colloque ou repas depuis 2002?

Pas nécessairement, selon le président de l'Association des directeurs généraux des services de santé et des services sociaux du Québec (ADGSSSQ), Michel R. Denis. « Dans les gros hôpitaux, les dépenses sont parfois payées par les fondations ou par des entreprises. Les directeurs généraux de gros hôpitaux ont plus de recours pour se faire rembourser leurs dépenses », dit-il.

Un remboursement de 70 cents

Cinquième au palmarès des DG les plus dépensiers, l'ancien directeur de l'hôpital Sainte-Justine, Khiem Dao, est le seul à s'être fait rembourser un certain pourcentage de ses frais de téléphone cellulaire (20 %). Certains remboursements sont ridiculement petits. Par exemple, en mai 2005, M. Dao a déposé une facture de 3,50 \$ pour se faire rembourser 70 cents.

À Sainte-Justine, on explique que jusqu'à tout récemment, on remboursait 20 % des frais téléphoniques de M. Dao, car « c'était à peu près la proportion d'appels qui étaient faits pour le travail », explique la porte-parole de l'établissement, Mélanie Dallaire. Mais il y a un an, on s'est rendu compte que ça ne valait pas la peine et qu'on redonnait parfois des sommes très petites. Après, le cellulaire a été fourni à M. Dao. »

La seule autre facture présentant une curiosité appartient au directeur général de l'hôpital Laval, Michel Delambre. Ce dernier s'est acheté un assistant personnel numérique (Palm), et ses accessoires pour près de 1200 \$.

La directrice générale de l'hôpital Enfant-Jésus, Marie Girard, a profité d'un bien meilleur prix. Elle a acheté le même appareil pour... 345 \$!



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE
L'ex-directeur général de l'hôpital Sainte-Justine, Khiem Dao, a reçu des remboursements ridiculement petits.

Réunion d'affaires à Québec!

hôtel quartier

L'HÔTEL - TENDANCE À PRIX IRRÉSISTIBLE...

1 888 818-5863

à partir de
109,99\$

www.hotelquartier.com

3591590

Souffrez-vous de migraines fréquentes?

Apprenez-en plus sur l'évaluation de la communication entre les 2 oreillettes cardiaques congénitale et l'étude d'un traitement possible de la migraine

Nous recherchons des personnes âgées de 18 à 65 ans qui souffrent de migraines avec aura et ayant essayé, en vain, de prévenir les épisodes de migraine à l'aide d'une médication sur une base quotidienne.

Les participants feront l'objet d'une évaluation de la communication entre les 2 oreillettes cardiaques congénitale et d'autres critères d'étude clinique et ils pourront subir une intervention non chirurgicale pour colmater cet orifice.

Appelez le 1-866-281-9564

Institut de Cardiologie de Montréal

©2007 AGA Medical Corporation

356847A

3586503

ANGLAIS
CONVERSATION OU ANGLAIS DES AFFAIRES
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue
À temps partiel et semi-intensif | COURS **INTENSIF**
matin, après-midi, soir, samedi de jour, 25 h/semaine
1 à 7 fois/sem. * 390 \$/45 h* 170 \$ à 190 \$/semaine*
*matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 50 \$
Formation en Entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues

Converlang
école de langues postmoderne
agrée par Emploi-Québec
1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, Montréal
(514) 278-5309 www.converlang.com
Laurier

L'abat-jour
est à la **mode**

Plus de 5 000 abat-jour en magasin, le plus grand choix au Canada.
• Réparation de lampes sur place
• Service de recouvrement sur mesure

N'oubliez pas d'apporter votre lampe pour un ajustement parfait!

PRÉSENTEZ CETTE ANNONCE ET OBTENEZ
15% de rabais
APPLICABLE À L'ACHAT D'ABAT-JOUR. Valable du 15 octobre 2008 au 28 février 2009

ABATJOUR ILLIMITES
LAMPAIRES
4875, Jean-Talon Ouest (près de Décarie)
Montréal • H4P 1W7
Tél.: **(514) 344-8555**
www.abatjourillimites.ca

3585910

Vous cherchez une meilleure façon de vous rendre à Toronto? Apprenez votre leçon:

✓ 9 vols quotidiens directs depuis Montréal

✓ Débarquez au centre-ville de Toronto

✓ Accès exclusif à notre salon d'attente

✓ Bières, boissons et collations gratuites

✓ Sièges spacieux en cuir

✓ Navette gratuite vers la gare Union

Prenez un de nos 9 vols quotidiens sans escale au départ de Montréal vers l'aéroport du centre-ville de Toronto à partir de 79\$*.

Réservez en ligne, appelez le 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyage.

* Réservez avant le 22 octobre 2008 pour vos trajets avant le 22 mars 2009. Achat requis 7 jours à l'avance. Le trajet aller simple en classe Fixe n'inclut pas les taxes, frais et surcharges. Les sièges offerts à ce tarif sont en quantité limitée et peuvent ne pas être disponible sur tous les vols. Valable pour les nouvelles réservations seulement.

www.flyporter.com

3581292A



CYBERPRESSE.CA

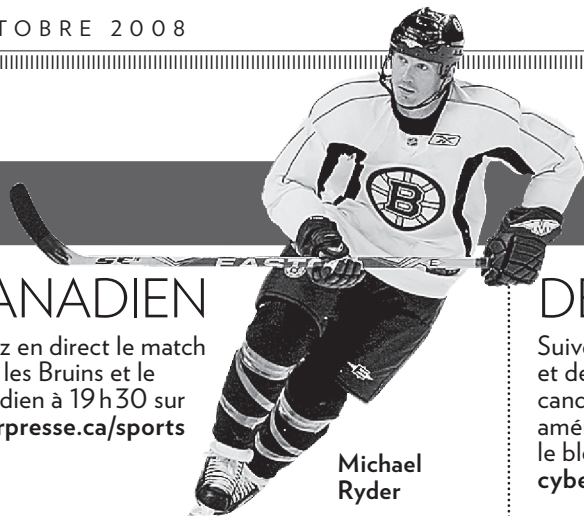
CIRCONSCRIPTION

Allez sur cyberpresse.ca/resultats pour connaître les résultats détaillés des élections dans votre circonscription



CANADIEN

Suivez en direct le match entre les Bruins et le Canadien à 19 h 30 sur cyberpresse.ca/sports



Michael Ryder

DÉBAT

Suivez le troisième et dernier débat des candidats à la présidence américaine, en direct, sur le blogue de Richard Hétu: cyberpresse.ca/hetu

NOS BLOGUES



ANDRÉ PRATTE Exigez-vous le français?

Deux enquêtes sur la langue française tracent un portrait plutôt rassurant de la situation linguistique dans les PME québécoises.

Lisez la suite sur cyberpresse.ca/edito

Dépenses des directeurs d'hôpital

Une fonction difficile à remplir

ARIANE LACOURSIÈRE

Mis à part les salaires et les bonus, qui sont fixés par la loi, aucune règle ne dicte les dépenses qui peuvent ou non être remboursées aux directeurs généraux des hôpitaux du Québec.

Les DG doivent simplement présenter leurs notes de frais au conseil d'administration, qui doit ensuite les approuver. Pour être remboursées, les dépenses doivent être jugées «réelles et raisonnables», dit la loi.

Le président de l'Association des directeurs généraux des services de santé et des services sociaux du Québec, Michel R. Denis, croit que la quasi-totalité des DG ne dépensent pas abusivement.

M. Denis affirme que, depuis que les établissements de santé ont été regroupés dans les Centres de santé et de services sociaux (CSSS), le nombre de directeurs généraux est passé de 700 à 180.

Si le nombre de DG a diminué, leur tâche s'est complexifiée. «Mais leur salaire n'a pas beaucoup augmenté. Ailleurs au Canada, les DG gagnent au moins le double de ceux du Québec», dit M. Denis.

C'est pourquoi M. Denis affirme qu'il ne faut pas paniquer lorsqu'on voit des allocations de dépenses importantes.

La directrice générale de l'Association québécoise des établissements de santé du Québec, Lise Denis, affirme que la majorité des directeurs généraux des hôpitaux du Québec gagnent entre 100 000\$ et 125 000\$ par année, «soit nettement moins que ceux du privé». «On se demande même si la rémunération des DG est suffisante», ajoute-t-elle.

M^{me} Denis explique que les postes de DG sont difficiles à combler. Actuellement, certains postes majeurs sont vacants. On n'a aucun candidat sérieux pour remplacer le directeur démissionnaire du CHUM, Denis R. Roy. Le Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine a aussi attendu de longues semaines avant de trouver un successeur au directeur général, Khiem Dao, qui a récemment pris sa retraite.

À quelle autre source d'énergie pouvait-on s'attendre pour alimenter une Machine Verte?



À notre avis, une Machine Verte® doit fonctionner à l'énergie verte. Voilà pourquoi, nous nous sommes entendus avec Bullfrog Power et l'Institut Pembina pour fournir à tout notre réseau de GAB de l'énergie propre, sans émission polluante, qui provient de sources comme l'énergie éolienne ou l'énergie hydroélectrique à faible incidence sur l'environnement. Rendre nos Machines Vertes plus écologiques ne constitue qu'une des mesures que nous prenons pour réduire notre impact sur l'environnement.

solde annuel
de 30% à 70%

ROBES
DE MARIÉE,
DE SOIRÉE
ACCESSOIRES

à partir de 200\$ taxes incluses

FRANCE B. PRONUPTIA
6832, rue St-Hubert, Montréal
514-273-3334

Exceptionnellement ouvert les
dimanches 12, 19 et 26 octobre de 12 à 17h



Canada Trust
Des services bancaires confortables

ACTUALITÉS

Un homme meurt écrasé sous une pierre tombale

BRYAN MICHAUD
LE DROIT

Un septuagénaire de Gatineau est mort au cimetière Saint-Grégoire, à Buckingham, après avoir été écrasé par la fondation en béton de la pierre tombale de ses parents.

« Ces travaux n’ont pas été effectués sur un coup de tête. Par contre, les opérations devaient se faire en présence d’un employé de la paroisse. »

Le père Romain Trépanier, de la paroisse Saint-Grégoire-de-Nazianze, a confirmé au *Droit* que l’homme de 77 ans avait conclu une entente avec sa paroisse pour faire des travaux en vue d’enlever une pierre tombale. L’homme voulait déménager le monument de ses parents sur un autre terrain.

« Ces travaux n’ont pas été effectués sur un coup de tête. Par

contre, les opérations devaient se faire en présence d’un employé de la paroisse, ajoute M. Trépanier. Notre employé lui avait fait part de cela de façon orale. Lundi, personne ne travaillait au cimetière à cause de l’Action de grâce. »

« J’ai appris la mort de cet homme hier soir (lundi), pour-

agents de la paix s’étaient rendus sur place après avoir reçu l’appel d’un employé du cimetière, peu après 19h, qui avait remarqué une voiture inoccupée sur le terrain.

« L’employé était venu au cimetière pour barrer les portes donnant accès au terrain, continue M. Trépanier.

La police de Gatineau a ouvert une enquête.

Pas besoin de permis

Il n’est pas nécessaire d’obtenir un permis pour faire des travaux d’enlèvement d’une pierre tombale, au Québec. Selon le père Trépanier, une entente avec la direction du cimetière suffit. Par contre, si une personne veut déménager le cercueil et les restes humains d’un défunt, plusieurs procédures sont nécessaires. « Pour l’exhumation, il faut l’autorisation des autorités civiles et religieuses, explique M. Trépanier. »

Un juge américain réinstaure la protection des loups dans les Rocheuses

AGENCE FRANCE-PRESSE

LOS ANGELES — Un juge américain a réinstauré hier la protection des loups du nord des montagnes Rocheuses, accordant une victoire à 12 groupes écologistes qui avaient déposé un recours contre une décision gouvernementale, selon des documents judiciaires.

« Le loup gris du nord des montagnes Rocheuses réintègre la liste des espèces en danger et protégées », a décidé le magistrat fédéral Donald Molloy, siégeant à Missoula (Montana, Nord-Ouest) dans une ordonnance écrite.

Douze groupes de défense de l’environnement avaient porté plainte en avril pour obtenir l’annulation du retrait des loups de la liste des espèces menacées dans trois États du nord et de l’ouest (Idaho, Montana, Wyoming), décidée par les autorités fédérales qui jugeaient que la réintroduction de cette espèce avait été couronnée de succès.

Avec le retrait de la protection fédérale, les États se retrouvaient

libres de gérer les populations de loups. Les 12 groupes craignaient une « gestion inadéquate et biaisée » et l’un d’entre eux, « Defenders of Wildlife » (Défenseurs de la faune sauvage) avait affirmé que les autorités locales avaient donné carte blanche à leurs habitants pour tuer des loups de façon indiscriminée.

En 1974, les loups avaient quasiment disparu des 48 États américains continentaux, sauf quelques hardes dans le Minnesota et le Michigan. En 1995, 66 individus avaient été lâchés par le gouvernement dans l’Idaho et près du parc national du Yellowstone voisin, dans l’espoir de les voir croître et se multiplier.

Cela a été le cas. Aujourd’hui, quelque 1200 loups déambulent en Idaho, dans le Montana et au Wyoming. Mais les agriculteurs, très influents dans la région, restent opposés à leur présence et mettent en avant les pertes que des attaques de loups occasionnent au bétail.

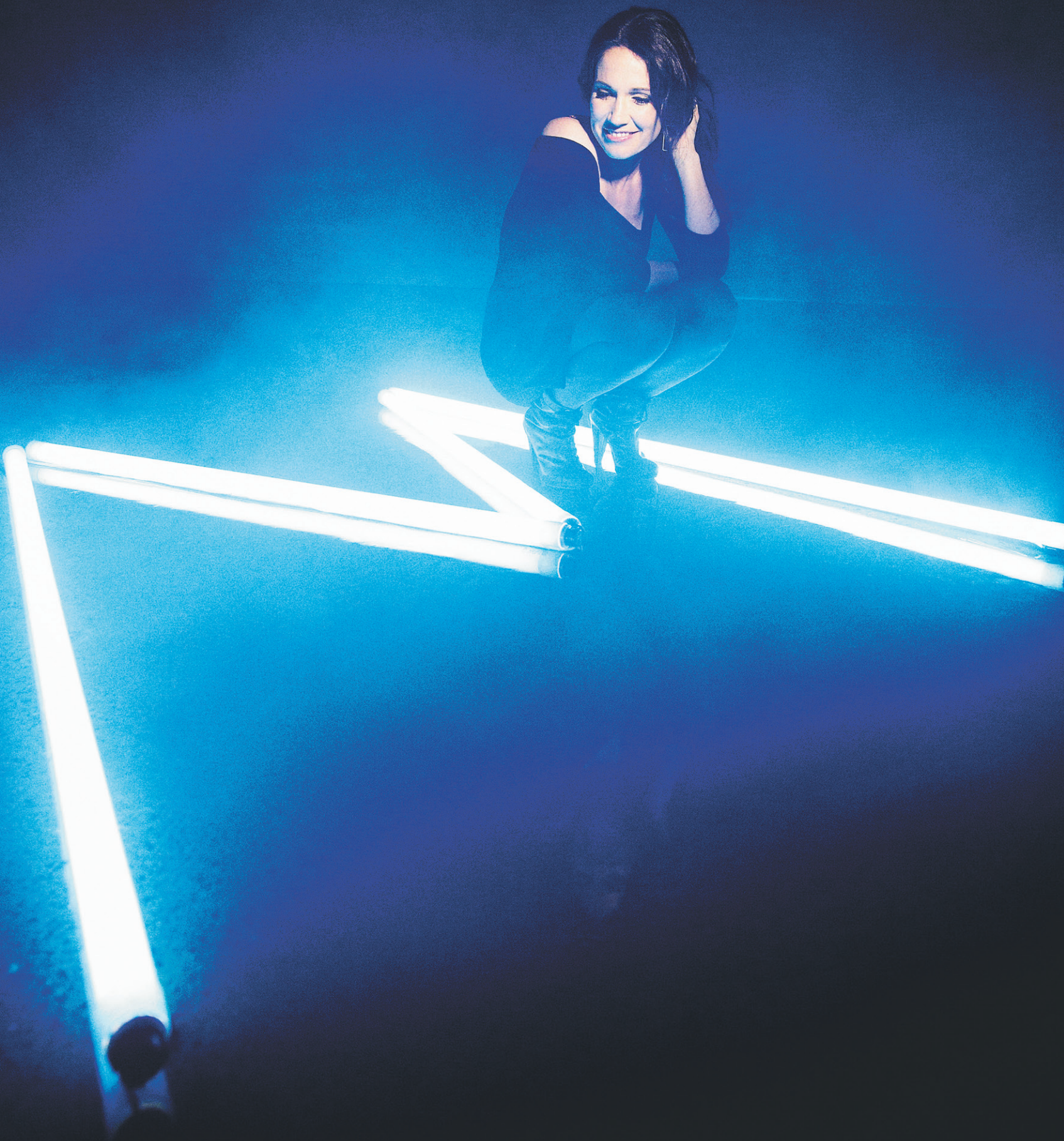
JUSTE DE LA MUSIQUE !

TÉLÉVISION

PREMIÈRE CE SOIR 21 H

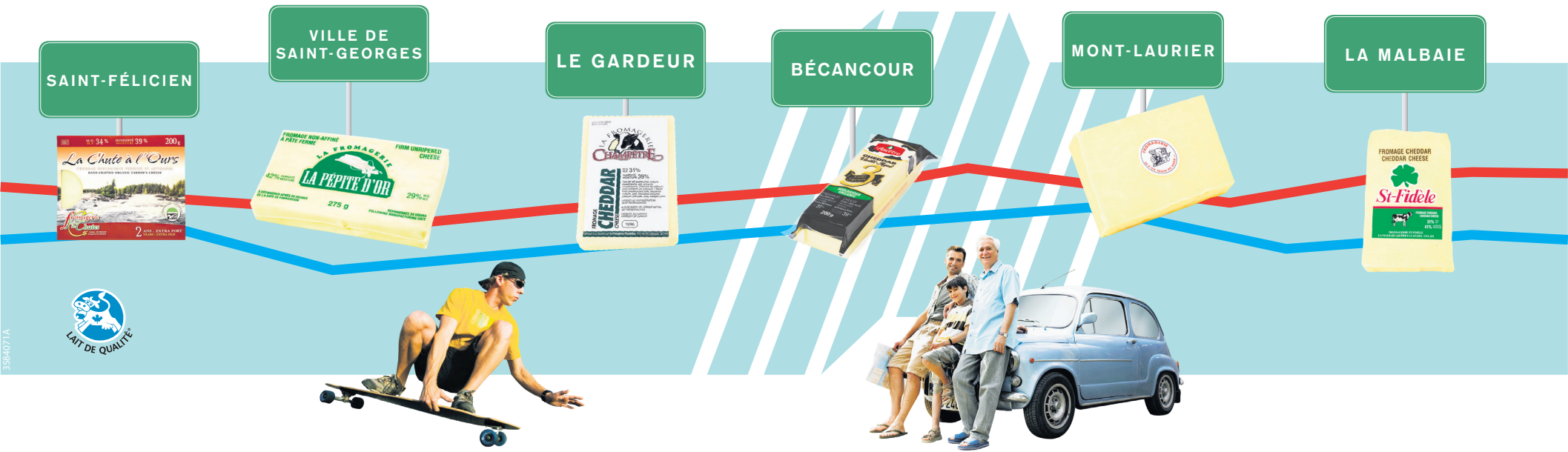
M POUR MUSIQUE

ANIMÉE PAR FRANCE BEAUDOIN
[HD] Radio-Canada.ca/mpourmusique



CETTE SEMAINE : PATSY GALLANT, GILLES VIGNEAULT, MES AÎEUX, COEUR DE PIRATE, ARIANE MOFFATT, VINCENT VALLIÈRES, MARIE-MAI, ALFA ROCOCO, JONATHAN PAINCHAUD, NICOLA CICCONE, ÉRIC LAPOINTE, ISABELLE BOULAY, ANIK JEAN ET ANDRÉE WATTERS

RÉALISATION-COORDINATION : LYNN PHANEUF



Éducation Cours d'éthique et de culture religieuse à l'école

Bras de fer judiciaire à Drummondville

JEAN-PIERRE BOISVERT
LA TRIBUNE

DRUMMONDVILLE — C'est à Drummondville que va se jouer le bras de fer judiciaire entre les opposants au cours obligatoire d'éthique et de culture religieuse et le ministère de l'Éducation du Québec.

En effet, une poursuite engagée par les parents, représentés par M^e Jean-Yves Côté, contre la commission scolaire des Chênes, visant à reconnaître le droit pour leurs enfants d'être exemptés du cours d'éthique et de culture religieuse (ECR), servira de cause type pour tout le Québec.

Dès le 6 novembre, le juge Jean-Guy Dubois entendra, au palais de justice de Drummondville, les représentants des deux parties qui s'attendent à ce que celui-ci détermine une date précise pour le début des audiences, ce qui

devrait se faire un peu après la période des Fêtes.

M^e Côté fera face aux avocats de la commission scolaire des Chênes ainsi qu'à ceux du procureur général du Québec, représentant le ministère de l'Éducation. Selon M^e Côté, la requête déposée en Cour

refusées», a déclaré M^e Côté qui entend s'appuyer sur la cause Ron Carelli contre Duplessis, dans les années 50, pour faire valoir que les commissaires se sont laissés influencer par la ministre Courchesne qui n'avait pas le pouvoir d'agir de la sorte.

sir entre l'enseignement religieux et l'enseignement moral. Nous ne cherchons pas à interdire le cours ECR, mais nous nous attaquons à son caractère obligatoire», d'expliquer M^e Côté.

À la CSDC, Bernard Gauthier, directeur du service des commu-

« Nous avons reçu environ 140 demandes d'exemption et un peu plus de 20 élèves ont été retirés du cours ECR. De ceux-là, 19 sont de l'école des Deux-Rivières à Saint-Lucien », a révélé M. Gauthier.

Enfin, selon M^e Côté, le collège Loyola, une institution privée à Montréal, a également engagé des procédures judiciaires. « C'est un collège privé et la nature de la cause sera différente. Quant à notre cause, elle sera sans doute la seule à être entendue du côté du système public. Et j'espère que ça restera ainsi, car multiplier les requêtes ne serait pas la meilleure chose à faire », a-t-il affirmé.

Les opposants au cours ECR, réunis sous la bannière Coalition pour la liberté en éducation, ont mis en ligne un site internet: www.coalition-cle.org.

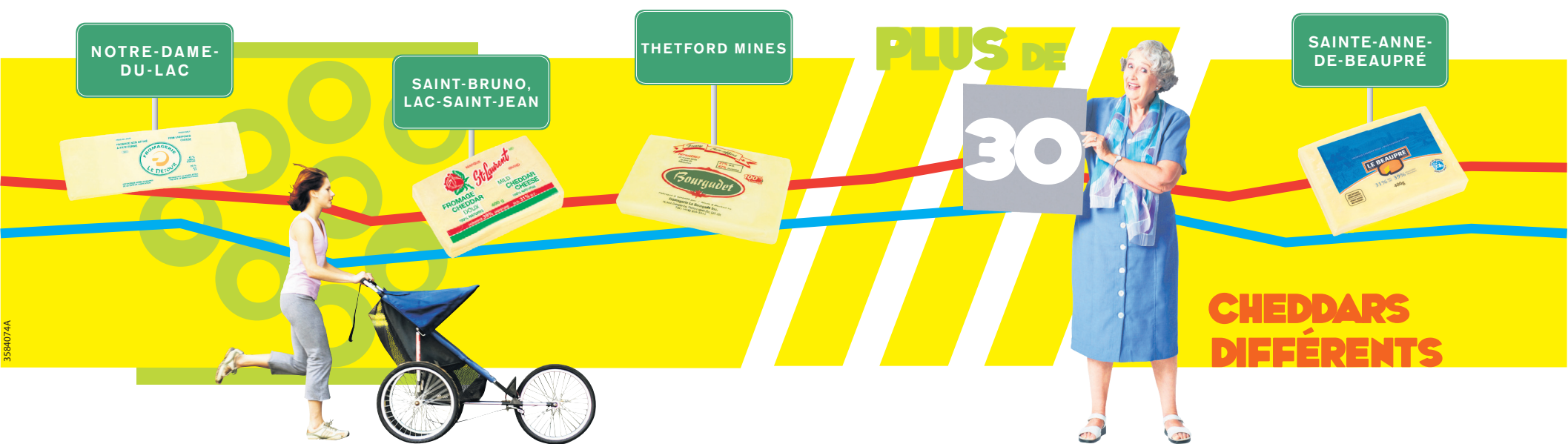
« Nous voulons démontrer qu'il est illégal d'abolir le régime qui permettait auparavant aux parents de choisir entre l'enseignement religieux et l'enseignement moral. Nous ne cherchons pas à interdire le cours ECR, mais nous nous attaquons à son caractère obligatoire. »

supérieure comprend deux recours.

« D'abord, nous avons déposé une requête pour que soit révisée la décision prise par les commissaires de la CSDC en juin dernier, laquelle confirmait que toutes les demandes d'exemption (à suivre le cours ECR) allaient être

« Notre requête contient également un recours en jugement déclaratoire pour faire déclarer inconstitutionnelle la perte du régime de libre choix. Nous voulons démontrer qu'il est illégal d'abolir le régime qui permettait auparavant aux parents de choi-

nications, souligne qu'aucune déclaration officielle ne sera faite par la direction, l'affaire étant devant les tribunaux, mais il confirme que la commission scolaire est consciente qu'il s'agit d'une cause type et qu'elle prépare sa défense avec les avocats.



Ambitieux plan d'action à l'Université de Sherbrooke

3,5 millions par an au développement durable

GILLES FISETTE
LA TRIBUNE

SHERBROOKE — L'Université de Sherbrooke s'engage à consacrer au-delà de 3,5 millions par année à un plan d'action en développement durable qui vise l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre prévus dans le protocole de Kyoto.

Il s'agit, soutient la direction de l'université, du « plus ambitieux plan d'action en développement durable dans le milieu universitaire québécois et même canadien ».

Décollant d'une consultation menée par le Comité de développement durable, le plan comporte 110 mesures qui « viendront fixer des balises pour intégrer les pratiques durables dans les programmes d'enseignement et

de recherche, les projets immobiliers, les événements et les habitudes de transport ».

Comme l'explique Alain Webster, vice-recteur à l'administration et au développement durable, « tous les secteurs de la vie universitaire sont ciblés. On parle de 110 objectifs et actions regroupés en 9 chantiers. Que ce soit la réduction de l'empreinte écologique, l'intégration du développement durable aux activités ou encore le déploiement d'un cœur piétonnier au campus principal, toutes les mesures sont essentielles. »

Il a ajouté que toutes ces mesures ont été rigoureusement budgétées et permettront d'atteindre à la fois les objectifs de développement durable et les objectifs financiers.

« Dans un contexte où le coût de l'énergie est en croissance, plusieurs de ces investissements seront non seulement entièrement récupérés, mais ils nous permettront de réaliser des gains substantiels », a-t-il souligné.

Le plan d'action vise, dans un premier temps, l'intégration de ce concept dans la mission d'enseignement et de recherche de l'université. Ainsi, les notions de développement durable seront intégrées dans tous les programmes de baccalauréat et de maîtrise professionnelle au cours des prochaines années et de nouveaux programmes de bourses d'excellence seront offerts aux étudiants des cycles supérieurs.

La réduction de la consommation d'énergie figure parmi les engagements prioritaires. « Grâce

à nos investissements stratégiques, l'université devrait atteindre la cible de réduction des gaz à effets de serre du protocole de Kyoto à la fin de la présente année universitaire. Et l'objectif est d'aller encore plus loin », a précisé M. Webster. La stratégie vise tant la performance énergétique des immeubles que le recours aux énergies renouvelables et à la géothermie.

L'Université veut également mettre sur pied un centre d'expertise régional voué à l'éducation au développement durable.

L'une des mesures les plus remarquées de ce plan d'action sera la transformation du centre du campus principal de Sherbrooke en un nouveau cœur piétonnier. D'ici l'an prochain, on fermera les stationnements du centre du campus pour les

remplacer par un nouvel espace vert comportant une centaine d'arbres et d'arbustes indigènes, du mobilier urbain et des bassins d'eau alimentés par les eaux de pluie. Ces mesures auront pour effet de déplacer les véhicules à la périphérie du cœur du campus et de valoriser les autres formes de transport, comme l'autobus et le vélo. La transformation du cœur piétonnier sera financée par des dons privés et la Fondation de l'Université de Sherbrooke.

Le plan d'action prévoit davantage de pistes cyclables, de meilleurs aménagements piétonniers ainsi que le renouvellement de l'entente avec la Société de transport de Sherbrooke donnant aux étudiants le libre accès aux transports collectifs.



ACTUALITÉS

ANJOU

Mobilisation contre une antenne du ministère des Transports

ÉRIC CLÉMENT

La mise en place par le ministère des Transports du Québec (MTQ) d’une antenne de télécommunications haute de 200 pieds dans un quartier de l’arrondissement d’Anjou a semé la consternation chez les résidants, qui réclament son démantèlement.

Plusieurs d’entre eux sont venus exprimer leur découragement et présenter une pétition de 150 noms au conseil d’arrondissement, mardi. Pour Dominique Ruscio, résidant de l’avenue Tourelles, cette tour est « laide ».

« On la voit de partout, dit-il. De plus, est-ce que les systèmes de télécommunications ou les émetteurs qui pourraient y être placés peuvent nuire à la santé? Et surtout, ça s’est fait dans le plus grand secret. Personne n’était au courant. C’est quand même incroyable! Cela

démontre le mépris du ministère des Transports, car on aurait pu la placer ailleurs. »

Le MTQ a installé cette antenne afin d’améliorer ses communications par ondes hertziennes. Elle l’a placée sur un terrain qui lui appartient près de l’autoroute 25, après avoir obtenu un permis en bonne et due forme du service d’urbanisme de l’arrondissement. Mais le MTQ aurait pu s’en passer, selon la réglementation fédérale et provinciale.

Si Radio-Canada, pour le renouvellement du bail concernant son antenne sur le mont Royal, a dû passer par une consultation publique, ce n’est pas le cas du MTQ, qui n’a pas eu besoin d’informer les résidants et encore moins de demander leur avis.

Le maire d’Anjou, Luis Miranda, dit avoir été mis au courant de ce dossier « il y a deux semaines ». « Nos gens étaient au courant depuis

avril, dit-il. Jamais personne ne m’a rien dit. C’est clair que c’est un manque flagrant de nos fonctionnaires, car même si on ne pouvait refuser de permis, on aurait pu faire des pressions pour que la tour soit placée ailleurs. Je comprends les citoyens, qui ont 100% raison. »

La mobilisation des citoyens a des effets. La députée libérale d’Anjou, Lise Thériault, a communiqué avec le Conseil du Trésor. Les travaux d’aménagement de l’antenne ont été arrêtés. M^{me} Thériault a aussi joint M. Miranda, qui lui a dit que l’arrondissement était prêt à donner un terrain dans le quartier industriel.

« Le Ministère se rend compte que ce n’était pas une chose à faire en ville, dit M. Miranda. Dans notre dépôt à neige, il y a de la place et c’est loin des quartiers résidentiels. Je pense que l’antenne sera bientôt déplacée. »

SÉRIE *FÉLIX LECLERC*

Radio-Canada est condamnée

CHRISTIANE DESJARDINS

Pour avoir laissé la « frustration et l’opiniâtreté guider leur comportement » à l’égard de la série *Félix Leclerc*, Radio-Canada et son ex-chef de la programmation, Mario Clément, se voient condamnés à payer 200 000\$ au couple Claude Fournier et Marie-José Raymond.

Respectivement scénariste-réalisateur et productrice de la série, M. Fournier et M^{me} Raymond n’avaient pas apprécié que Mario Clément descende la série et leur travail, lors d’une conférence de presse téléphonique, le 2 mars 2005, deux jours après la diffusion du premier épisode. « C’est une des plus mauvaises séries... *Félix Leclerc* est le parfait exemple de ce qu’il ne faut pas faire... Je n’aime pas

la réalisation, les textes et les acteurs... » avait entre autres dit M. Clément.

Abus et règlement de comptes

Alléguant une atteinte à sa réputation, le couple Fournier-Raymond a intenté une poursuite de 4,3 millions en dommages et intérêts dans la foulée de cette affaire. Le procès s’est tenu devant le juge de la Cour supérieure Richard Wagner, il y a quelques mois. Dans son jugement rendu hier, le magistrat conclut à un abus de droit et à un règlement de comptes tout aussi « inattendu que répréhensible », de la part de M. Clément et Radio-Canada. « Le tribunal est d’avis que les gestes et propos tenus dépassent largement le cadre raisonnable d’une gestion responsable », souligne le juge.



C’est le bon moment pour mettre la main sur un téléphone intelligent qui en fait plus.



Téléphone intelligent 3G BlackBerry[®] Curve[™] 8330

99⁹⁵\$

avec un forfait voix et données de 45 \$ et un contrat de 3 ans! (549,95 \$ sans contrat)



Téléphone intelligent 3G HTC 6800

49⁹⁵\$

avec un forfait voix et données de 45 \$ et un contrat de 3 ans! (149,95 \$ sans contrat)



Téléphone intelligent 3G BlackBerry[®] Pearl[™] 8130

49⁹⁵\$

avec un forfait voix et données de 45 \$ et un contrat de 3 ans! (449,95 \$ sans contrat)



Téléphone intelligent 3G Treo[™] 700wx

0\$

contrat de 3 ans* (99,95 \$ sans contrat)

Quand on a un téléphone intelligent à un prix intelligent

la vie est **Bell**

Offert dans les magasins Bell suivants:

MONTRÉAL
892, rue Ste-Catherine O
514 866-6686

Carrefour Industrielle Alliance
514 286-2797

Centre Eaton
514 842-5300

Centre Rockland
514 340-1269

Faubourg Ste-Catherine
514 989-9374

Plaza Alexis Nihon
514 939-2439

Tour Jean-Talon (Ground Floor)
514 270-1155

L’offre prend fin le 6 novembre 2008. Offert avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau mobile haute vitesse de Bell Mobilité. D’autres frais, tels que, sur une base mensuelle, 9-1-1 (75 c), accès au réseau (qui ne sont pas exigés par le gouvernement; 8,95 \$) et frais uniques d’activation d’appareil (35 \$) s’appliquent. Modifi able sans préavis et ne peut être combiné avec aucune autre offre. Taxes en sus. D’autres conditions s’appliquent. (1) Avec une nouvelle activation d’un forfait mensuel voix et d’une option de données d’une valeur min. totale de 45 \$/mois. (2) Avec une nouvelle activation d’un forfait voix mensuel. BlackBerry, RIM, Research In Motion, SureType et les marques de commerce, noms et logos associés sont la propriété de Research In Motion Limited et sont des marques déposées aux États-Unis et dans d’autres pays. Treo est une marque de commerce de Palm, Inc. Windows Live est une marque de commerce de Microsoft Corporation aux États-Unis et dans d’autres pays. Facebook est une marque déposée de Facebook Inc. ou de ses sociétés affiliées. Google et le logo Google sont des marques de commerce de Google Inc.

DEVENEZ
consultant(e)
À TEMPS PLEIN OU À TEMPS PARTIEL

À partir de vos formations, connaissances et expériences de travail, et ce, quelque soit votre spécialité.

THÈMES ABORDÉS DURANT LES 6 HEURES DE FORMATION

- Établir votre pratique de consultant(e)
- Établir vos honoraires
- Vendre vos connaissances
- Créer une demande pour vos services
- Établir un besoin permanent pour vos services
- Éviter de donner vos connaissances gratuitement
- 9 situations qui requièrent les services d'un(e) consultant(e)

- Contrats et mandats
- Préparer une offre de service
- La comptabilité
- S'enregistrer ou s'incorporer
- Quand et comment refuser un contrat de consultation
- Les opportunités offertes par les gouvernements
- Et beaucoup d'autres points

LE SAMEDI 18 OCT. 2008 DE 9 H À 16 H
HOLIDAY INN
420, rue Sherbrooke O.
Montréal

PRIX : 295 \$ + TAXES (MATÉRIEL INCLUS)
Réservez immédiatement : 450-679-0261
Conférencière : Ginette Méroz, avocate
GROUPE FORSYTHE INTERNATIONAL INC.
WWW.FORSYTHEGROUP.COM

ciot

MARBRE
PIERRE
GRANIT
ONYX
CÉRAMIQUE
QUARTZ
MOSAÏQUE
ACCESSOIRES
DE CUISINE
& SALLE DE BAINS

CIOT.COM

MONTRÉAL 9151, BOUL. SAINT-LAURENT 514-382-7330
QUÉBEC VAUGHAN TORONTO MISSISSAUGA DETROIT

NE MANQUEZ PAS NOTRE
VENTE D'AUTOMNE
JUSQU'AU 1 NOVEMBRE

JUSQU'À
70%
DE RABAIS
SUR CÉRAMIQUE SÉLECTIONNÉE,
PIERRE NATURELLE ET DIVERS ITEMS DE PLOMBERIE.

RECOURS COLLECTIF CONTRE LOTO-QUÉBEC

Dure journée pour les joueurs compulsifs

GUY BENJAMIN
LE SOLEIL

QUÉBEC — Dure journée pour les joueurs compulsifs dans leur recours collectif contre Loto-Québec. Le juge Gratien Duchesne n'a pas permis au représentant du Bureau du coroner de dévoiler les chiffres sur le nombre de suicides associés à des problèmes de jeu. Sur le plan judiciaire, les rapports des coroners ne sont pas admissibles en preuve devant les tribunaux parce qu'ils contiennent du oui-dire. En se rendant rapidement aux objections des avocats de Loto-Québec, le magistrat a précisé que les rapports des coroners ne peuvent servir à prouver le nombre de suicides reliés au jeu. Donc, les

statistiques issues de ces rapports ne peuvent non plus servir comme preuve. Rappelons que le rapport d'un coroner établit qu'une personne s'est suicidée. Pour savoir pourquoi, le coroner interroge des proches et peut alors établir par exemple que la personne était un joueur. La recherche de la cause du suicide devient donc du oui-dire, parce que l'information ne provient pas directement de la personne qui a fait le geste final. De plus, faisaient valoir les avocats de Loto-Québec, les rapports des coroners ne précisent pas le jeu, ou le type d'appareil qui aurait causé la dépendance. Le juge leur a aussi donné raison sur ce point puisque le recours collectif

concerne uniquement les joueurs devenus compulsifs en utilisant les appareils de loterie vidéo (ALV) que l'on retrouve dans les bars. Rien à voir avec les machines à sous dans les casinos. M^c Jean-Paul Michaud, qui défend la cause des joueurs, voulait par les statistiques du bureau du coroner démontrer le danger des ALV. Il souhaitait également se servir de 17 rapports de coroners pour démontrer l'absence d'avertissements sur les dangers du jeu. Les enquêtes du coroner sur les suicides survenus entre mars 2000 et septembre 2005 ont mené à 17 recommandations adressées à Loto-Québec, a précisé Paul-André Perron, responsable de la banque de données au Bureau du coro-

ner. Des recommandations parfois simples, comme de seulement de transmettre le rapport du coroner à la société d'État. Le Québec a connu 1280 suicides en 2003, a précisé M. Perron. Une seule de ces morts brutales a entraîné une recommandation à transmettre à Loto-Québec. Le type de jeu n'y est pas mentionné. Les statistiques sur les décès associés au jeu sont compilées avec fiabilité depuis 1999, de dire M. Perron. Pour avoir les chiffres avant cette année-là, le responsable de la banque de données a précisé qu'il devrait consulter un à un les rapports d'investigation sur les suicides pour s'assurer du lien éventuel avec le jeu. Une affirmation qui a amené

le juge à poser une question sur une affirmation contenue dans la requête des joueurs compulsifs contre Loto-Québec. On peut y lire que selon le Bureau du coroner, 33 joueurs pathologiques se sont enlevé la vie en 1999, «ce qui constituait une augmentation de 100 % par rapport à 1998». «Ce paragraphe est inexact», a dit M. Perron pour conclure son témoignage. Le deuxième témoin convoqué par M^c Michaud a été un employé de Loto-Québec de mai 1985 à novembre 2007, un psychologue embauché à titre d'analyste en recherche. Sa crédibilité a été rapidement entachée dès les premières questions des avocats de Loto-Québec, qui compléteront aujourd'hui leur contre-interrogatoire.

Son obésité ne l'a pas sauvé

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Richard Cooley, condamné à mort pour un double meurtre, a été exécuté hier dans l'Ohio, après avoir épuisé ses recours affirmant que son obésité allait entraîner d'importantes souffrances lors de l'injection mortelle, a-t-on appris auprès des autorités pénitentiaires. M. Cooley, 41 ans, a été déclaré mort à 10h28 à la prison de Lucasville, en Ohio, sans souffrance, selon Andrea Carson, une porte-parole présente lors de l'exécution.

Viol et double meurtre

Il avait été condamné à mort en 1986 pour le viol et le meurtre de deux jeunes filles et a passé 22 ans dans le couloir de la mort, enfermé 23 heures sur 24, ce qui lui a fait prendre du poids, selon ses avocats. La Cour suprême des États-Unis avait rejeté son dernier appel une demi-heure avant son exécution. Pesant plus de 120 kg pour 1,73 m, Richard Cooley avait déposé plusieurs recours, arguant que son surpoids risquait d'empêcher les autorités pénitentiaires de trouver la veine dans laquelle faire l'injection et lui causer d'importantes souffrances. Il expliquait également que les médicaments qu'il prenait couramment contre des migraines et des convulsions pourraient interférer avec l'efficacité du premier des trois produits utilisés pour l'exécution, l'anesthésiant, lui réservant encore une fois de longues minutes d'une «agonie atrocement douloureuse».

Problèmes dans le passé

La dernière exécution dans l'Ohio s'était tenue il y a plus d'un an, le 27 mai 2007, et concernait déjà un homme presque obèse. Le personnel pénitentiaire avait mis plus d'une heure pour fixer une aiguille dans chacun des bras de Christopher Newton avant de le conduire dans la chambre d'exécution. Le condamné avait même interrompu la procédure pour aller aux toilettes. L'année précédente, un autre condamné à mort de l'Ohio, Joseph Clark, avait vu sa veine éclater pendant son exécution. Le rideau avait été tiré, mais des témoins avaient pu l'entendre pleurer et gémir pendant que le personnel cherchait une autre veine. Depuis, le personnel a reçu l'instruction de prendre tout le temps nécessaire pour bien fixer les aiguilles avant l'exécution. Richard Cooley est le 25^e homme exécuté aux États-Unis depuis que la Cour suprême a validé la méthode de l'injection mortelle, le 16 avril 2008 mettant fin à un moratoire de sept mois.

LOTTO

649

+

Québec

49

10 LOTS

BONIS

DE 49 000 \$*

DU 8 AU 22 OCTOBRE SEULEMENT

*2 lots bonis partageables par tirage visé.

18ans+

lotoquebec.com



LOTO
QUÉBEC

3588832A

3588837

Humez-les...

3591779A

L'accès à l'avortement de plus en plus fragilisé selon le Conseil du statut de la femme

« Rien n'est acquis, loin de là »

CLAUDETTE SAMSON
LE SOLEIL

Il n'y a pas que les projets de loi fédéraux qui puissent menacer le droit à l'avortement. D'ores et déjà, l'accès en est fragilisé au Québec, alors que l'État se déleste de plus en plus de cette responsabilité au profit du privé. Une tendance qui inquiète au plus haut point le Conseil du statut de la femme (CSF).

Le CSF a publié hier un état de la situation au printemps 2008. La conclusion: « Rien n'est acquis, loin de là », commente la présidente de l'organisme, Christiane Pelchat.

En entrevue téléphonique, elle précise qu'il y a une « bonne nouvelle »: toutes les régions du Québec, à l'exception de celle des Terres-Cries-de-la-Baie-James, disposent désormais d'au moins une ressource offrant des services d'avortement. Lors de son dernier avis publié en 1992, des régions importantes comme Chaudière-Appalaches ou Lanaudière en étaient dépourvues.

Constat majeur: la région de Montréal pratique près de 40 % de tous les avortements au Québec. La Montérégie en réalise un peu plus de 16 %, Québec 7 %, la plupart des autres régions moins de 5 % chacune. L'organisation des services montréalais est donc un enjeu central de l'accès.

Cette région est la seule de la province où les interruptions volontaires de grossesse (IVG) sont pratiquées dans tous les lieux permis par la loi: six hôpitaux, trois CLSC,

MANQUE DE RECHERCHE

Alors qu'il se pratique environ 28 000 avortements par année au Québec, cette réalité est encore peu documentée. Le Conseil du statut de la femme souligne particulièrement le cas des avortements multiples. Au Canada, 35 % des avortements sont pratiqués sur des femmes ayant déjà interrompu une grossesse. Or, des études réalisées ailleurs dans le monde démontrent que ces femmes sont nettement plus à risque d'être victimes de violence et d'abus. En l'absence de recherches, ce phénomène demeure incompris et les femmes concernées ne reçoivent pas de soutien.

quatre cliniques médicales et un centre de santé des femmes (communautaire).

Or, la création récente de centres médicaux spécialisés (CMS) pourrait chambouler bien des pratiques. Hors des hôpitaux, les CMS deviendraient en effet les

Constat majeur: la région de Montréal pratique près de 40 % de tous les avortements au Québec.

seuls autorisés à faire des IVG. Et ce sont des cliniques privées à but lucratif, rappelle M^{me} Pelchat, en soulignant que « pour nous, les besoins de santé des femmes sont incompatibles avec la notion de profit ».



Des femmes en faveur de l'avortement au cours d'une manifestation pro-choix à la fin du mois de septembre.

Ce changement survient au moment où les hôpitaux réduisent leur offre de services. De 2002 à 2006, le nombre d'avortements y a diminué de 9 %, bien qu'ils demeurent encore les principaux

d'avortement dans les cliniques médicales, celles-ci ont vu leur temps d'attente passer de zéro à deux semaines. Sachant qu'en matière d'arrêt de grossesse, chaque semaine compte, le CSF y voit une brèche importante dans l'accessibilité des soins.

Et en ouvrant les vannes du privé, Québec fragilise encore plus un acte médical auquel les femmes ont pleinement droit. Qu'une clinique ferme ou qu'une entente ne puisse être renouvelée, et l'équilibre de la demande et l'offre est bouleversé, dit la présidente.

L'étude est disponible sur le site du CSF: www.csf.gouv.qc.ca

PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

RUDSAK

VENTE D'ÉCHANTILLONS
AUTOMNE/HIVER 2008

Vêtements de cuir, sacs et accessoires pour hommes et femmes.



3 jours seulement
Jeudi le 16 octobre 2008. 10h-19h
Vendredi le 17 octobre 2008. 10h-19h
Samedi le 18 octobre 2008. 10h-16h

9160 Boul. St-Laurent,
2 étage 202. Montréal

www.rudsak.com

LES ATELIERS BARIBEAU inc. REMBOURRAGE DÉCAPAGE

- ❑ Excellent choix de tissus
- ❑ Décapage et réparation de meubles
- ❑ Réparation et finition de meubles de rotin
- ❑ Spécial pour les aînés

Aussi disponible
Recouvrement de meubles avec votre tissu

RABAIS DE 25%
sur la confection et tissus sélectionnés



8892, Champ d'eau St-Léonard
atelierbaribeau.montrealplus.ca
514 728-4138

Montréal... flânez, mangez, pause dvd, rigolez... Toronto.

À partir de
59\$

Tarif aller simple (taxes non comprises).
D'autres conditions s'appliquent.

LA FAÇON HUMAINE DE VOYAGER

VIA 
VIA Rail Canada

se. Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada Inc.

Que le meilleur pour 2009

ACURA
DEVANT.



RDX 09 MDX 09



PAIEMENT EN LOCATION

468\$ PAR MOIS
LOCATION 48 MOIS[†]

1,9 %

FINANCEMENT
À L'ACHAT
JUSQU'À 36 MOIS
Taux nominal sur modèles
sélectionnés *

OU

UN RABAIS À L'ACHAT
COMPTANT JUSQU'À

4 000\$*

Visitez acuraquebec.ca
dès aujourd'hui.

PAIEMENT EN LOCATION

638\$ PAR MOIS
LOCATION 48 MOIS[†]

1,9 %

FINANCEMENT
À L'ACHAT
JUSQU'À 36 MOIS
Taux nominal sur modèles
sélectionnés *

OU

UN RABAIS À L'ACHAT
COMPTANT JUSQU'À

7 000\$*

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau
Brossard
450 659-1616

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
450 682-4050

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
514 340-1344

ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain
St-Léonard
514 362-2872

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
450 435-4455

* Pour information seulement: 10,7 % à 1,9 %, taux effectif en vigueur, en considérant les rabais accordés aux clients qui achètent un véhicule en payant comptant. Le rabais comptant ne peut être combiné aux offres spéciales de financement ou de location. Offres de location et de financement d'une durée limitée sur tous les nouveaux véhicules Acura 2009 par l'entremise des Services Financiers Honda Inc. sur approbation de crédit. Le taux en location jusqu'à 48 mois sur la gamme des modèles RDX 2009 est de 1,9 %. Le taux en location jusqu'à 36 mois sur la gamme des modèles MDX 2009 est de 4,9 %. Le taux en financement jusqu'à 36 mois sur la gamme des modèles MDX 2009 est de 1,9 %. *Offres d'une durée limitée applicables à la location d'une nouvelle Acura RDX 2009 (modèle TB1829JN) et Acura MDX 2009 (modèle YD2829JN) par le biais de Services Financiers Honda sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 48 mois s'élève à 468 \$/638 \$ moyennant un versement initial de 5 598 \$ ou un véhicule de reprise d'une valeur équivalente pour le RDX ou le MDX. Les frais d'inscription au RDPRM, incluant les droits du registre, les frais de transport et d'inspection pré-livraison de 1825 \$/1855 \$, le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0 \$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les taxes, frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement, ainsi que les droits sur pneus neufs sont en sus. Allocation de 96 000 kilomètres; frais de 0,15 \$/km excédentaire. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Une commande/un échange de la part du concessionnaire pourrait être nécessaire. *Les rabais comptant jusqu'à 4 000 \$ sont offerts aux clients qui paient comptant seulement sur le modèle Acura RDX Tech 2009 (TB1859KN). Les rabais comptant jusqu'à 7 000 \$ sont offerts aux clients qui paient comptant seulement sur le modèle Acura MDX Élite 2009 (YD2889KN). Le rabais comptant ne peut être combiné aux offres spéciales de financement ou de location. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Le concessionnaire peut avoir à commander ou à échanger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails.

LE CABINET DE LA CAMPAGNE 2008

de Centraide du Grand Montréal

Objectif : 55 555 555 \$



Grâce à leur énergie, à leur temps et à leur travail exceptionnel, les membres du cabinet de la campagne ont développé un réseau de solidarité exemplaire ! Leur conviction les a amenés à solliciter des dons corporatifs et à promouvoir la mise en œuvre de campagnes auprès des employés pour atteindre, d'ici le 10 décembre prochain, l'objectif de 55 555 555 dollars.

Nous remercions chaleureusement ces personnalités du Grand Montréal pour leur engagement bénévole si précieux. Leur volonté d'agir dans notre communauté est contagieuse et permettra aux 360 organismes que nous soutenons de venir en aide à plus de 500 000 personnes vulnérables.

Coprésidents



Jacques Lamarre
Président et
chef de la direction
Groupe SNC-Lavalin

Richard B. Evans
Chef de la direction
Rio Tinto Alcan

Michel Arsenault
Président
Fédération des travailleurs et
travailleuses du Québec
(FTQ)
Syndicats

Mark Beaudet
Vice-président
Ventes et Marketing
Paladin Labs
Industrie pharmaceutique

Jean Bélanger
Président et
chef de la direction
LGS Group,
une compagnie IBM
Développement

Marie-France Bérard
Directrice générale régionale
Santé Canada
Gouvernement du Canada

Jean-François Blais
Président et
chef de la direction
AXA Canada
Assurances générales

Claudette Carbonneau
Présidente
Confédération des syndicats
nationaux (CSN)
Syndicats



Rachel Corneille-Gravel
Directrice générale
Hôpital Ste-Anne,
Anciens Combattants Canada
Gouvernement du Canada

Luc Doyon
Président et
chef de la direction
Air Liquide Canada
Représentants délégués

Jean-Pierre Gilardeau
Président
Alcoa
Industrie

Yves Gougoux
Président du conseil et
chef de la direction
Publicis Canada
Événements et publicité

Isabelle Hudon
Présidente et
chef de la direction
La Chambre de commerce
du Montréal métropolitain
Commerce

Éric La Flèche
Président et
chef de la direction
METRO Inc.
Alimentation et produits
de consommation

L. Jacques Ménard
Président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Banques

Wayne Moffatt
Directeur,
VAD Amérique du Nord
Yves Rocher
Grand public



Philippe Morin
Président,
réseaux Métro Ethernet
Nortel Networks
Télécommunications

Heather Munroe-Blum
Principale et vice-chancière
Université McGill
Sociétés d'État et
organismes publics

Marie-José Nadeau
Vice-présidente exécutive –
Affaires corporatives et
secrétaire générale
Hydro-Québec
Firmes professionnelles

François Olivier
Président et
chef de la direction
Transcontinental
Communications

R. Jeffrey Orr
Président et
chef de la direction
Corporation financière
Power
Assurance-vie

Pierre Pelland
Vice-président – Marketing,
Programmes Groupe
Compagnie d'assurance ING
du Canada
Représentants délégués

Daniel Peritz
Premier vice-président
Canderel Management
Immobilier



Jean Raymond
Vice-président du conseil et
directeur général
Marchés mondiaux CIBC
Firmes de courtage et
services financiers

Michael E. Roach
Président et
chef de la direction
Groupe CGI
Technologies et
multimédia

John Saabas
Vice-président exécutif
Pratt & Whitney Canada
Transports et
produits chimiques

Nora Solervicens
Directrice générale
L'Hirondelle,
services d'accueil et
d'intégration des immigrants
Organismes
sans but lucratif

Jérôme Turcq
Vice-président exécutif
régional – Québec
Alliance de la fonction
publique du Canada
Gouvernement du Canada

Grands donateurs

Président honoraire

Président Très Grands donateurs

Président 2008

Vice-présidents



Paul Desmarais jr
Président du conseil
et co-chef de la direction
Power Corporation
du Canada

Richard J. Renaud
Président du conseil
et associé directeur
Wynnchurch Capital

Norman E. Hébert jr
Président et
chef de la direction
Groupe Park Avenue

Jean-Guy Desjardins
Président du conseil
et chef de la direction
Fiera Capital

W. Brian Edwards
Administrateur de sociétés

David L. McAusland
Avocat, directeur corporatif
et consultant

Claude Séguin
Vice-président principal
Finances et
investissements stratégiques
Groupe CGI

François-X. Seigneur
Président
Services de Promotion
et de Publicité Effix

Donnez. On peut faire plus encore.

Merci aux amis de Centraide d'assumer les coûts de cette annonce.



Centraide
du Grand Montréal



PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2008, 224 soldats étrangers ont été tués soit plus que pendant toute l'année 2007 (219).

AFGHANISTAN

2008, l'année la plus violente depuis la chute des talibans

D'APRÈS AFP

KABOUL — L'année 2008 a été la plus violente en Afghanistan depuis la chute du régime des talibans fin 2001, avec une insurrection toujours plus puissante, même si la situation demeure «sous contrôle», a affirmé hier le ministre de la Défense.

«Le niveau de violence a augmenté chaque année et 2008 est la pire de toutes», a déclaré Abdul Rahim Wardak, sans toutefois donner de chiffres précis, au cours d'une conférence de presse.

Le ministre a notamment attribué cette augmentation des violences aux succès engrangés par les forces américaines en Irak et à l'instabilité dans les zones tribales pakistanaises voisines de l'Afghanistan.

«Les succès de la coalition en Irak et la situation dans les pays voisins ont entraîné une forte augmentation du nombre de combattants étrangers en Afghanistan. De nombreux terroristes qui s'activaient dans d'autres pays se trouvent maintenant en Afghanistan», a-t-il poursuivi.

« Il ne fait aucun doute que les insurgés sont mieux équipés, mieux entraînés et que leur coordination est bien meilleure qu'auparavant. »

«Il ne fait aucun doute que les insurgés sont mieux équipés, mieux entraînés et que leur coordination est bien meilleure qu'auparavant», a souligné M. Wardak.

Pour autant, l'augmentation des violences ne signifie pas que les forces afghanes soient inefficaces, selon le ministre.

«Cela ne veut pas dire que nous soyons confrontés à la perspective d'une défaite. La situation reste sous contrôle», a-t-il rassuré.

Ces dernières semaines, plusieurs responsables des pays impliqués en Afghanistan ont fait part de leur forte inquiétude devant la détérioration de la situation.

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2008, 224 soldats étrangers ont été tués soit plus que pendant toute l'année 2007 (219).

Au moins 3800 personnes, dont un tiers de civils, ont péri dans des actes de violence entre janvier et août, selon les Nations unies.

Les talibans ont lancé une insurrection meurtrière depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir à la fin 2001 par une coalition internationale emmenée par les États-Unis.

Les violences ont redoublé d'intensité depuis près de deux ans malgré la présence de 70 000 soldats de deux forces multinationales, l'une de l'OTAN, l'autre sous commandement américain.

Pour un dialogue avec des talibans modérés

D'APRÈS AFP

COPENHAGUE — Le premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen, dont le pays a déployé des troupes en Afghanistan, s'est déclaré ouvert à un dialogue avec des forces modérées et démocratiques des talibans afin de mettre un terme au conflit sanglant dans ce pays.

«La première condition pour engager un dialogue avec son adversaire est qu'il accepte les principes démocratiques fondamentaux de l'État de droit et des droits de l'homme, et nous devons nous y tenir, sinon la présence internationale n'a pas de sens en Afghanistan», a-t-il souligné hier devant la presse étrangère à Marienborg, au nord de Copenhague.

Des représentants du gouvernement afghan ont négocié fin septembre avec des talibans dans la ville sainte de La Mecque, en Arabie Saoudite, selon le quotidien saoudien *Asharq Al-Awsat*. Kaboul et les talibans ont démenti.

Ce dialogue «dépend de l'existence éventuelle dans les rangs des talibans de forces à tendance modérée et démocratique», selon M. Rasmussen.

Il «n'y a pas de solution purement militaire à la situation en Afghanistan», a-t-il rappelé, jugeant «nécessaire de trouver une solution politique, qui implique, entre autres, des efforts renforcés de reconstruction civile et de développement de la démocratie afghane».

«C'est pourquoi on doit toujours rechercher des possibilités de dialogue avec ses adversaires si on peut les faire participer à un accord politique», a-t-il ajouté.

Le Danemark, présent en Afghanistan depuis décembre 2001, compte actuellement 700 soldats dans le pays, stationnés pour la plupart dans le Helmand, sous commandement britannique.

Seize militaires danois sont morts dans ce pays depuis 2001 et un s'est suicidé.

Sophie nous aide tous en participant à une étude clinique

Chaque année, depuis vingt ans, des milliers de personnes apportent une contribution essentielle à la recherche médicale en participant à nos études cliniques.

Candidats recherchés : femmes ménopausées ou chirurgicalement stériles, non-fumeur, 18 ans et plus.

Durée du séjour : 2 séjours, du vendredi au dimanche.

Indemnité compensatoire : 1 315 \$

MDS
Pharma Services

514 333-0010 / www.mdspharma.ca

CRTC

Avis public de radiodiffusion CRTC 2008-83

Canada

Avis de consultation

Le Conseil a été saisi des demandes suivantes. La date limite pour le dépôt des interventions/ observations est le **31 octobre 2008**.

- **The Family Channel Inc.** – Modification de condition de licence d'un service de télévision payante – L'ensemble du Canada
- **Groupe de radiodiffusion Astral inc.** – Modification de condition de licence d'un service de télévision payante – L'ensemble du Canada
- **Groupe de radiodiffusion Astral inc.** – Modification de condition de licence d'un service de télévision payante de catégorie 2 – L'ensemble du Canada
- **Groupe de radiodiffusion Astral inc.** – Modification de condition de licence d'un service de télévision payante – Québec
- **Groupe de radiodiffusion Astral inc.** – Modification de licence d'un service de télévision payante – L'Est du Canada
- **Groupe de radiodiffusion Astral inc.** – Modification de condition de licence d'un service de télévision payante – provinces de l'Atlantique (l'Est du Canada)

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public **CRTC 2008-83**. Si vous désirez appuyer ou vous opposer à une demande ou obtenir une copie de l'avis public, veuillez consulter le site Web du CRTC au www.crtc.gc.ca à la section « instances publiques » ou appelez le numéro sans frais 1-877-249-CRTC. Toute information que vous soumettrez, incluant tout renseignement personnel, sera disponible sur le site Internet du CRTC.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

3387027

3387029

3391936A

#06

NE VOUS ABSTENEZ PAS!

PROFITEZ DE NOTRE VENTE DE RÉNOVATION POUR VOTER FILLION!

	spécial	régulier
PROJECTEUR 720P SONY /// VPLAW-15	999\$	1299\$
PROJECTEUR 1080p Sony /// VPLVW-50	2500\$	5999\$
PROJECTEUR 1080p Sony /// VPLVW-60	3500\$	4999\$
INTERNET VIDEO SONY /// DMXNV1	99.00	349\$
LECTEUR BLURAY SONY /// BDPS-300	199\$	299\$
TÉLÉ 58" PLASMA PANASONIC TH-58PZ700	2999\$	4999\$
TÉLÉ 32" ACL PANASONIC /// TC-32LX700	699\$	1199\$
TÉLÉ 40" ACL TOSHIBA /// 40XF550	1299\$	1899\$
TÉLÉ 42" ACL TOSHIBA /// 42LX177	899\$	1999\$
LECTEUR DVD DEVON /// DVD-2930	399\$	999\$
TÉLÉ 40" ACL SONY FULL HD /// KDL-40V3000	1199\$	1999\$
TÉLÉ 40" ACL SONY FULL HD /// KDL-40W3000	1199\$	2099\$
TÉLÉ 40" ACL SONY FULL HD /// KDL-40XBR5	2099\$	2699\$

	spécial	régulier
TÉLÉ 46" ACL SONY FULL HD /// KDL-46V3000	1399\$	2399\$
TÉLÉ 46" ACL SONY FULL HD /// KDL-46W3000	1699\$	2399\$
TÉLÉ 52" ACL SHARP FULL HD /// LC-52D64U	1699\$	2199\$
RÉCEPTEUR CINÉMA YAMAHA /// RXN-600	499\$	849\$
AMPLI MULTI-CANAUx ROTEL /// RMB-1066S	599\$	799\$
AMPLI 5x120 ROTEL /// RMB-1075S	899\$	1499\$
AMPLI 5x200 ROTEL /// RMB-1095S	1679\$	2299\$
PRÉ-AMPLI CINÉMA ROTEL /// RSP-1069S	1599\$	2399\$
PRÉ-AMPLI CINÉMA ROTEL /// RSP-1098S	2399\$	3499\$
RÉCEPTEUR CINÉMA ROTEL /// RSX-1058	1599\$	2299\$
RÉCEPTEUR CINÉMA ROTEL/// RSX-1067S	1799\$	2599\$
ENCEINTE B&W SERIE DIAMOND /// 803D	7500\$	10000\$

CES MODÈLES PEUVENT ÊTRE NEUFS OU DÉMONSTRATEURS
--- QUANTITÉS LIMITÉES

FILLION
ELECTRONIQUE
VOUS ÊTES BIEN ENTOURÉ

5690, Sherbrooke Est ::: Montréal (Québec) H1N 1A1 ::: (514) 254-6041 ::: www.fillion.ca >>> cadillac +++ stationnement gratuit!

3591121A

3591124

ZIMBABWE

L'Occident condamne Mugabe

L'ex-président sud-africain Thabo Mbeki a repris sa médiation et les discussions se poursuivent

JOONEED KHAN

L'accord sur le partage du pouvoir au Zimbabwe est remis en cause, un mois après sa signature: n'ayant pu s'entendre avec son rival Morgan Tsvangirai sur l'attribution des portefeuilles, le président Robert Mugabe s'est octroyé samedi des ministères clés, provoquant la colère des capitales occidentales.

L'ex-président sud-africain Thabo Mbeki a repris hier sa médiation à Harare, tandis que les États-Unis accusaient Mugabe d'avoir violé l'accord, et l'Union européenne, qui s'apprêtait à reprendre son aide au Zimbabwe, menaçait de lui infliger de nouvelles sanctions.

Cela alors que des coopérants cités par le *Times* de Londres parlent de menace de famine dans le pays d'Afrique australe, où la Banque centrale a lancé un nouveau billet de 50 000\$ ZIM (274\$ CAN) et où l'inflation a atteint des sommets.

Mugabe, du parti ZANU-PF qui a combattu le régime minoritaire blanc de Ian Smith, et Tsvangirai, du Mouvement pour le changement démocratique (MCD), se sont réunis pendant plus de sept heures avec Mbeki dans un hôtel de Harare, et ils doivent reprendre leurs discussions aujourd'hui.

Poursuite des discussions

«Il n'y a pas de conclusion, nous continuerons demain», a dit Tsvangirai à la fin de la rencontre. «Nous reprendrons demain, cela signifie que nous avons couvert certains sujets», a déclaré Mugabe, sans préciser.

L'accord signé le 15 septembre dans le même hôtel prévoit que Mugabe reste chef de l'État et Tsvangirai devient premier ministre. Il prévoit aussi 31 ministres – 15 à la ZANU-PF, 13 au MDC, et trois à une faction dissidente de ce parti.

Face aux exigences de Tsvangirai quant à la composition du gouvernement, Mugabe a attribué samedi à son parti l'essentiel des ministères clés (Défense, Intérieur, Information et Affaires étrangères, Justice, Mines, Terres).

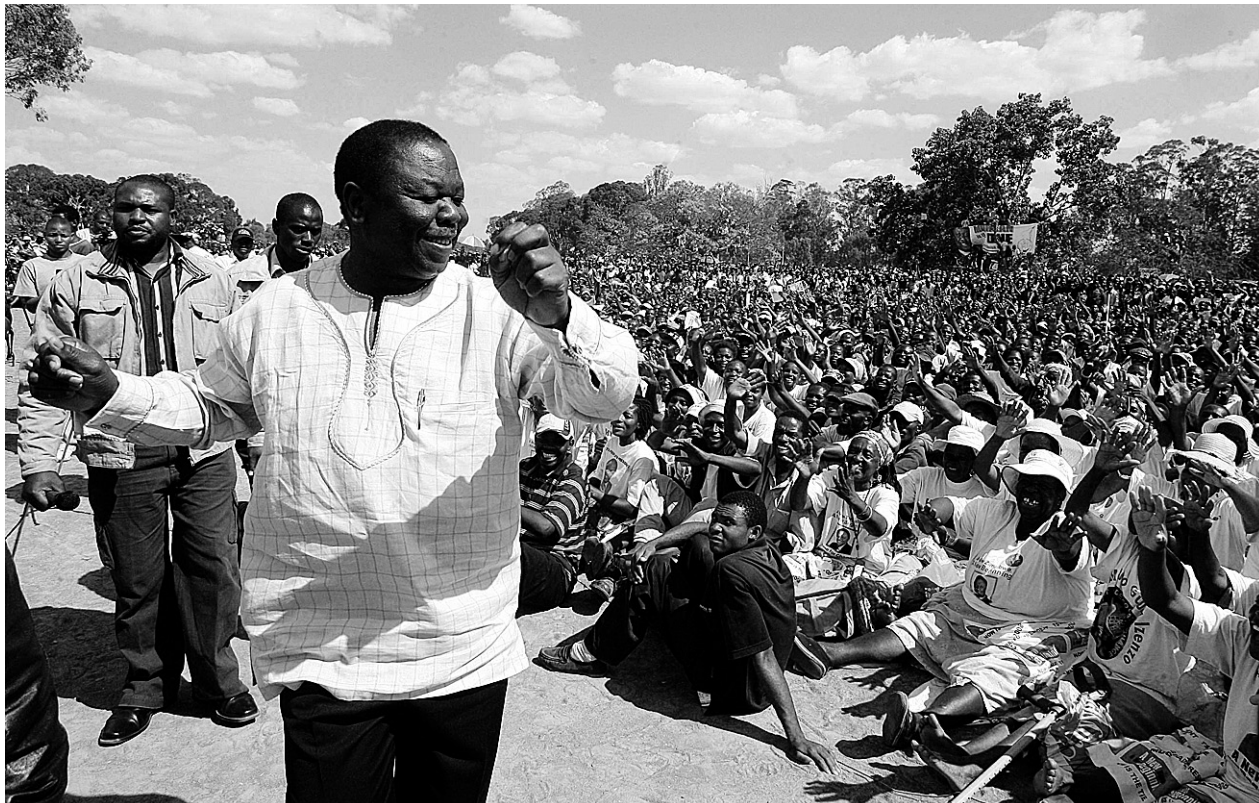


PHOTO D'ARCHIVES REUTERS

Morgan Tsvangirai, chef du Mouvement pour le changement démocratique (MCD), opposé au président Robert Mugabe, salue ses partisans à Harare où se poursuit la médiation pour dénouer la crise politique.

Selon une liste officielle, le MDC de Tsvangirai et sa faction dissidente se voient attribuer des ministères moindres, comme la gestion des Eaux et les Affaires constitutionnelles.

Tsvangirai a menacé dimanche de renoncer à former le gouvernement d'union si cette décision

allant de l'avant avec leur prestation de serment, Mugabe n'était pas «de bonne foi».

Huées et appels des élus

Le Parlement zimbabwéen, où le ZANU-PF est en minorité pour la première fois depuis l'indépendance en 1980, s'est hier fait l'écho

partis», a dit Tongai Mathuthu, du MDC. «Nous devons nous unir et réunir le peuple», a affirmé Saviour Kasukuwere, du ZANU-PF.

Le directeur de l'Institut sud-africain des Affaires internationales, Moeletsi Mbeki, frère de l'ancien président, a estimé que celui-ci «n'a pas vraiment d'influence sur Mugabe», qui est âgé de 84 ans, dont 28 passés au pouvoir.

Le gouvernement sud-africain a renouvelé sa confiance au médiateur et appelé les parties à former au plus vite leur gouvernement d'union au Zimbabwe. Mais l'Alliance démocratique (AD, opposition sud-africaine) a déclaré que «si Mbeki ne peut pas régler la crise rapidement, il doit se récuser comme médiateur».

Avec AFP, AP, Reuters, UPI, BBC, VOA, iol.co.za et news24.com

Des coopérants cités par le *Times* de Londres parlent de menace de famine au Zimbabwe où l'inflation a atteint des sommets.

n'était pas annulée. Lundi, Mugabe a persisté en renouvelant les mandats de ses deux vice-présidents sortants.

Selon l'accord, Joyce Mujuru et Joseph Msika restent vice-présidents. Leurs postes n'étaient pas en cause. Mais le MDC a estimé qu'en

de ces tensions. Les élus, qui commençaient leur première session depuis l'élection de mars, se sont montrés indisciplinés, se huant les uns les autres.

Mais des appels à l'unité ont été lancés. «Notre nation saigne. Le Zimbabwe appartient à tous les

Levée de boucliers

Les États-Unis et l'Europe sont intervenus en force hier dans la crise en tenant le président Robert Mugabe responsable du nouveau blocage.

«En termes de partage du pouvoir, le président Mugabe semble avoir dépassé les limites de l'accord en revendiquant des ministères qui n'y figuraient pas», a déclaré le porte-parole du secrétariat d'État, Sean McCormack.

«Ce que nous aimerions, c'est que la mise en œuvre de l'accord soit remise sur les rails», a-t-il dit. «Toute solution doit être acceptable pour le MDC et Morgan Tsvangirai», a-t-il ajouté.

Réunie à Luxembourg, l'Union européenne a menacé d'imposer de nouvelles sanctions contre le Zimbabwe.

Les ministres des Affaires étrangères ont «condamné la décision unilatérale de Mugabe d'engager la formation d'un nouveau gouvernement qui ne recueille pas l'accord de toutes les parties».

Si l'accord «n'est pas mis en œuvre, nous reprendrons les sanctions et nous les renforcerons», a déclaré le ministre français Bernard Kouchner. «Il est très important d'envoyer un signal européen que nous ne soutiendrons d'aucune manière la mainmise du régime Mugabe sur le pouvoir», a affirmé le ministre britannique des Affaires étrangères, David Miliband.

SÉDUISANTS ET RAFFINÉS, LES DESSOUS DE L'AUTOMNE SE DÉVOILENT

MODE JEUDI DANS LA PRESSE

Avis public de radiodiffusion CRTC 2008-82

Canada

Avis de consultation
Le Conseil a été saisi des demandes suivantes. La date limite pour le dépôt des interventions/observations est le **30 octobre 2008**.

- Groupe TVA inc** – Modification de licence d'une entreprise nationale de programmation de télévision à la carte – L'ensemble du Canada
- Vidéotron Itée** – Modification de licence d'une entreprise régionale de programmation de vidéo sur demande – Province de Québec

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public **CRTC 2008-82**. Si vous désirez appuyer ou vous opposer à une demande ou obtenir une copie de l'avis public, veuillez consulter le site Web du CRTC au www.crtc.gc.ca à la section « instances publiques » ou appelez le numéro sans frais 1-877-249-CRTC. Toute information que vous soumettez, incluant tout renseignement personnel, sera disponible sur le site Internet du CRTC.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Reportage publicitaire

ENVIRONNEMENT

Un cahier spécial destiné aux lecteurs soucieux de faire des choix éclairés.

À lire le jeudi 16 octobre dans *La Presse*

VOTRE ANTI-OXYDANT MUSICAL

planète jazz 91.9
Mon univers musical

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ★ LE DERNIER DÉBAT



Les techniciens s'affairaient hier à la mise en place du débat qui aura lieu ce soir à l'Université Hofstra d'Hempstead, dans l'État de New York.



Barack Obama a pris un bain de foule hier au Maumee Bay Resort d'Oregon, en Ohio.

John McCain

Il restait exactement trois semaines, hier, avant l'élection présidentielle américaine. John McCain et Barack Obama ont passé la journée à se préparer au débat de ce soir, le dernier avant le jour du scrutin. Le duel sera-t-il plus inspiré que les deux premiers? McCain promet que oui.



INICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — Traiter un homme de menteur est une chose. Le faire en sa présence, en le regardant dans les yeux, devant 3000 journalistes et des dizaines de millions de téléspectateurs, en est une autre.

C'est le défi qui attend John McCain ce soir, au troisième et dernier débat des candidats à la présidence.

Depuis des jours, McCain répète qu'il meurt d'envie d'en découdre avec Barack Obama. Toutes les publicités diffusées par le camp républicain attaquent l'intégrité et la franchise du candidat démocrate.

Or, McCain n'a jamais ques-

McCain n'a jamais questionné Obama en personne sur ses supposées « associations » avec des terroristes. Le fera-t-il ce soir?

tionné Obama en personne sur ses supposées « associations » avec des terroristes. Le fera-t-il ce soir?

Hier, dans une entrevue à une radio de Saint Louis, John McCain a dit qu'il allait « probablement » attaquer Obama au sujet de ses liens avec Bill Ayers,

un prof d'université de Chicago, ancien membre des Weathermen.

« J'ai été abasourdi d'entendre (Obama) dire que je n'avais pas le courage d'aborder le sujet. Je pense qu'il peut être probablement certain que le sujet va être abordé cette fois. »

Les liens entre Obama et Ayers sont tenus, et plusieurs analyses ont montré que l'affaire n'était pas aussi dramatique que les républicains ne l'affirment. Or, les publicités sombres montrant le visage d'Obama et celui d'Ayers sont diffusées en boucle aux États-Unis. Cette campagne négative jette des doutes sur l'honnêteté du candidat.

Pétard mouillé

Balancée en plein débat, toutefois, l'accusation de McCain pourrait avoir des allures de pétard mouillé. Durant les deux premiers débats, Obama avait l'air en pleine maîtrise de ses moyens, alors que McCain paraissait fatigué. Est-ce une bonne idée de passer en mode offensive dans ces conditions? Surtout qu'Obama n'aurait sans doute aucune difficulté à répondre. Le terroriste en question, Bill Ayers, a siégé avec lui à un comité financé par la fondation de feu Walter Annenberg, républicain milliardaire proche de Ronald Reagan.

Durant une entrevue au sujet des attaques répétées du camp McCain, Obama s'est montré ferme.

« J'ai été surpris de constater qu'il ne l'a pas dit en face à face, a-t-il expliqué, en référence au débat de la semaine dernière.

3590001

RAPIDE ET LUXUEUSE

Relaxez et attendez l'hiver.

Obtenez 4 pneus d'hiver gratuits.

En location à partir de **516\$** sur 48 mois, 0 \$ comptant

GENESIS **HYUNDAI**

COITEUX
HYUNDAI

80 000 km, 10 € du km excédentaire. Valeur résiduelle 19 537 \$. Taxes en sus. Toutes les marques de commerce sont la propriété de Hyundai auto Canada

514 521-3201
5265, av. Papineau, Montréal

www.coiteuxhyundai.ca

3^e édition

2008 | SALON DES Vins et fromages DU QUÉBEC

présenté par **SAQ**

CONCOURS
« Partez à la découverte des vins du Québec en hélico, en compagnie de Gaston Lepage »
Pour participer: Remplissez le coupon dans La Presse du 30, 31 oct. ou du 1^{er} novembre et apportez-le sur le site OU achetez une entrée au Salon

Pour plus d'information : www.salonvinsfromages.ca
1 (888) 847-2050

Agriculture, Pêcheries et Alimentation **Québec**

Les Vignerons du Québec

Mettez le Québec dans votre assiette... et dans votre verre!

VENEZ DÉCOUVRIR, DÉGUSTER, APPRENDRE ET ACHETER...
50 exposants, producteurs viticoles et fromagers, vous feront découvrir et apprécier les plus fins produits du Québec.

PRIX D'ENTRÉE: 10\$ (incluant 15 coupons de dégustation et un verre INAO)
15 coupons supplémentaires: 7\$

HEURES D'OUVERTURE DU SALON
Le vendredi 31 octobre: 11 h à 21 h
Le samedi 1^{er} novembre: 11 h à 19 h
Le dimanche 2 novembre: 11 h à 17 h

Hillary Clinton ne se voit pas siéger à la Cour suprême

D'APRÈS AFP

WASHINGTON — Hillary Clinton a affirmé hier qu'elle n'envisageait pas de siéger à la Cour suprême ou de devenir la chef de la majorité démocrate au Sénat en cas de victoire des démocrates en novembre.

« Je ne cherche aucun autre poste que celui d'être la meilleure sénatrice possible de New York », a dit la candidate malheureuse à l'investiture démocrate, sur Fox News.

Interrogée pour savoir quelles étaient ses chances d'être nommée à la Cour suprême, M^{me} Clinton a répondu: « Zéro. » Quant à ses chances de devenir la chef de la majorité démocrate, elle les a évaluées à « probablement zéro ».

Elle a indiqué que ses chances de se lancer à nouveau dans la course à la Maison-Blanche étaient « probablement proches de zéro ».

Sur CNN, M^{me} Clinton a par ailleurs indiqué que la victoire de Barack Obama était probable.

« Évidemment, Barack (Obama) et Joe (Biden) vont gagner », a-t-elle dit. Mais, a-t-elle ajouté, « trois semaines représentent une vie entière en politique » et M. Obama



PHOTO AFP

Hillary Clinton mène campagne pour son ancien rival Barack Obama, mais ne vise pas de poste particulier au lendemain de l'élection présidentielle.

va devoir continuer à batailler ferme s'il veut remporter la Maison-Blanche le 4 novembre.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

foyer chauffage énergie

Armez-vous contre le froid de l'hiver.

À lire dans le cahier Mon Toit le samedi 18 octobre dans *La Presse*

va-t-il attaquer?



John McCain, hier, lors d'un rassemblement à Blue Bell, en Pennsylvanie. Depuis des jours, le candidat républicain répète qu'il meurt d'envie d'en découdre avec Barack Obama.

Mais je crois qu'il nous reste un dernier débat...»

Développement intéressant: hier, le site web progressiste *The Huffington Post* a révélé que William Timmons, l'homme choisi par McCain pour diriger son comité de transition présidentielle, a déjà collaboré aux efforts de lobbying de... Saddam Hussein. À chacun ses terroristes.

Débats ennuyeux?

Jusqu'ici, les débats McCain-Obama n'ont pas été particulièrement passionnants. Les candidats ont répondu aux nombreuses questions du modérateur ou de l'audience, et les échanges directs ont été très limités.

«Jusqu'ici, on n'a pas vu de débats: on a vu des discours partisans côte à côte, a dit George Farah, fondateur d'Open Debates, un groupe neutre qui critique le format actuel. Il faut changer le système pour permettre des échanges spontanés. Il faut que les candidats soient humains, et moins enfermés dans leurs lignes partisanses.»

Le débat de ce soir sera modéré par le journaliste vétérane Bob Shieffer, de CBS. Les deux candidats seront assis à table avec lui. Le débat durera 90 minutes, et portera sur les questions liées à l'économie et aux affaires nationales.

M. Shieffer a affirmé qu'il n'hésitera pas à rappeler les candidats à l'ordre. «S'ils commentent à changer de sujet, je ne serai pas gêné de leur rappeler de bien vouloir répondre à la question», a-t-il dit.

PLAN ÉCONOMIQUE

Les républicains sont déchirés

NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — La campagne de John McCain est déchirée entre deux tactiques depuis quelques semaines: proposer des solutions concrètes à la crise économique, ou attaquer Obama coûte que coûte.

Cette division est entrée en territoire absurde, pendant la fin de semaine, quand un stratège de McCain a promis un nouveau plan économique d'urgence... qui n'est pas arrivé.

Lundi, John McCain et Sarah Palin ont plutôt soulevé des doutes sur l'intégrité de Barack Obama. Lors de l'une des assemblées de M^{me} Palin, en Pennsylvanie, quelqu'un dans la foule a crié «Kill him!» en référence à Obama. M^{me} Palin n'a pas cru bon d'apaiser les esprits.

Pendant que les républicains attaquaient, c'est Barack Obama qui a présenté un plan pour faire face à la crise économique. Obama veut encourager les entreprises qui créent des emplois aux États-Unis, et imposer un moratoire de 90 jours sur les reprises d'hypothèque (*foreclosure*).

«Je ne prétends pas que tout cela sera facile, a-t-il dit dans un rassemblement en Ohio. George Bush nous a creusé un trou très profond, et ça va nous prendre du temps avant d'en sortir. Nous devons choisir nos priorités comme jamais auparavant.»

En fin de journée, lundi, les républicains sont revenus sur leur décision: McCain annoncera un plan pour la crise économique, finalement.

McCain promet de dépenser 53 milliards pour aider «ceux qui souffrent le plus» à cause de la crise économique. Il compte éliminer l'impôt sur l'assurance chômage, et baisser la taxe sur les retraits des comptes de pension.

Cette annonce n'a pas plu aux conservateurs, qui s'attendaient à plus. «Les réactions que j'entends de la part des gens de la droite ne sont pas fanatiques, a dit James Pethokoukis, de *U.S. News & World Report*. Ce qui va aggraver la crise immobilière, ce sont les pertes d'emplois. Pourquoi ne pas avoir proposé de profondes réductions de taxes comme en 1981?»

Le camp républicain semble avoir de la difficulté à trouver le bon ton pour parler d'économie. Jusqu'ici, les solutions proposées ont provoqué le scepticisme des conservateurs.

L'idée de racheter l'hypothèque des propriétaires en détresse, lancée la semaine dernière par McCain, a provoqué une commotion dans les rangs républicains.

Les défenseurs du libre marché y voient une ingérence indue du gouvernement dans les décisions financières des citoyens.

C'est votre dernière chance.

(Ça tombe bien, car vous êtes doublement chanceux.)

- 1- Pour un temps limité, tous les modèles 2008 en stock affichent des **prix révisés à la baisse.**
- 2- En plus, profitez d'un taux à partir de **1 % à l'achat*** ou d'un taux à partir de **2 % à la location*.**

MODÈLES	323i 2008	328i 2008	528i 2008	X3 3.0i 2008	X5 3.0si 2008
PDSF initiaux	35 900 \$	41 000 \$	59 900 \$	45 300 \$	61 900 \$
PRIX RÉVISÉS*	32 310 \$	36 900 \$	53 910 \$	40 770 \$	55 710 \$
Nouvelles mensualités	398 \$ / mois pendant 39 mois0 \$ acompte	459 \$ / mois pendant 39 mois0 \$ acompte	759 \$ / mois pendant 39 mois0 \$ acompte	559 \$ / mois pendant 39 mois0 \$ acompte	779 \$ / mois pendant 39 mois0 \$ acompte

Démarrez sans tarder et rendez-vous au **bmwmontreal.ca**.
Montréal BMW Canbec 4090, rue Jean-Talon Ouest 514.731.7871 [bmwcanbec.com](#)
Laval BMW Laval 2450, boul. Chomedey 450.682.1212 514.990.2269 [bmwlaval.com](#)

Rive-Sud Park Avenue BMW 8400, boul. Taschereau Ouest 450.445.4555 514.875.4415 [parkavenuebmw.com](#)
Rive-Sud BMW Sainte-Julie 1633, boul. Armand-Frappier 450.922.1633 514.875.4400 [bmwsaintejulie.com](#)
Blainville Hamel BMW 620, boul. de la Seigneurie Ouest 450.437.5050 [hamelbmw.ca](#)

*Rabais équivalent à 10% du PDSF d'un modèle de base après le rabais du fabricant offert au concessionnaire. * Les taux de financement sont offerts par Services financiers BMW, une division de BMW Canada inc., sous réserve de l'approbation du crédit, avec un terme maximal de 60 mois. Les concessionnaires peuvent établir leurs propres prix et facturer des frais administratifs, ce qui peut modifier le taux de pourcentage annuel ou le prix du véhicule. *Les taux de location sont ceux offerts par Services financiers BMW sur approbation du crédit uniquement quant aux modèles ci-après cités en stock. BMW 323i/328i/528i/X3 3.0i/X5 3.0si 2008: le PDSF pour le modèle de base est de 35 900 \$/41 000 \$/59 900 \$/45 300 \$/61 900 \$. Pour une location de 39 mois avec un taux d'intérêt annuel de 2%/2 % /2 % /2,9 %, comportant une mensualité de 398 \$/459 \$/759 \$/559 \$/779 \$, un montant de 3 065 \$/3 197 \$/3 841 \$/3 409 \$/3 883 \$ est exigé à la signature du contrat de location. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 17 591 \$/19 152 \$/25 158 \$/19 932 \$/27 236 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,15 \$/0,15 \$/0,25 \$/0,15 \$/0,25 \$ du kilomètre excédentaire. ** Le montant exigé à la signature du contrat de location inclut le comptant initial, un dépôt de sécurité, la première mensualité, les frais de transport et de préparation, les frais d'administration du concessionnaire ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière. Le concessionnaire peut louer (ou vendre) à prix moindre. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Ces offres sont d'une durée limitée, sujettes à la disponibilité et peuvent être modifiées ou annulées sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 31 octobre 2008. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. Les modèles BMW 2008 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. © 2008 BMW Canada inc. « BMW » le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

MONDE

LONDRES

Controverse autour d’une mosquée géante

Le controversé groupe musulman Tablighi Jamaat veut construire la plus grande mosquée d’Europe occidentale dans l’est de Londres, à proximité du futur parc olympique. Mais le projet est loin de faire l’unanimité.

YVES SCHAEFFNER
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — Trois barrières de sécurité, deux « gardes »: n’entre pas qui veut sur le site où devrait être construite la plus grande mosquée d’Europe occidentale, dans l’est de Londres. Des jeunes seraient venus causer du grabuge, si je comprends bien l’anglais approximatif de Mohammed Ashraf qui surveille bénévolement l’entrée.

Situé dans une zone industrielle, enclavé entre deux voies ferrées, l’endroit ne s’apparente pourtant qu’à un terrain vague en ce moment. Seul un vieux bâtiment décrépît accueille des fidèles qui viennent y prier ou y séjourner pendant quelques jours.

Mais si les prières du groupe missionnaire Tablighi Jamaat sont exaucées, une spectaculaire mosquée pouvant accueillir 12 000 fidèles devrait y voir le jour d’ici quelques années, potentiellement à temps pour les Jeux olympiques de 2012. À moins d’un kilomètre du futur stade olympique, le projet devrait également accueillir une école et coûter entre 120 et 165 millions de dollars.

Opposition au projet

Sauf que l’idée ne fait pas l’unanimité. Une pétition s’opposant à la gigantesque mosquée a recueilli plus de 280 000 signatures sur le site Web du premier ministre britannique l’année dernière. Seule une pétition contre une taxe routière a recueilli plus de signatures jusqu’à présent.

S’il n’a pas signé ladite pétition – qui avait des relents presque racistes –, le conseiller d’arrondissement Alan Craig de l’Alliance du peuple chrétien n’en est pas moins vertement opposé au projet. « Ma principale préoccupation concerne les gens qui sont derrière cette mosquée. Tablighi Jamaat est un groupe qui cherche à diviser. Ils encouragent les musulmans à se séparer du reste de la société, s’inquiète-t-il. Ils font la promotion d’une vision très étroite et rétrograde de l’islam ».



Il y a six ans déjà, de jeunes musulmans accrochaient cette bannière à la fenêtre de la mosquée du parc Finsbury à Londres. La ferveur des adeptes de l’islam n’a pas fléchi depuis ce temps puisque le groupe Tablighi Jamaat caresse le projet de construire une immense mosquée au cœur de Londres.

Originaire de l’Inde et du Pakistan, le mouvement Tablighi Jamaat défend une vision rigoriste de l’islam. Ses adeptes se font un devoir de suivre l’exemple du prophète Mahomet, allant jusqu’à dormir à même le sol pour l’imiter. Le groupe compterait près de 80 millions d’adeptes dans le monde.

Bien que Tablighi Jamaat se défende de toute activité politique, Alan Craig souligne que le groupe a été lié à des terroristes à plusieurs reprises. Des exemples? Deux des quatre responsables des attentats du 7 juillet 2005 à Londres ont visité les installations du groupe, tout comme Richard Reid qui avait tenté de faire détoner des

explosifs dissimulés dans ses chaussures à bord d’un vol entre Paris et Miami.

« Construire une mosquée de cette taille au cœur même de Londres, c’est implanter un terrain de recrutement djihadiste », soutient Irfan al-Alawi, directeur international du Centre pour le pluralisme islamique.

Moins catégorique, le mufti Barkatullah, une figure modérée et respectée de l’Islam à Londres, croit que le groupe est quelque peu diabolisé. « Certains croient qu’il s’agit de conspirateurs avec de mauvaises intentions, mais je pense plutôt que ce sont des gens avec une pensée un peu simpliste et étroite. Ce ne sont pas des extrémistes. Ils sont juste un peu naïfs et des extrémis-

tes peuvent en profiter pour utiliser leurs installations », croit-il.

Le mufti Barkatullah accueille ainsi avec sérénité l’idée d’une mosquée géante à proximité du site des Jeux olympiques: « On accuse les gens de Tablighi Jamaat d’être trop secrets. L’idée qu’ils veulent « faire partie » des Jeux olympiques et qu’ils veulent s’impliquer dans la communauté devrait être bien accueillie. »

À l’entrée des lieux, Mohammed Ashraf est quant à lui sûr d’une chose: controversée ou pas, la mosquée verra le jour si Allah le veut bien. « Parce qu’Allah décide de tout », explique-t-il avant de retourner prier.



**MITSUBISHI
MOTORS**

Un monde@conduire

0% n’a jamais été aussi intéressant



0%

**FINANCEMENT
À L’ACHAT SUR
CERTAINS MODÈLES
2008 ET 2009[◇]**

LANCER 2009

Distance parcourue avec un plein ^A 881km	Capacité du réservoir 59Litres	Ville - 9,4L/100km[∞] Autoroute : 6,7L/100km[∞]
---	--	--

△ Distance évaluée sur la base de la consommation sur l’autoroute.



**LES VÉHICULES
LES MIEUX
PROTÉGÉS
AU MONDE[®]**



Garantie limitée sur le groupe motopropulseur de **10 ans/160 000 km***



Garantie limitée sur les véhicules neufs de **5 ans/100 000 km***



Assistance routière de **5 ans/kilométrage illimité[†]**

Boisvert Mitsubishi Blainville 450.419.4929 boisvertmitsubishi.ca	Boucherville Mitsubishi Boucherville 450.449.3344 bouchervillemitsubishi.ca	Brossard Mitsubishi Brossard 450.659.2425 brossardmitsubishi.ca	Gabriel Mitsubishi Dollard-des-Ormeaux 514.695.7777 gabrielmitsubishi.ca	Laval Mitsubishi Laval 450.629.6262 lavalmitsubishi.ca	Repentigny Mitsubishi Repentigny 450.585.3332 repentignymitsubishi.ca	John Scotti Mitsubishi Saint-Leonard 514.725.5777 johnscottimitsubishi.ca
---	---	---	--	--	---	---



Les clients avisés lisent toujours les petits caractères. ◇ Offre de financement à l’achat de 0 % disponible par l’entremise de la Banque Scotia ou de la Banque de Montréal pour une période allant jusqu’à 60 mois sur tous les modèles neufs Eclipse ou Eclipse Spyder 2008, jusqu’à 48 mois sur tous les nouveaux modèles neufs Endeavor 2008 et Outlander LS et XLS 2008, et jusqu’à 36 mois sur tous les autres modèles neufs Mitsubishi 2008, Galant 2009 et Lancer 2009 (à l’exception des modèles Lancer Evolution et Ralliart). Pour toutes les offres, le consommateur doit signer le contrat et prendre livraison du véhicule chez le concessionnaire le 31 octobre 2008 au plus tard. Les offres sont disponibles uniquement chez les concessionnaires participants et sont proposées uniquement aux clients de détail admissibles, au Canada. Sur approbation de crédit. Exemple de financement : 20 000 \$ financés à un TAP de 0 % pendant 36/60 mois, la mensualité est de 556 \$/333 \$; le coût de l’emprunt est de 0 \$/0 \$; et l’obligation totale est de 20 000 \$/20 000 \$. Demander tous les détails aux concessionnaires participants. ∞ Méthodes d’évaluation utilisées par Transport Canada sur le modèle Lancer DE 2009. Votre consommation de carburant actuelle peut varier. * Selon la première éventualité. L’entretien régulier non inclus. La Garantie Limitée sur les véhicules neufs couvre la plupart des pièces du véhicule sous des conditions d’utilisation et d’entretien normaux. ** Affirmation basée sur les informations des compétiteurs pour les véhicules 08/09 (Lancer Evolution et Ralliart exclues de l’affirmation). Voir votre concessionnaire ou mitsubishicars.ca pour les termes et conditions et autres détails de la Garantie et Assistante Routière. D’importantes restrictions au programme s’appliquent et certains clients ne seront pas éligibles. Voir votre concessionnaire participant pour les termes et conditions de Education Edge. © MITSUBISHI MOTORS – LES VÉHICULES LES MIEUX PROTÉGÉS AU MONDE sont les marques de Mitsubishi Motors North America, Inc et sont utilisées sous licence.

3586753A

3586643

Pas d’extradition pour une ex-militante italienne

Le président français Nicolas Sarkozy « gracie » Marina Petrella après l’intervention de Carla Bruni et de sa soeur



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — C’est presque une histoire de famille.

Marina Petrella, 54 ans, ancienne militante des Brigades rouges, ne sera pas extradée de France en Italie, où elle avait été condamnée en 1992 à la prison à perpétuité pour sa participation à l’assassinat d’un commissaire de police.

Pour raisons « humanitaires et médicales ».

En grève de la faim depuis son arrestation, Marina Petrella aurait perdu 40 kg, et ses médecins parlaient d’un pronostic vital engagé. « Ils n’emporteron t en Italie que mon cadavre », aurait-elle déclaré à des proches.

Arrêtée avant l’été – presque par hasard – lors d’une démarche administrative, l’ancienne « brigadiste », était réfugiée en France depuis 1993.

C’est mercredi dernier, sur son lit d’hôpital à Sainte-Anne, que Marina Petrella a appris la nouvelle officielle de sa non-extradition. De la bouche même de Carla Bruni-Sarkozy, qui était accompagnée de sa soeur, la comédienne et réalisatrice Valeria Bruni-Tedeschi.

Ironie du sort, la famille – Bruni-Tedeschi – de riches industriels turinois – avaient justement fui l’Italie, à l’époque où sévissaient les Brigades rouges et d’autres groupes terroristes.

Entre 1970 et 1980, on avait dénombré quelque 15 000 et quelque 415 victimes du terrorisme.

C’est Valeria Bruni-Tedeschi, connue pour ses sympathies de gauche, qui aurait dès le départ



La décision d’extrader l’ancienne activiste italienne des Brigades rouges, Marina Petrella, avait déclenché des protestations en France, cet été.

alerté sa soeur et l’Élysée sur le cas de Marina Petrella: « J’ai été obligée de quitter l’Italie quand

Le cas de Marina Petrella est un peu particulier. Épouse à l’époque d’un dirigeant des BR,

stice ne soit forcée de la remettre en liberté.

Une présence discrète

Depuis son arrivée en France en 1993, elle s’était totalement abstenue de toute activité publique, et travaillait discrètement en région parisienne comme assistante sociale. Remariée, elle avait eu un deuxième enfant en France.

Le premier ministre François Fillon avait signé le décret d’extradition le 9 juin dernier. Et le président Sarkozy avait manifesté son intention de donner suite.

Une association de parents de victimes du terrorisme organisera une manifestation, samedi prochain devant le palais de l’Élysée à Paris.

j’étais enfant pour éviter la violence, dit-elle aujourd’hui, et je ne vois pas pourquoi on devrait ajouter une mort de plus à celles qu’on a déplorées dans les années 70. »

impliquée dans divers dossiers, dont celui de l’enlèvement et de l’assassinat du premier ministre Aldo Moro (en 1978), elle a fait huit années entières de détention préventive avant que la jus-



« J’étais bien curieux de répondre au questionnaire et mon rapport m’a permis de mieux connaître ma consommation en kilowattheures et en dollars surtout! »

– Marcel Saint-Pierre, Blainville

« Comme il est bien détaillé, le rapport de recommandations m’a permis de comprendre et de mieux gérer ma consommation d’électricité. »

– Mohammed Bel’Hadj, Montréal

« Je trouve que, si nous pouvons parvenir à faire des économies d’argent en améliorant notre consommation d’énergie, c’est positif autant pour nous que pour l’environnement. »

– Simon Dufour, Blainville

Comme plus de 850 000 Québécois, économisez sans vous priver.

« J’ai trouvé le questionnaire en ligne extrêmement convivial et facile à remplir. J’ai vraiment trouvé qu’il était très, très bien conçu. Ça nous permet aussi d’avoir le rapport immédiatement. »

– David Belliveau, Montréal

« J’ai vraiment apprécié le calcul des économies potentielles compris dans le rapport de recommandations. C’est facile de voir où on peut économiser de l’argent. Depuis qu’on a reçu le rapport, on a remplacé tous les thermostats de la maison par des thermostats électroniques. »

– Marie-France Dubois, Laval

« J’ai adoré que le rapport soit personnalisé selon mes habitudes à moi! Depuis que je l’ai reçu, j’ai fait plein de changements. »

– Évelyne Poitras, Laval

Suivez le courant collectif.

LE DIAGNOSTIC RÉSIDENTIEL, ÇA RAPPORTE À TOUS.

Remplissez le questionnaire¹ en visitant **courantcollectif.com/temoignages1**
Pour en obtenir un exemplaire papier, composez le 1 800 ÉNERGIE (1 800 363-7443).



¹Certaines conditions s’appliquent.



PHOTO ASSOCIATED PRESS

Une photo diffusée par les autorités nord-coréennes, le 16 août dernier, montre Kim Jong-il accompagné de militaires.



Cette photo du leader nord-coréen diffusée le 11 octobre dernier laisse planer bien des doutes dans la communauté internationale.

État de santé du leader nord-coréen Kim Jong-il

Des photos alimentent les rumeurs

MATHIEU PERREAULT

Depuis plus d'un mois, les spéculations vont bon train sur la santé du dictateur nord-coréen Kim Jong-il. Il était notamment absent lors d'un important défilé militaire le 9 septembre, et plusieurs rumeurs diplomatiques avançaient qu'il aurait eu un accident vasculaire cérébral.

Pour calmer le jeu, les autorités nord-coréennes viennent de montrer à la télévision d'État 10 photos de M. Kim en train d'inspecter une unité d'artillerie féminine. Le hic: les arbres sur les photos sont encore verts, ce qui exclut qu'elles puissent avoir été prises dans les dernières semaines.

« Les arbres feuillus changent de couleur assez rapidement à l'automne, explique Erich Weingartner, spécialiste ontarien de l'aide humanitaire qui séjourne régulièrement en Corée-du-Nord. Les feuilles ne deviennent pas colorées comme chez

nous, plutôt marron, mais elles ne restent pas vertes. Ces photos ne prouvent rien. Elles pourraient très bien avoir été prises cet été.»

Où est-il?

La température varie normalement de 14 à 25 degrés Celsius en septembre à Pyongyang, la capitale nord-coréenne. En comparaison, les normales pour Montréal vont de 9 à 20 degrés.

Kim Jong-il, qui a 66 ans, n'a pas été vu en public depuis le 14 août. Des sources diplomatiques chinoises et sud-coréennes ont avancé dans les médias asiatiques que des médecins allemands auraient été appelés à son chevet – les liens avec l'Allemagne, qui fait partie des 10 principaux partenaires commerciaux de la Corée-du-Nord, remontent à l'Allemagne de l'Est communiste. Les spéculations vont bon train sur le successeur de M. Kim. Plusieurs experts, ainsi que le groupe de réflexion de gauche Nautilus, suggèrent qu'une junte

militaire calquée sur le modèle birman prendra le relais.

Cependant, M. Weingartner souligne qu'il est difficile d'identifier la motivation des autorités nord-coréennes en cas de subterfuge. « Je ne vois pas trop ce qu'ils voudraient prouver. Pourquoi se soucieraient-ils de ce que nous pensons, particulièrement depuis que les États-Unis les ont enlevés de la liste des pays soutenant le terrorisme ? »

Tactique de négociation

La fin de semaine dernière, Washington a annoncé le retrait de la Corée-du-Nord de cette liste, ce qui facilitera les échanges commerciaux et surtout bancaires. Cette mesure était réclamée depuis six mois par les Nord-Coréens. Kim Keun-sik, politologue sud-coréen de l'Université Kyungnam, avait même avancé dans le *New York Times* que l'absence de Kim Jong-il pouvait être une tactique de négociation : la perspective d'un vide politique

L'OUVERTURE PASSE PAR LE DVD

Que Kim Jong-il soit ou non malade, la Corée-du-Nord s'ouvre peu à peu au monde extérieur. Andreï Lankov, expert russe de l'Université nationale de l'Australie, a relevé dans un récent essai que le passage des vidéocassettes aux DVD en Corée-du-Sud a permis aux contrebandiers d'inonder la Corée-du-Nord d'appareils délaissés par les Sud-Coréens, mais aussi d'émissions de télévision et de vidéoclips. Les lecteurs de vidéocassettes coûteraient 40 \$ US, un luxe abordable pour plusieurs Nord-Coréens. Le PNB par habitant du pays est de 1100 \$ US, selon les autorités sud-coréennes.

à la tête d'un pays disposant de bombes nucléaires pourrait inciter les négociateurs américains à faire preuve de souplesse.

impliquant les États-Unis, le Japon, la Chine, la Russie et les deux Corées a convenu que le Nord arrêterait la production d'uranium militaire et permettrait aux observateurs internationaux de retourner au site nucléaire de Yongbyon. Une série de gestes des États-Unis et de la Corée-du-Nord devait culminer dans le démantèlement de Yongbyon. La crise a débloqué après une menace nord-coréenne de reprendre la production d'uranium, et la visite du principal négociateur américain.

Selon M. Weingartner, les États-Unis ont probablement assoupli leurs exigences relatives à l'exportation présumée de technologies nucléaires en Syrie, et à une deuxième filière nucléaire plus moderne. « Les Nord-Coréens ne voulaient pas céder sur ces deux points, parce qu'ils craignaient que les inspecteurs américains ne réclament l'accès à tous les sites militaires du pays avant de conclure à un non-lieu. »

Le gouvernement
du Québec
est honoré
d'accueillir à Québec,
dans le cadre du
XII^e Sommet de la Francophonie,
les délégations de plus de
60 États et gouvernements
du monde.

Depuis 40 ans, le Québec partage avec ses partenaires francophones des cinq continents, des valeurs, un engagement en faveur de la langue française et une coopération Nord-Sud harmonieuse et solidaire.

Au sein de la Francophonie, le Québec fait entendre sa voix en faveur d'un monde plus juste, plus respectueux de la diversité des cultures, des droits de la personne et de l'égalité des hommes et des femmes.

Albanie · Andorre · Arménie · Belgique · Bénin · Bulgarie · Burkina Faso · Burundi · Cameroun · Canada · Cap-Vert · Centrafrique · Chypre · Communauté française de Belgique · Comores · Congo · Côte d'Ivoire · Croatie · Djibouti · Dominique · Égypte · France · Gabon · Ghana · Grèce · Guinée · Guinée-Bissau · Guinée équatoriale · Haïti · Hongrie · Laos · Liban · Lituanie · Luxembourg · Macédoine · Madagascar · Mali · arç · Maurice · Mauritanie · Moldavie · Monaco · Mozambique · Niger · Nouveau-Brunswick · Pologne · Québec · République démocratique du Congo · République tchèque · Roumanie · Rwanda · Sainte-Lucie · Sao Tomé et Principe · Sénégal · Serbie · Seychelles · Slovaquie · Slovenie · Suisse · Tchad · Tunisie · Ukraine · Vanuatu · Vietnam

cégep

LE 1^{er} NOVEMBRE

est la date limite pour présenter une demande d'admission pour la

SESSION D'HIVER

dans l'un des cégeps suivants:

Abitibi-Témiscamingue
Ahuntsic
André-Laurendeau
de Bois-de-Boulogne
Champlain-Lennoxville
Drummondville
Édouard-Montpetit
Gérald-Godin
Granby Haute-Yamaska
Heritage
John Abbott
de Lanaudière
- à l'Assomption
- à Joliette
- à Terrebonne
Lionel-Groulx
Macdonald College
Maisonneuve
Marie-Victorin

Montmorency
 Outaouais
 Rosemont
 Saint-Hyacinthe
 Saint-Jean-sur-Richelieu
 Saint-Jérôme
 Saint-Laurent
 Shawinigan
 Sherbrooke
 Sorel-Tracy
 Trois-Rivières
 Valleyfield
 Vanier
 Vieux Montréal
 Institut de technologie
 agroalimentaire
 Institut de tourisme
 et d'hôtellerie du Québec

Demande d'admission
par Internet :
<http://sram.omnivox.ca>

Pour obtenir le Tableau des programmes offerts veuillez vous adresser à votre école, à l'un des cégeps ou au :

SRAM

**service régional
d'admission du montréal
métropolitain**

Tél. : 514.271.2454

 La Francophonie 
j' en fais partie!

Québec

Les incendies font toujours rage en Californie



Un pompier tente l'impossible afin de sauver une maison des flammes à Chatsworth, en Californie.

AGENCE FRANCE-PRESSE

LOS ANGELES — Trois incendies dévastateurs continuaient à noircir des milliers d'hectares dans le sud de la Californie, où les pompiers redoutaient une reprise des vents, alors que ces sinistres ont déjà fait un mort et provoqué l'évacuation de milliers d'habitants.

À 40 km au nord-ouest du centre de Los Angeles, à la lisière de la vallée résidentielle de San Fernando, plus de 6000 hectares de broussailles sont partis en fumée en 48 heures dans deux incendies distincts, l'un près du quartier de San Fernando, l'autre au nord de celui de Porter Ranch.

Une personne est morte et au moins 1200 habitants ont dû évacuer cette région lundi, alors que le gouverneur Arnold Schwarzenegger déclarait l'état d'urgence.

Deux mille pompiers, épaulés par des moyens aériens, continuaient de tenter de fixer les lignes de feu avant qu'elles ne dévastent des zones d'habitation.

L'incendie de Porter Ranch a doublé en surface depuis lundi, à 4000 hectares. Les pompiers ne parvenaient toujours pas à le circonscrire. L'autre a dévoré 2000 hectares et détruit 38 maisons mobiles, mais les pompiers ont réussi à le maîtriser à 70 % et espèrent encore progresser à la faveur d'une accalmie des vents constatée dans la nuit.

« Jusqu'ici, ça va, mais nous n'en avons pas fini », a affirmé le capitaine des pompiers du

comté de Los Angeles Mark Savage. « Nous sommes prêts pour tout ce que Dame Nature nous enverra », a déclaré pour sa part le porte-parole des pompiers de la ville de Los Angeles, Brian Humphrey. « Cela dépend des vents. Dans cette situation, ce sont les vents qui décident. Les vents pourraient être cléments », a-t-il ajouté, alors que des rafales de plus de 100 km/h ont soufflé la veille dans les montagnes et canyons non loin de Los Angeles.

Le service météorologique national américain (NWS) a prévu la persistance de vents soufflant jusqu'à 115 km/h dans la région jusqu'à aujourd'hui. Dans la région de San Diego, plus au sud, un troisième incendie s'est déclaré hier dans la base de marines de Camp Pendleton et près de la ville voisine d'Oceanside. Quelque 1200 hectares ont été réduits en cendres et les autorités ont donné l'ordre d'évacuer aux occupants de 1025 habitations.

Ces incendies sont attisés par les « vents de Santa Ana », un phénomène thermique qui crée des conditions dangereuses chaque automne dans la région, par ailleurs touchée par une grave sécheresse depuis deux ans.

La Californie se trouve dans une situation budgétaire très tendue et que M. Schwarzenegger a prévenu le Trésor américain qu'il aurait peut-être besoin d'une garantie sur un prêt de 7 milliards, le gouverneur s'est fait rassurant hier quant au financement des opérations : « Nous avons toujours de l'argent pour combattre les incendies. »

ÉTUDE DE L'INDICE DE SATISFACTION FORD

FORD EST UN FIER PARTENAIRE DES CANADIENS DE MONTRÉAL

LE TOUT NOUVEAU FORD FLEX SEL 2009

UN EXCELLENT RAPPORT AVANT-GARDISME/PRIX



439 \$
par mois
Location 48 mois[†]
Frais de transport inclus

OBTENEZ LA
TRACTION
INTÉGRALE POUR
SEULEMENT
20 \$ DE PLUS
PAR MOIS

AUSSI OFFERT À
0 %
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT
PENDANT 36 MOIS

- Boîte automatique 6 vitesses • Freins antiblocage (ABS) à disque aux quatre roues • 6 sacs gonflables • Dispositif Advance Trac® avec contrôle de stabilité antiretournement • Alarme antivol • Système antidémarrage SecuriLock® • Commandes de chauffage et de climatisation arrière • Ordinateur de voyage • Antibrouillards • Clés à télécommande intégrée • Clavier d'entrée SecuriCode^{MC}
- Sièges chauffants • Jantes de 18 po en aluminium • Chaîne audio avec compatibilité MP3, 6 haut-parleurs et radio satellite
- Commandes de régulateur de vitesse et de chaîne audio au volant • Phares halogène • Retroviseurs chauffants

ESCAPE XLT V6 4X4 2008



349 \$
par mois*
à l'achat
PRIX DE VENTE DE
23 999 \$

EDGE SEL 2008 À TRACTION INTÉGRALE



398 \$
par mois
Location 48 mois[†]
AUSSI OFFERT À
0 %
DE FINANCEMENT À L'ACHAT
PENDANT 36 MOIS

Testez ces super offres chez votre concessionnaire Ford.



ford.ca



propulsée par vous

Véhicules à titre indicatif seulement. * Première mensualité et mise de fonds de 2 895 \$ (Flex) et 4 695 \$ (Edge) exigées à la livraison. Des frais de 0,12 \$ le kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. * Terme de 72 mois. Frais de transport de 1 250 \$ en sus. Taux d'intérêt annuel de 4,99 %. Mise de fonds de 2 300 \$ ou échange équivalent. Exemple de financement : un montant de 10 000 \$ au taux d'intérêt annuel de 4,99 % correspond à une mensualité de 161 \$ pendant 72 mois. Total des frais de crédit de 1 592 \$. Total des frais de crédit de 1 592 \$. Pour une obligation totale de 11 592 \$. Les mensualités varient en fonction du montant emprunté et de la mise de fonds ou de l'échange. Ces offres s'adressent à des particuliers sur approbation de Crédit Ford. Certaines conditions peuvent s'appliquer au programme de reconnaissance des diplômés. Toutes les taxes incluant la taxe sur la climatisation, l'immatriculation, les assurances et les frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à moindre prix. Tous les détails chez votre concessionnaire Ford.

Des inégalités pires qu'il y a 30 ans

GENÈVE — L'Organisation mondiale de la santé a dénoncé hier dans son rapport 2008 des « inégalités criantes » en matière d'accès aux soins, préconisant de revenir au plus vite aux principes de base de la santé primaire.

«Les inégalités en matière de résultats sanitaires et d'accès aux soins sont bien plus grandes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient en 1978», a expliqué l'OMS dans son rapport annuel sur la santé dans le monde.

« Les différences d'espérance de vie entre les pays les plus riches et les plus pauvres dépassent désormais 40 ans », s'inquiète l'organisation, ajoutant que les dépenses de santé personnelles « poussent désormais chaque année 100 millions de personnes sous le seuil de pauvreté ».

« Sur le plan mondial, les dépenses publiques de santé varient entre 20 dollars par personne et par an et plus de 6000 dollars », insiste l'OMS.

« À bien des égards, les réponses du secteur de la santé à l'évolution

du monde ont été inadéquates et naïves», incapables d'anticiper les problèmes et de trouver des solutions globales, résume le rapport.

Parmi les plus grandes défaillances de nombreux systèmes de santé, l'Organisation relève une utilisation abusive des spécialistes au détriment des généralistes et médecins de famille ainsi qu'une approche concentrée sur les maladies des riches et sur les technologies de pointe.

La prévention est de ce fait trop négligée alors qu'une amélioration des mesures préventives « permet-

trait de réduire la charge mondiale de morbidité de près de 70 % », regrette encore l'OMS.

« Un monde fortement déséquilibré en matière de santé n'est ni stable ni sûr », a prévenu la directrice générale de l'organisation, Margaret Chan, lors du lancement du rapport à Almaty (ancienne Alma-Ata), au Kazakhstan. C'est dans cette ville, il y a 30 ans, que des accords ont été signés soulignant la nécessité d'équité dans les soins.

Et de préconiser un retour aux soins de santé primaires, qui «à la lumière des tendances actuelles».

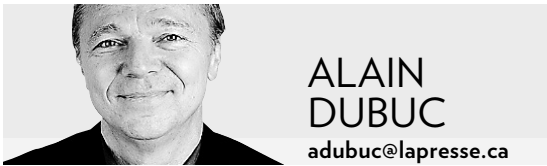
«font de plus en plus figure de moyen avisé de remettre le développement sanitaire sur les rails», selon M^{me} Chan.

Pour l'OMS, une telle approche, par le bas, est à même de faire face à plusieurs défis contemporains, à savoir la «mondialisation des modes de vie malsains, l'urbanisation rapide et anarchique ainsi que le vieillissement de la population».

L'Organisation mondiale de la santé conclut en renvoyant la balle aux politiques qui doivent prendre « expressément » les décisions adéquates.



Et le grand perdant est...



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Le grand perdant des élections d’hier, c’est Stéphane Dion. Son échec est cuisant, significatif, et lourd de conséquences, pour le chef libéral lui-même, mais aussi pour son parti, qui devra panser ses plaies et se préparer à des lendemains difficiles.

Les libéraux ont subi une légère érosion de leur appui populaire, en ne récoltant que 27 % des voix. Ce n’est pas une baisse énorme par rapport aux 30,2 % obtenus en 2006, mais c’est le pire score de l’histoire de ce parti, avec celui de John Turner. Les libéraux ont perdu 28 sièges, et leur dégringolade, sans donner la majorité aux conservateurs, assure leurs adversaires d’une assez belle victoire et leur donne un mandat plus solide que celui des dernières élections.

Il est assez clair que M. Dion n’a pas manifesté les qualités que l’on attend d’un chef et d’un futur premier ministre.

Ces résultats amèneront certainement les libéraux à une réflexion sur le leadership de leur formation politique, dans un parti dont les militants ne pardonnent pas l’échec. Car ce qui est sans appel, c’est que les libéraux ne peuvent pas invoquer de circonstances atténuantes pour leurs résultats décevants. Aucun événement extérieur, aucune injustice du sort qui pourrait expliquer leur performance.

M. Dion, dans cette campagne, n’avait pas à composer avec l’usure du pouvoir qui a hanté son prédécesseur Paul Martin, ni avec la crise des commandites. Il n’avait pas non plus à affronter un grand élan national au Québec et un rejet du Canada. Pas d’événement extérieur non plus, comme la crise financière, dont la principale victime est le parti qui exerce le pouvoir. Pas de jeux politiques injustes, comme la dynamique à cinq, notamment dans les débats des chefs, où les conservateurs se retrouvaient à un contre quatre.

Les libéraux ne peuvent même pas expliquer leurs reculs par leur ennemi traditionnel au Québec, le Bloc québécois. Car le PLC n’avait pas grand espoir au Québec, une province où il était bon troisième, avec un chef mal placé pour conquérir une province où il n’est pas populaire. Pourtant, ses appuis ont un peu augmenté, de 21 % à 23 %, et il conserve le même nombre de sièges. À la limite, les libéraux ont peut-être souffert par la bande de toute la mobilisation contre les coupures dans les arts.

La défaite libérale s’est consacrée en Ontario, où s’affrontaient deux chefs, Stéphane Dion et Stephen Harper, dans un face-à-face sans interférence, dans une province où les libéraux détenaient un avantage. Et cette bataille, c’est le chef libéral qui l’a perdue. L’appui pour son parti est baissé de 40 % à 33 %, tandis que celui des conservateurs passait de 35 % à 40 %. Les libéraux y ont perdu 16 sièges, les conservateurs en ont ravi 11.

Pourquoi ? D’une part, on note que les libéraux n’ont pas pu vraiment réussir à se présenter comme un rempart contre les conservateurs. La stratégie de la peur a surtout profité au Bloc québécois qui, malgré un tassement vers la fin, a fait bien mieux qu’il l’espérait en début de campagne. Le NPD aussi a fait des progrès, en appui populaire au Québec et en sièges en Ontario.

Mais plus profondément, cela montre que le PLC n’a pas su occuper la place qui est historiquement la sienne, celle d’un parti de centre. Il a flirté sur la gauche, sans le moindre succès. Et n’est s’est pas imposé bien au centre de l’échiquier où il y a manifestement de la place. Les résultats d’hier montrent en effet que les conservateurs, s’ils ont remporté 144 sièges, un gain de 20 circonscriptions, n’ont pas du tout progressé en termes de suffrages populaires. Leurs appuis, à 37 %, ont augmenté de moins d’un point de pourcentage, ce qui indique un certain plafonnement et une incapacité des conservateurs à élargir leur base électorale.

À quoi est-ce dû ? Il est difficile de départager ce qui est attribuable à l’homme, au message ou au parti. Mais il est assez clair que M. Dion n’a pas manifesté les qualités que l’on attend d’un chef et d’un futur premier ministre. Il ne s’agit pas d’un manque de charisme, un attribut qui n’est pas indispensable. Mais d’une absence de leadership, ce talent indéfinissable qui permet de convaincre des gens de vous suivre et de vous faire confiance. Et une absence de sens politique, qu’on a pu voir avec l’échec du Tournant vert.

Mais, il est également clair que ce parti, usé par le pouvoir, encore divisé, n’a pas terminé son purgatoire et est loin d’avoir réussi son processus de renouvellement. M. Dion n’est certainement pas responsable de cette situation, mais il en est un symptôme. Ce parti, malade, avait choisi le mauvais chef. On en voit maintenant le résultat.

Harper, malgré tout...

Que de ratés pour les conservateurs au cours de cette campagne électorale qui aurait dû être beaucoup plus facile pour eux

DON MARTIN



L’auteur est chroniqueur politique au « National Post » et au « Calgary Herald ».

C’est fait : Stephen Harper est toujours premier ministre. Mais ô combien ! il s’est compliqué la tâche...

C’est probablement un record : la gaffe commise le plus tôt dans une campagne électorale. En fait, pour les conservateurs, le tournant de la campagne est survenu plusieurs semaines avant qu’ils ne déclenchent les hostilités.

Lorsque des sources bien placées au sein du bureau du premier ministre ont laissé fuir une liste de réductions modestes du financement des arts, accompagnée de railleries à l’endroit de célébrités de la musique et de la télévision canadiennes, 32 mois de gouvernance prudente avec l’espoir d’obtenir une majorité grâce à des sièges supplémentaires au Québec ont commencé à dériver à vau-l’eau.

Sabrer le soutien aux arts à même les fonds publics a été bien accueilli par la base albertaine, bien que cette province soit l’une des plus généreuses au Canada en ce qui concerne les subventions culturelles, mais c’était la recette idéale pour provoquer une réaction brutale au Québec. Cette décision dénuée de sens doit être considérée comme l’erreur la plus grave commise par les conservateurs dans le cadre de la campagne électorale.

La campagne aurait dû être une voie royale vers une majorité pour les conservateurs aux dépens d’un rival faible et désorganisé. Mais ce ne fut pas le cas.

On se demande aussi comment le premier ministre Stephen Harper, qui profite habituellement de plusieurs longueurs d’avance pour imaginer des stratégies gagnantes, a pu être l’auteur d’une campagne qui a tant laissé à désirer. Ses troupes n’ont jamais été prêtes pour le combat. Son parti disposait d’une machine de guerre qui aurait pu et qui aurait dû anéantir Stéphane Dion, le faible et peu aguerri chef libéral, dès le début du déclenchement des élections et



PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

L’enjeu de la campagne était de choisir le meilleur chef dans un contexte de difficultés économiques, et en ce sens, les conservateurs auraient dû facilement s’assurer une majorité de 155 sièges. Or, Stephen Harper a répété les erreurs tactiques de dernière minute des campagnes de 2004 et de 2006.

avant même qu’il puisse trouver un avion pour sa campagne.

Son gouvernement avait consolidé sa position auprès de tous les groupes importants d’électeurs. Il avait investi à fond pour tendre la main aux minorités ethniques, subventionné les festivals et avait présenté moult excuses aux minorités offensées. Il avait accordé des allègements fiscaux à des catégories choisies de contribuables selon le potentiel d’obtention de votes.

L’ouverture de rêve pour Stephen Harper est survenue lorsque les libéraux ont

contexte de difficultés économiques, les conservateurs auraient dû facilement s’assurer une majorité de 155 sièges. Mais M. Harper a répété les erreurs tactiques de dernière minute des campagnes de 2004 et de 2006. Ses commentaires quant aux bonnes occasions d’achat sur les marchés boursiers, quoique bien fondés, ont paru insensibles. Et les railleries à répétition de M. Harper à l’endroit de l’infortuné M. Dion qui a trébuché par incompréhension de l’anglais lors d’une entrevue la semaine dernière ont suscité de nouvelles craintes : un cœur mesquin bat-il sous le gilet du premier ministre ?

Cette campagne s’est terminée comme elle avait commencé, comme un référendum sur le mérite de Stephen Harper à titre de meilleur leader en des temps difficiles tandis que le Québec refuse de se prendre de sympathie pour le premier ministre malgré sa métamorphose en bon père de famille.

La campagne aurait dû être une voie royale vers une majorité pour les conservateurs aux dépens d’un rival faible et désorganisé. Mais ce ne fut pas le cas.

Et si l’effondrement mondial atteint le Canada, il fera en sorte que le gagnant des présentes élections sera le grand perdant lors du prochain vote.»

D’abord, du leadership

Face à la crise économique, le nouveau gouvernement devra faire preuve de psychologie et de pédagogie pour donner confiance aux Canadiens

JEAN BOIVIN



L’auteur est professeur titulaire à l’Institut d’économie appliquée, HEC Montréal.

Le temps d’une courte élection et la perception de la santé économique au Canada aura beaucoup changé : le gouvernement élu hier devra désormais protéger le Canada de l’une des pires crises financières que l’on ait connues. La confiance des consommateurs et des investisseurs a été sérieusement ébranlée. À l’instar des Américains et des Européens, le nouveau gouvernement pourra se sentir pressé d’agir. En effet, l’histoire nous démontre qu’en présence d’une crise financière importante, le coût de tergiverser trop longtemps peut être énorme : aux États-Unis, le « plan Paulson » n’était pas parfait, mais il y avait clairement urgence d’agir.

Fait-on face à la même urgence au Canada ? Probablement pas. D’abord, la maladie trouve sa source à l’extérieur du pays et, ultimement, c’est là qu’il faut la traiter. Il s’agit d’une crise de liquidité mondiale à la suite de l’écatement de la bulle immobilière et l’effondrement d’institutions financières qui s’en est suivi, en particulier aux États-Unis et en Europe. Étant fortement intégré à l’économie mondiale, le Canada est contaminé : nos institutions financières, fideles à leur réputation, font preuve d’une grande prudence, ce qui raréfie la liquidité ici aussi.

La maladie et le remède sont bien connus. C’est le même mal qui fut à la source de la Grande dépression. Celle-ci aurait pu être en grande partie évitée n’eût été d’une inaction déconcertante de la part des gouvernements et des banques centrales du temps. Le remède aurait dû être l’injection massive de liquidités. Comme en témoignent leur comportement, la Fed et les autres banques centrales ont appris de ces erreurs.

Par contre, le patient est différent : le système financier est bien plus complexe qu’il ne l’était à la fin des années 20. On connaît le remède. Mais quelle dose doit-on utiliser et où l’administrer dans le système financier ? C’est moins clair.

À l’instar des Américains et Européens, le nouveau gouvernement pourra se sentir pressé d’agir.

C’est le principal défi auquel travaillent la Fed et le Trésor américain.

Un risque réel

Il reste qu’au-delà de la crise de liquidité, le risque d’un ralentissement économique significatif au Canada est bien réel. Si on se fie à l’emploi, les États-Unis semblent être en récession depuis février dernier. Un tel ralentissement de notre principal partenaire commercial, et du reste de l’économie mondiale, ne peut se produire sans nous élabousser. Nous avons les outils pour répondre à cette situation : notre discipline monétaire et

fiscale nous donne une importante marge de manœuvre. De plus, contrairement aux ralentissements précédents, nous sommes en très bonne posture (le taux de chômage était à 6,1 % en septembre, pas très loin de son creux historique).

Pour l’instant, la politique monétaire de la Banque du Canada demeure l’instrument le plus efficace pour répondre au ralentissement économique. Elle est déjà à l’œuvre et continuera de l’être si nécessaire.

Pour la suite, plutôt que d’improviser, pourquoi ne pas profiter de notre petite longueur d’avance pour prendre le temps de juger de l’étendue et de la nature des mesures fiscales qui seront nécessaires, en s’assurant que celles-ci s’inscrivent dans une logique de prospérité à plus long terme ?

Cette longueur d’avance ne sera utile que si les consommateurs et les investisseurs sont convaincus de son existence. Si elle existe vraiment, l’un des plus grands défis du nouveau gouvernement sera de démontrer le leadership, la pédagogie et la psychologie nécessaires pour convaincre. Il faut expliquer et contrer le discours catastrophique. Si le gouvernement échoue, la perte de confiance pourrait nous pousser rapidement en situation où l’urgence d’agir prévaudra et les interventions précipitées et improvisées seront la seule porte de sortie. Le potentiel d’erreurs sera grand et leurs effets néfastes pourraient se faire sentir bien longtemps après que le ralentissement soit chose du passé. Une belle opportunité aura alors été gaspillée.

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

M. Harper doit changer



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Le Parti conservateur a été reporté au pouvoir. Le premier ministre, Stephen Harper, peut à juste titre se réjouir de cette victoire obtenue à l'issue d'une campagne difficile. Mais il devra aussi tirer des enseignements de ce qui s'est passé au cours des dernières semaines, la majorité qui était à sa portée lui ayant échappé.

Le premier ministre a été victime durant la campagne des mêmes traits de caractère qui lui ont nui dans le passé et que la stratégie conservatrice visait à faire oublier en nous le présentant en bon père de famille. En premier lieu, l'arrogance. Cette arrogance froide

M. Harper devra tirer des enseignements de cette campagne, même si le résultat lui est favorable.

qui transformait tout organisme, toute personne osant critiquer le gouvernement en ennemi à abattre. C'est cette attitude qui a empêché les conservateurs de comprendre le tort que leur faisait le dossier de la culture et qui a poussé M. Harper à réagir en s'attaquant aux artistes alors qu'il aurait dû corriger le tir.

Le Parti conservateur reste au pouvoir, certes, et il obtient un mandat plus fort que le précédent. Néanmoins, à peine plus du tiers des Canadiens ont voté pour les conservateurs et le pays se retrouve politiquement polarisé et divisé. Cela devrait finir de faire comprendre à M. Harper qu'il doit être à l'écoute de tous les Canadiens plutôt que des seuls groupes d'électeurs qui, selon sa grande stratégie, sont susceptibles de lui donner une majorité.

Le premier ministre devra aussi apprendre à maîtriser la partisa-

nerie excessive qui le caractérise. Cette partisanerie, qui l'a mené à ridiculiser son principal adversaire pendant des mois et jusqu'aux derniers jours de la campagne, dépasse ce que la plupart des Canadiens sont prêts à tolérer.

Le gouvernement conservateur fera face, au cours des prochains mois, à une grave crise économique. M. Harper devra de plus s'assurer que les intérêts du Québec continueront d'être pris en compte au cabinet, bien qu'il n'y ait pas fait les gains qu'il espérait.

La tâche sera complexe et délicate. Le premier ministre ne pourra l'accomplir et conserver l'appui de la population s'il ne change pas radicalement d'approche.

Alors qu'au début de la campagne, nombreux étaient ceux qui prédisaient la déroute complète, y compris parmi les militants libéraux, Stéphane Dion a mené une bonne campagne, faisant montre d'une énergie que les Canadiens ne lui connaissaient pas. Néanmoins, les résultats d'hier soir sont décevants, le PLC ayant perdu une trentaine de sièges.

M. Dion a traîné le poids de ses erreurs des derniers mois: son incapacité à faire l'unité dans son parti, sa décision de faire d'une nouvelle taxe sur le carbone l'élément central de son programme, ses difficultés à mettre sur pied une organisation efficace sur le terrain.

La question du leadership de M. Dion se posera inévitablement. Toutefois, les libéraux doivent comprendre que leurs difficultés, en particulier au Québec, sont plus profondes que la seule personnalité du chef.

Au Québec, le Bloc québécois a à nouveau fait la preuve de sa résilience. Cela s'explique par la grande proximité des bloquistes avec la population québécoise et par la solidité du chef Gilles Duceppe. Mais cela vient aussi de l'incapacité des grands partis nationaux à s'enraciner au Québec et à offrir aux Québécois un projet, une vision du Canada qui les séduit. À cet égard, le travail à faire est tout simplement colossal.

Le refuge politique



mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

Le Bloc québécois a conservé son statut de refuge politique d'un électoralat qui, en début de campagne, semblait devoir lui filer dramatiquement entre les doigts. Le parti souverainiste a ainsi gardé intacte sa représentation aux Communes, bien qu'il ait récolté une part moindre des suffrages exprimés.

Ce sera donc difficile pour Gilles Duceppe de voir ces résultats comme une grande victoire même si, il y a 40 jours, l'alignement des astres semblait promettre une véritable catastrophe aux troupes bloquistes.

Pour beaucoup d'électeurs québécois, Stephen Harper n'est pas l'épouvantail qu'on a fait de lui.

À ce moment, existait d'abord la relative popularité des conservateurs auprès des électeurs du Québec, que Stephen Harper avait plus ou moins apprivoisés en se tassant au centre et en reconnaissant la nation québécoise – un symbole si l'on veut, mais un symbole fort. Existait ensuite ce qu'on pourrait appeler la «fatigue bloquiste», mise en évidence par les interrogations sur la pertinence du parti formulées au sein de la famille, pour ainsi dire, par l'ex-ministre péquiste Jacques Brassard et cinq anciens députés bloquistes.

Puis, est arrivé ce que l'on sait: l'étincelle des coupes dans la culture a mis le feu à la baraque et entraîné un mouvement anti-Harper d'une virulence inouïe: on ne se souvient pas que qui-conque, au Québec, ait jamais été diabolisé à ce point! Les coupes en question étaient néanmoins le fruit d'un mauvais calcul du premier ministre, lequel devait en commettre plusieurs autres, nourrissant ainsi cette véritable campagne de peur – dont, par le passé, les souverainistes étaient plutôt les victimes... C'est ainsi qu'on a vu défilier le spectre de George Bush, des adolescents menacés du pénitencier, des oriflammes nazies dans les manif et, pire que tout, la culture québécoise assassinée par les Anglais!

Placé sur le terrain de la culture et par conséquent de l'identité, le Bloc québécois ne pouvait faire autrement que profiter très largement de ce tournant noir pris par la course électorale.

Pourtant, ce n'est pas ce qui s'est produit.

Dans les faits, ce sont les trois autres partis, conservateur, libéral et néo-démocrate, qui ont gagné des votes, même si cela s'est plus ou moins reflété dans le nombre de circonscriptions dévolues à l'un et l'autre.

Quel est le message? Beaucoup d'électeurs québécois auront certainement fait savoir que, malgré tout le battage, ils ne voient pas Stephen Harper comme l'épouvantail *halloweenien* qu'on a fait de lui (même s'il a donné la mesure du fossé qui sépare la réalité québécoise de la vision qu'il en a). Et, en gardant un tableau des élus fort semblable à celui qui existait avant la dissolution de la Chambre, les mêmes électeurs ont peut-être remis en question la... pertinence de ces élections – tout ça pour ça, en somme!

Quant à la pertinence du Bloc québécois, elle fera certainement encore l'objet de discussions.

HARPER RÉÉLU!



serge.champleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

FORUM@LAPRESSE.CA

La peur n'a pas fonctionné

Les Canadiens ne se sont pas laissés aveugler par la campagne de peur et de désinformation outrancière menée par les quatre autres partis et ont non seulement renouvelé leur confiance, mais aussi augmenté leur appui aux conservateurs et à Stephen Harper. Malheureusement, le prochain gouvernement sera encore minoritaire et aura encore les mains liées par le chantage permanent des autres formations, notamment celle de M. Duceppe, qui n'aura de cesse de nous précipiter de nouveau dans des élections au plus vite, de façon totalement irresponsable. Le résultat du Bloc est désespérant: à part s'attribuer abusivement le mérite des décisions favorables à notre province, le Bloc n'a jamais rien obtenu sur la scène fédérale. La contestation stérile semble malheureusement faire plus recette que l'exercice du pouvoir.

Philippe Riondel

Les leçons à tirer

Le Parti conservateur du Canada a remporté ses deuxième élections consécutives. Les conservateurs vont devoir se contenter d'une minorité, mais ils ont élu une vingtaine de députés de plus que le 23 janvier 2006. Au Québec, le Bloc québécois vient de gagner sa sixième victoire consécutive. Le message de Gilles Duceppe a bien fonctionné parce que le Bloc québécois a empêché le Parti conservateur d'obtenir la majorité parlementaire qu'ils recherchaient. Donc, la mauvaise campagne électorale du PCC au Québec l'empêche de former un gouvernement majoritaire. Si les conservateurs avaient obtenu une dizaine de circonscriptions de plus au Québec, ils auraient formé un gouvernement majoritaire. Michael Fortier a subi une cinglante défaite dans la circonscription de Vaudeuil-Soulanges aux mains du Bloc québécois. Je crois que la défaite de M. Fortier va faire très mal au Québec car celui-ci aurait été le lieutenant québécois de Stephen Harper au Québec et un excellent ministre fédéral pour la belle province. Le Parti libéral du Canada a subi sa pire défaite électorale depuis 1984 et les jours de Stéphane Dion à la tête du PLC sont comptés. Le NPD et le Parti vert ont augmenté leurs appuis comparativement aux élections du 23 janvier 2006. Le Parti conservateur aurait dû obtenir une majorité mais encore une fois, les Québécoises et les Québécois ont préféré voter pour le cul-de-sac qu'est le Bloc québécois.

Simon Leduc, étudiant en science politique



PHOTO TOM HANSON, PC

Un autre gouvernement minoritaire pour Stephen Harper et le Parti conservateur.

Bonne retraite politique, M. Fortier...

Cher M. Fortier, qui est-ce qui disait que le Bloc avait gaspillé plus de 300 millions depuis quelques années? Eh bien, votre parti en a gaspillé autant en 35 jours... Bonne retraite politique, M. Fortier...

Marc Gratton, Sainte-Julie

Consolation et déception

L'élection d'hier représente pour moi tout à la fois une consolation et une déception. D'abord, une consolation car au moins les conservateurs n'auront pas les coudées franches d'un parti majoritaire, ce qui ne serait pas très beau à voir comme résultat s'ils réussissent à imposer complètement leur idéologie axée sur un conservatisme économique et social résolument axé vers la droite pure et dure et un net recul quant aux acquis sociaux et au maintien d'une

certaine égalité économique et sociale. Aussi, parce que je crois que les conservateurs ont atteint le maximum de députés qu'ils peuvent obtenir dans une élection fédérale. Lorsque les libéraux auront remplacé leur chef par un véritable leader à l'écoute des préoccupations des Canadiens, ces derniers reprendront les circonscriptions perdues. Ensuite, une déception, d'une part, parce que même minoritaire, un gouvernement «conservateur» restera toujours «conservateur». Et ici, nous aurons affaire à un gouvernement minoritaire fort. De quoi donner confiance à Harper qui cherchera, non pas à se mettre en mode «écoute de la population» mais qui cherchera toujours plus (en réussissant parfois) à nous faire passer ses politiques de droite et ce, sans même avoir atteint son grand rêve de diriger un gouvernement majoritaire. De quoi inviter ceux qui croient encore à une société plus juste, moins inégalitaire à rester vigilants, unis et solidaires collectivement et à se relever les manches.

Paul Martel, Roxboro

La messe est dite



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

te, missa est... Allez, la messe est dite. La cérémonie, faut-il dire, fut fort longue – pas moins de 37 jours! C’est dur, quand on a l’oreille rivée à des sermons répétitifs parsemés de clameurs démagogiques. La messe étant dite, les fidèles se retrouvent sur le parvis, contemplant le destin que leur impose le dieu des élections – le destin qu’en vérité ils se sont imposé à eux-mêmes, et avec lequel ils devront vivre ces prochains mois, sinon ces prochaines années...

////////////////////

Contrairement à ce qu’avaient prévu les sages et les sondages, le gouvernement Harper, loin d’émerger du combat en leader estropié, est reconduit avec une députation considérablement renforcée, à une

À une dizaine de sièges de la majorité, et face à une opposition officielle en débandade, tout entière occupée par ses batailles du leadership, Stephen Harper pourra gouverner à peu près comme il l’entend.

dizaine de sièges de la majorité; il pourrait même suffire de quelques défections, dans les rangs libéraux, et de quelques victoires à des élections partielles, pour que M. Harper se retrouve à un moment donné à la tête d’un gouvernement majoritaire.

Le Bloc Québécois, dont on prédisait, vers la fin de la campagne, qu’il serait le grand gagnant de cette élection, n’a ni progressé ni reculé par rapport aux résultats de 2006. Idem pour le NPD, qui en reste à peu près au statu quo. Les verts, malgré le petit courant d’excitation provoqué par l’accession d’Elisabeth May dans le clan des chefs de parti, se retrouvent Gros-Jean comme devant, avec zéro député.

Les seuls pour lesquels cette soirée d’élection représente un choc profond sont les libéraux, qui avaient cru voir miroiter, aux derniers jours de la campagne, le vague espoir d’un revirement qui leur aurait redonné le pouvoir. Exit le Tournant vert, ce thème surréaliste que Stéphane Dion s’est obstiné à proposer à un électorat rétif. Exit Stéphane Dion lui-même – en tout cas, ce n’est qu’une question de temps.

En 1984, le PLC avait donné une seconde chance à John Turner, qui s’en était allé à l’abattoir quatre ans plus tard, non sans mener un vigoureux baroud d’honneur contre le libre-échange. Mais à l’époque, même si déjà Jean Chrétien piaffait d’impatience, les clans visant à le remplacer n’étaient pas vraiment en position de combat. Surtout, John Turner avait de forts appuis au sein du parti, ce qui n’est pas du tout le cas de Stéphane Dion.

Le PLC d’aujourd’hui est divisé en deux armées prêtes à entamer demain matin la guerre du leadership, celles de Michael Ignatieff et de Bob Rae, sans compter les troupes des ambitieux roitelets de la relève, comme les Gerald Kennedy et son compère Justin Trudeau, qu’on a vu copiner coude à coude lors du congrès au leadership de décembre 2006. Ces batailles seront longues et épuisantes pour un parti désorganisé, qui se trouve au surplus en très mauvaise situation financière.

Voilà qui constitue une autre bonne nouvelle pour Stephen Harper, qui fera face à une opposition officielle impuissante, tout entière occupée à ses guerres intestines, et donc incapable de renverser le gouvernement d’ici au moins deux ans.

Stephen Harper a raté de justesse le gouvernement majoritaire qu’il souhaitait ardemment sans jamais le proclamer trop fort. Mais en fait, il l’aura presque obtenu: à une dizaine de sièges de la majorité, et face à une opposition officielle en débandade et occupée par la bataille à venir du leadership, il pourra gouverner à peu près comme il l’entend.

////////////////////

Pour le Québec, cependant, le résultat des élections est catastrophique. Aucun nouveau « ministrable » n’a émergé de la députation conservatrice québécoise. Le PC, au Québec, a pu rescaper Jean-Pierre Blackburn mais a perdu Michael Fortier et André Bachand, et se retrouve avec la même petite équipe faiblarde qui s’est si mal défendue durant la campagne électorale.

Le Québec, encore une fois, a jeté presque tous ses œufs dans le panier du Bloc, ce parti voué à l’opposition perpétuelle. Face à un gouvernement quasiment majoritaire sans représentation québécoise forte, le Québec se retrouve le grand perdant de ces élections.

te missa est... Allez, la messe est dite, il est temps d’aller se coucher. Il n’y aura pas de réveillon.

Le Bloc a résisté à la tempête

Gilles Duceppe a été en mesure de banaliser ou de faire carrément oublier ce que les conservateurs avaient fait pour le Québec

JEAN-HERMAN GUAY



L’auteur est professeur de sciences politiques à l’Université de Sherbrooke et directeur de l’École de politique appliquée.

Il y a moins d’un mois, qui aurait cru que Gilles Duceppe récolterait une cinquantaine de sièges. C’est moins que les espoirs des derniers jours, mais somme toute le Bloc a bien résisté à la tempête. Pour les bloquistes et pour leurs alliés péquistes, c’est plutôt une bonne nouvelle après une année grisâtre.

L’expérience du chef et la qualité de l’équipe ont joué un rôle certain, mais l’important était ailleurs: Gilles Duceppe s’en tire parce qu’il a su repositionner son parti sur l’échiquier politique. Celui-ci n’incarnant plus tellement la souveraineté comme en 1993 ou en 2004, mais la défense des intérêts du Québec, il a mis de l’avant un nationalisme défensif axé sur la protection des « valeurs québécoises ».

Au fil des semaines, le Bloc a retrouvé une large portion de son électorat en passant du souverainisme au nationalisme, une position moins exigeante, plus modérée, en lien avec la contraction de la cause souverainiste.

Ce rôle de rempart, de chien de garde, de vigile a été d’autant plus facile à tenir que le Bloc avait devant lui un parti conservateur figé dans des positions de droite en matière de culture et de criminalité, ainsi que devant la crise financière.

Tour de force

Le tour de force de Gilles Duceppe a été de braquer toute l’attention médiatique sur les dernières politiques conservatrices en faisant vibrer les cordes de l’identité comme celles de l’indignation, mais il a surtout été en mesure de banaliser, de faire carrément oublier ce que les conservateurs avaient fait pour le Québec, soit: la reconnaissance de la nation; la résolution aux trois quarts du déséquilibre fiscal; la libération du champ fiscal de deux points de TPS; ainsi qu’une attitude d’ouverture dans plusieurs dossiers québécois – ouverture nettement plus grande que celle traditionnellement manifestée par les libéraux de Chrétien et Trudeau. Bien que très structurants à long terme, ces éléments semblent avoir été occultés par une myopie collective.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Gilles Duceppe s’en tire parce qu’il a su repositionner son parti sur l’échiquier politique. Celui-ci n’incarnant plus tellement la souveraineté comme en 1993 ou en 2004, mais la défense des intérêts du Québec, il a mis de l’avant un nationalisme défensif axé sur la protection des « valeurs québécoises ».

Selon la logique des dividendes politiques, les conservateurs auraient dû recueillir au Québec les fruits de cette posture décentralisatrice, mais la réponse finale fut tiède. Par une com-

Bloc (en région) ou chez les libéraux (à Montréal).

Cette persistance du Bloc est autant une réussite pour Duceppe qu’une défaite pour les stratèges conserva-

Les stratèges conservateurs n’ont pas su s’approcher suffisamment du centre pour récolter l’adhésion des Québécois modérés, ce qui leur aurait valu une solide majorité de sièges au Canada.

binaison d’effets, toute la campagne s’est faite sur l’axe gauche droit, là où les conservateurs de Harper étaient en rupture avec les positions modérées de Mulroney ou de Clark. En somme, pour plaire à l’électorat du Québec, un parti fédéraliste doit obligatoirement remplir deux conditions: ne pas être centralisateur et ne pas être de droite. Autrement, le vote retourne vers le

teurs qui n’ont pas su s’approcher suffisamment du centre pour récolter l’adhésion des Québécois modérés, ce qui leur aurait valu une solide majorité de sièges au Canada. Le « war room » conservateur a rencontré un adversaire agile, jouant d’un nationalisme souple et capable, selon l’expression de Machiavel, de s’adapter à la « fortune du temps ».

Un grand chantier

Le Parti libéral a du travail à faire pour redevenir le grand parti national qui a historiquement fait le pont entre les anglophones et les francophones

ROBERT ASSELIN



L’auteur est directeur adjoint de l’École supérieure d’affaires publiques et internationales de l’Université d’Ottawa. Il a été conseiller du premier ministre Paul Martin et du chef libéral Stéphane Dion.

Plus que jamais, la carte politique canadienne ressemble ce matin à un immense arc-en-ciel. L’incapacité des principaux partis politiques à faire élire un nombre important de députés dans toutes les régions du pays est maintenant devenue un sérieux obstacle à l’élection de gouvernements majoritaires au Canada. Aucun parti n’a été en mesure de briser cette balkanisation régionale qui sévit depuis 2004.

Il ne fait aucun doute que les deux chefs des deux principaux partis sortent affaiblis de cette élection. Stephen Harper a déclenché cette élection en faisant le pari qu’il avait une majorité dans le sac. Il a parié gros sur le Québec. Si aujourd’hui, il se réveille à la tête d’un deuxième gouvernement minoritaire (avec environ 1% de plus d’appuis qu’en 2006), il n’a que lui-même à blâmer.

Il a mal lu l’humeur des électeurs et a mené une longue campagne sur des trivialités. À trois occasions, au cours des quatre dernières années, les Canadiens ont refusé de lui donner un gouvernement majoritaire fort. Il y a là un message assez clair.

Pour Stéphane Dion, la situation n’est pas rose ce matin. S’il a connu une meilleure deuxième partie de campagne, il n’a manifestement pas réussi à convaincre les Canadiens qu’il était une solution de rechange au chef conservateur. Plutôt que de prendre le cheval de bataille de l’économie dès le début de la campagne, il a dû passer la majeure partie de son temps à tenter de vendre sa taxe

Stéphane Dion n’a manifestement pas réussi à convaincre les Canadiens qu’il était une solution de rechange au chef conservateur.

sur le carbone, en vain. Qu’il ait raison ou non sur le bien fondé de cette politique n’est pas l’enjeu. En cette période d’instabilité économique, il a perdu la bataille des perceptions. Les campagnes ne sont jamais le théâtre de vrai débat d’idées. En faisant de cette taxe l’élément central

de son plan, il s’est rendu vulnérable sur le plan politique. L’homme a fait preuve d’une grande honnêteté intellectuelle et d’une vision à long terme. C’est tout en son honneur. Mais force est d’admettre que le Parti libéral en paie aujourd’hui le prix politique.

Si les conservateurs seront déçus par les résultats au Québec où ils comptaient faire des gains importants, les libéraux seront ébranlés par les revers considérables subis dans leur forteresse ontarienne. Le vote du NPD et des verts a grugé le vote libéral, avec les résultats que l’on connaît.

Le Parti libéral a du travail à faire pour redevenir le grand parti national qui a historiquement fait le pont entre les anglophones et les francophones du pays. Le parti est marginal dans l’ouest du pays depuis Diefenbaker. Le Québec francophone, à l’exception de l’élection de 2000, lui fait la sourde oreille depuis 25 ans. Et maintenant, il doit aussi redoubler d’efforts pour reconquérir l’Ontario.

En refusant une troisième fois de donner un mandat fort à Stephen Harper, les Canadiens lui ont exprimé à nouveau leurs réserves. Il reste à voir si le Parti libéral tirera les bonnes leçons et posera les gestes nécessaires pour redevenir le grand parti qu’il a déjà été.



PARCE QUE
C'EST UNE OUVERTURE
SUR LE MONDE
QUI M'AVANTAGE.

LE FRANÇAIS, NOTRE AFFAIRE À TOUS.

Québec 